

GERARD ANCEY

LA MONNAIE MOSSI  
UN POUVOIR  
NON-LIBERATOIRE DE REGLEMENT

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ET TECHNIQUE OUTRE MER

CENTRE DE OUAGADOUGOU



1974

LA MONNAIE MOSSI  
UN POUVOIR NON LIBERATOIRE  
DE REGLEMENT

Copyright - ORSTOM - 1974,

## A V E R T I S S E M E N T

Cet ouvrage établi dans le cadre de la convention d'étude sur les migrations Mossi réunit quelques éléments économiques de nature monétaire. Il sera suivi d'un second tome portant sur les structures de production.

Les hypothèses et conclusions qu'il énonce n'impliquent aucune prise de position de la part des chercheurs relevant d'autres disciplines.

Elles engagent la responsabilité entière et exclusive de leur auteur.

Ont participé aux enquêtes de terrain :

MM. Nikiema Ragnagnewende	- KOUDOUGOU.
Nikiema Seni Pierre	- YAKO.
Ouedraogo Abel	- TOUGAN.
Ouedraogo Tanoaga	- ZORGHO.
Tapsoba Ousmane Etienne	- DEDOUGOU.

Ont participé au dépouillement :

MM. Ouedraogo Ranini Robert.  
Sermé Rémi.

Que tous trouvent ici l'expression de notre gratitude.

Une fois qu'ils ont fait fortune ou une fois  
qu'ils ont jeté leur gourme, ils reviennent  
achever leurs jours au milieu des leurs,  
respectueux de leurs us et coutumes ..."

ALBERT SALFO BALIMA.

Genèse de la Haute-Volta.

P R E M I E R E   P A R T I E :

L'ETUDE STRUCTURELLE DES BUDGETS FAMILIAUX PAR MATRICES  
ET GRAPHS.

I    - Aspects méthodologiques.

II   - Résultats d'ensemble.

III - Résultats par strate.

    - Conclusion.

AVANT-PROPOS :

Vue sous son aspect monétaire, la zaka mossi peut se définir comme une juxtaposition de cellules élémentaires autonomes, même dans le cas le plus courant où elle constitue une réelle unité de production. Ce qui signifie que chacune des cellules composantes qu'il est possible d'identifier au sein de la zaka-exploitation (1) noue plus de relations, échange une plus grande quantité de valeurs, au sens monétaire entre ses propres éléments qu'elle ne fait avec les éléments qui lui sont "extérieurs".

Pour aboutir à cette conclusion et à bien d'autres que nous nous proposons d'exposer ici il nous a fallu observer systématiquement durant une année les budgets familiaux de quelque 200 exploitations et donc analyser une à une plusieurs dizaines de milliers d'opérations de dépenses sous l'angle des relations de parenté qu'elles médiatisent.

---

(1) - On peut distinguer les groupes élémentaires suivants :

- G1, groupe ou cellule du chef d'exploitation, ses épouses et enfants célibataires, abrég. : CE, EpCE, EC.
- G2, groupe des enfants mariés, leurs épouses et enfants abrég. : EM, EpEM, EEM.
- G3, groupe des frères cadets mariés .....  
abrég. : FM, EpF, EF.
- G4, groupe des frères cadets célibataires et autres individus reliés au CE par divers liens de parenté (ascendants, soeurs, marâtres) ou même de commensalité.

## I - ASPECTS METHODOLOGIQUES :

Si l'on considère la population étudiée comme un double espace vectoriel (E) et (F), (E) étant l'ensemble payeur de marchandises, (F) l'ensemble bénéficiaire de ces mêmes marchandises, tout acte de dépense peut être interprété comme une application de (E) dans (F) ; (E) et (F) pouvant être soit de même dimension auquel cas l'application sera représentée par une matrice carrée de dimension n, soit de dimensions différentes ( $\dim F > \dim E$ ), l'application étant alors représentée par une matrice dont le nombre de lignes sera égal à la dimension de (E) et le nombre de colonnes à la dimension de (F).

En affectant chaque élément de la matrice d'un double indice :  $a_{ij}$

le premier indice étant l'indice de la ligne i et le second celui de la colonne j,  $a_{ij}$  correspond à la somme de valeurs-marchandises traduite en signes monétaires que l'élément i offre à l'élément j,  $a_{ij}$  la relation réciproque ou symétrique par rapport à la diagonale principale et  $a_{ii}$  la somme "auto-fournie" entre éléments identiques.

A la condition que l'observation se prolonge sur une période de temps suffisante on conçoit que l'ensemble de ces relations puissent être détaillées de manière extrêmement fine, et chiffrées soit en valeurs absolues, soit sous forme de "coefficients unitaires" (selon le système adopté par les comptables nationaux lorsqu'ils procèdent à l'analyse des relations inter-industrielles entre branches d'activités). Cette seconde formulation est de loin la plus intéressante puisqu'elle permettra notamment de mesurer l'intensité de la relation monétaire, ramenée à une unité de temps donnée (le mois par exemple) entre chaque élément (i) et (j) pris deux à deux.





Deux colonnes supplémentaires s'adjoignent afin de comptabiliser les flux trouvant leur origine dans l'exploitation mais bénéficiant en dernier ressort à des membres extra-familiaux :

D = "Divers", poste correspondant aux marchandises financées par un membre de la zaka et offertes à l'extérieur.

Dm = "Divers monétaire", poste correspondant à ses transferts purement monétaires à destination d'un bénéficiaire également extérieur, étant entendu que lorsque le flux trouve son origine à l'intérieur d'une exploitation (par exemple le CE de l'exploitation n° 1) et bénéficie à un membre quelconque relevant d'une autre exploitation de la même zaka (par exemple EpCE de l'exploitation n° 2) l'opération est enregistrée au croisement des deux cases : CE X EpCE (1e ligne, 2e colonne) ni plus ni moins que si elle avait concerné un CE et une EpCE appartenant à la même exploitation.

En effet, nous aurions pu en théorie doubler la taille de la matrice en retenant à la fois le critère de parenté par rapport au chef de zaka et le critère de parenté par rapport au chef d'exploitation. Cependant comme près de 90 % des "zakse" (pl. de zaka) ne comportent qu'une exploitation l'avantage eût été mince et la complexité du schéma bien supérieure. En outre nous nous serions trouvé dans certains cas fort embarrassé pour le classement de telle ou telle opération. Par exemple si le chef de zaka a un frère cadet marié, chef de sa propre exploitation, où inscrire les opérations du frère ? au niveau "frère marié de CZ" ou au niveau "CE" ? d'où de nouvelles sous-divisions de la matrice qui se traduiraient par une réduction corrélative des effectifs propres à chaque statut et donc rendraient en fin de compte plus aléatoire la validité des chiffres obtenus.

En reprenant notre comparaison avec la procédure suivie en comptabilité nationale où les matrices inter-industrielles sont décontractées par "branches" homogènes nous pouvons dire de manière identique que la population se trouve décomposée en fonction de

"statuts" supposés aussi homogènes que possible. Pas plus que l'homogénéité n'est parfaite entre les branches elle ne peut être absolue entre nos "statuts". Ainsi dans la branche "bâtiments et T.P." il existe de grosses et petites entreprises, dans le statut "CE" de puissants et misérables chefs d'exploitations.

Précisons encore que notre matrice ne tient pas compte directement des transferts purement monétaires entre agents d'une même exploitation. Au cas où CE offre, par exemple, 100 F. CFA à EpCE, ce transfert intra-exploitation n'est pas comptabilisé en tant que tel puisqu'il ne correspond pas à une dépense nette pour l'exploitation. Il se trouve par contre normalement enregistré lorsque EpCE convertit cet argent en biens réels et transmet ces biens à elle-même ou à autrui. Dès cet instant l'opération de dépense est attribuée non pas à EpCE, qui n'aura servi que d'intermédiaire entre l'élément payeur et l'élément bénéficiaire, mais à CE qui est bien la source originelle de la dépense.

Un élément (i) quelconque de la matrice peut donc être monétairement défini à la lecture de trois séries de chiffres :

$S a_{ii}$  = la part auto-fournie (similaire aux consommations intra-branches en matière d'industrie).

$S a_{ij}$  = la part de ses ressources qu'il consacre à l'entretien d'autres éléments.

$S a_{ji}$  = la part de ses consommations dont il est redevable aux autres éléments.

Nous dirons que l'élément (i) est autonome lorsque la fraction auto-fournie est supérieure à la somme nette des flux offerts et reçus.

$$S_{a_{ii}} > (S_{a_{ij}} + S_{a_{ji}}), i \neq j.$$

Son degré d'autonomie peut se mesurer immédiatement par le ratio :

$$\frac{S_{a_{ii}}}{S_{a_{ij}} + S_{a_{ji}}}, i \neq j.$$

L'élément (i) est dominant lorsqu'il offre plus de valeurs qu'il n'en reçoit :  $S_{a_{ij}} > S_{a_{ji}}, i \neq j.$

L'élément (i) est dominé si l'on observe la relation inverse :  $S_{a_{ij}} < S_{a_{ji}}, i \neq j.$

A noter qu'un dominant peut ne pas être autonome mais qu'un dominé peut être.

Entre 100 % d'autonomie, 100 % de dominance, 100 % de dépendance, les variantes sont multiples et de ce jeu entre les trois situations extrêmes résulte le plus ou moins fort degré d'intégration de l'élément (i) à la zaka dans laquelle il se trouve.

A 100 % d'autonomie correspondra évidemment le degré d'intégration zéro.

A 50 % d'autonomie l'élément sera intégré pour 50 %, cette intégration étant à son tour imputable pour partie à la somme des effets nets de dominance qu'il exerce à l'égard d'autres éléments (par exemple 20 %) et pour la partie restante (soit 30 %) à la somme des effets nets de dépendance qu'il subit. En clair cela signifie que l'élément (i) s'est auto-fourni 50 % de ses consommations monétaires, a utilisé 20 % de l'argent qu'il a manipulé à offrir "net" des biens de consommation aux éléments qu'il a dominés et a reçu "net" 30 % de sa consommation de la part d'éléments qui l'ont dominé, ceci non compte tenu des flux extra-familiaux (D + Dm) qu'il importe peu de retenir dans le cadre de notre matrice carrée.

Par "offre" nette de l'élément (i) à l'élément (j) il faut entendre la différence enregistrée entre  $S a_{ij} - S a_{ji}$ . Si cette différence est positive (i) exerce un effet de dominance sur (j) et subit au contraire un effet de dépendance si la différence est négative.

En d'autres termes nous pouvons passer d'une première matrice établie en brut à une seconde matrice ne comportant plus que les soldes nets entre chaque élément. La diagonale restant inchangée.

Parvenu à ce stade le problème se résume à une opération de triangulation de la matrice nette, c'est à dire une modification de l'ordonnancement, purement arbitraire au départ, des différentes lignes-colonnes afin de ramener tous les soldes, si possible, au dessus de la diagonale principale.

En théorie la triangulation peut s'avérer impraticable, puisqu'il suffit qu'apparaisse un "circuit" quelque part dans la hiérarchie des effets de domination pour que l'élément créateur du circuit demeure au dessous de la diagonale (1).

Pratiquement le cas s'est présenté dans une seule de nos cinq strates enquêtées, pour une somme minime (10 F. CFA), tout à fait négligeable devant la masse brute monétaire analysée (près de 3,5 Millions F. CFA). On peut donc avancer que dans la société mossi  $999.997/1.000.000^0$  des flux monétaires sont parfaitement triangulables. A elle seule cette constatation est déjà significative puisqu'elle tend à montrer que les hiérarchies monétaires établies entre agents à statuts socio-économiques divers, bien qu'elles puissent varier d'une région à l'autre, sont de type linéaire, ou encore que la société mossi se comporte dans son ensemble comme si chacun des éléments composants se voyait attribuer une place et assigner une fonction aussi clairement définies que le sont les degrés d'une échelle. Dans une pareille structure il sera fort difficile de permuter les rôles, sinon impossible. Une permutation n'est réalisable qu'en changeant carrément de milieu d'insertion

---

(1)- Dans la théorie des graphes on appelle "circuit" la relation du type : A B C A.

(puisque'on observe des variantes pyramidales d'une strate à l'autre). Il sera par contre toujours loisible de se retirer en quelque sorte du jeu, d'en fausser les règles, d'en refuser les contraintes, ce qui est aussi une forme de contraintes, en s'effaçant du système, en adoptant un comportement d'autonomie maximale. Ce que fait le migrant à peine de retour. Ce que fait le "frère" à longueur d'années lorsqu'il se trouve sous la coupe d'un chef d'exploitation. En somme "migrer de l'intérieur".....

Quelque grand soit son intérêt, la méthode d'analyse monétaire que nous avons employée, implique plusieurs conditions qu'il n'est pas toujours aisé de réunir :

1 - Une longue période d'observation sur un échantillon suffisamment étendu qui fournira une image valable du microcosme social investi. En effet il faut que les données s'accumulent, peu à peu, dans le plus grand nombre possible de cases de la matrice afin de cerner un maximum de relations monétaires, mais aussi pour que les "coefficients unitaires" demeurent significatifs. Les coefficients unitaires s'obtenant à partir des coefficients bruts déjà ramenés à une période mensuelle, divisés par le produit des effectifs moyens (i) et (j) participant à la relation. Si l'effectif (i) est important (ex : pour les enfants célibataires) le coefficient unitaire risque de devenir très faible.

Une seconde raison contraignant à prolonger durant un cycle annuel complet l'observation, est que l'on a souvent constaté, d'un mois à l'autre, des renversements de domination. Ainsi en octobre, après les récoltes d'arachides, il n'est pas rare de voir les épouses exercer une emprise nette sur tous les autres éléments familiaux, y compris leur mari chef d'exploitation, alors que la réalité sur une année entière est assez différente. En saison sèche, en ferait au contraire la part trop belle aux migrants de retour...

2 - Avoir une connaissance très exacte des relations de parenté, puisque tout le système repose sur leurs articulations monétaires. Ceci implique en général la constitution d'une "fiche familiale" complète et régulièrement tenue à jour, c'est à dire enregistrant les nouvelles naissances, les décès, les allées et venues de

migrants, y compris les déplacements de très courte durée, les arrivées de nouvelles épouses ou tout événement matrimonial survenant en cours d'observation et donc modifiant le statut social de l'élément intéressé.

(Dans bien des cas, l'observation est notée trop tard, ce qui oblige à corriger toutes les relations antérieures). Un autre risque est que lorsque les effectifs d'un statut déterminé sont faibles la moindre oscillation se répercute très sensiblement sur le "coefficient unitaire". (Ex : Si 4 FC sont présents au lieu de 2, leurs relations croisées sont divisées par 16 au lieu de 4, et s'ils sont entrés en relation avec un groupe comptant 10 agents, la relation unitaire est divisée par 40 au lieu de 20).

La conséquence est que la codification des résultats doit se faire au fur et à mesure de leur collecte, procédure qu'il n'est pas non plus toujours facile de respecter. En ce qui nous concerne les résultats n'ont jamais été dépouillés plus d'une semaine après avoir été recueillis sur le terrain.

3 - Le dépouillement qui doit être minutieux et plus encore la phase de calcul sont longs et fastidieux, même si la collecte d'information ne complique guère en soi le questionnaire-budget.

Par rapport à un questionnaire classique seulement deux colonnes supplémentaires ont été ajoutées :

- Avec l'argent de qui ? (désignation du payeur).
- Pour qui le produit ? (désignation du bénéficiaire), payeur(s) et receveur(s) étant désignés par leur(s) nom(s) et numéro(s) d'ordre reporté(s) sur la "fiche familiale".

Il convient ici de signaler un problème pratique auquel nous nous sommes heurté. Il arrive que le bénéficiaire soit désigné anonymement par le mot "zaka" ou par le mot "exploitation".

Tel est le cas assez général lorsque les épouses (EpCE) achètent du sel et divers condiments consommés collectivement, ou lorsque le CE achète un morceau de viande. Il a fallu trancher au risque de biaiser quelque peu la réalité. En ce cas nous avons affecté une fraction de la consommation à chaque résident présent, en pondérant par 1 les adultes de 15 ans et plus et par 0,5 les moins de 15 ans, sans distinction de sexe.

Dans le même ordre d'idée, chaque fois qu'un agent procède à une dépense destinée ni à la consommation finale du groupe, ni à quelque autre individu extérieur à la zaka, mais à son propre commerce, l'agent bénéficiaire final a toujours été considéré comme étant le même que l'agent payeur (sauf indication expresse contraire notée par l'enquêteur), pratique correspondant en fait à la réalité.

L'impôt ne pose pas de problème particulier puisque le chef de famille sait parfaitement pour qui il paye la capitation, qui est "en règle" et qui "ne l'est pas".

Enfin les salaires versés à des manoeuvres extérieurs à la zaka ont été également inscrits à l'intérieur de la matrice carrée bien qu'il eût été possible (comme pour les dons ou l'impôt) de les faire figurer hors-matrice dans la colonne "Dm". La raison de ce choix est la même que celle qui nous a fait inclure l'impôt. Deux cas sont en effet envisageables:

- Le salaire rémunère les services d'un travailleur oeuvrant pour la "communauté" (ex : les façons culturales salariées sur le "grand champ" - "poukasinga". La rétribution de ce service est alors censée se faire au profit de tous, selon le même principe de pondération (1 et 0,5) que pour les biens réels consommés collectivement (le service acquis n'est d'ailleurs qu'un achat de biens réels différé).

- Le salaire rémunère les services d'un travailleur recruté à des fins personnelles (le champ "beolga" individuel par opposition au champ commun) et le bénéficiaire final du service est alors nommément désigné.

Compte tenu de ces diverses contraintes tout porte à penser qu'il serait assez facile d'appliquer cette méthode d'analyse à bien d'autres sociétés où continuent à fonctionner des unités socio-économiques à base familiale étendue, sans perdre pour autant de vue les aspects plus classiques des "enquêtes-budgets" dont elle n'est, en un sens, qu'un sous-produit.



Ces préliminaires méthodologiques étant posés nous pouvons passer à l'examen, d'abord des résultats d'ensemble puis de ceux propres à chaque strate, mais auparavant il convient de préciser d'une part quelle a été la structure de notre échantillon d'autre part comment s'est pratiquement exécutée l'observation.

### 1 - Les strates échantillon .

Nous avons retenu cinq strates déterminées en fonction d'un choix raisonné, dont les trois premières situées à l'intérieur du périmètre juridique Mossi.

a - une strate dans la région de KOUDOUGOU (cantons Ramongo et Sourgou).

b - une strate dans la région de YAKO (canton Darigma).

c - une strate dans la région de ZORGHO (cantons Zongo et Boudry).

a et b représentant des strates que l'on supposait fortement touchées par le phénomène migratoire, alors que c l'était, pensait-on, à un moindre degré.

d - une strate dans la région de TOUGAN (canton Dâ).

e - une strate dans la région de DEDOUGOU (canton Dédougou).

d et e illustrant respectivement le cas d'une ancienne aire de peuplement de colons mossi en pays Samo, originaires le plus souvent de la région de Gourcy (Yatenga) et celui d'une aire d'accueil récente ou actuelle, en pays Bobo, alimentée précisément (pour une bonne partie) par des colons émigrants venus des environs de YAKO,

Le projet initial avait fixé à trois par strate le nombre de villages à observer. En définitive le programme prévu a été respecté à l'exception de la strate de ZORGHO où par suite de difficultés multiples l'un des trois villages a dû être supprimé de l'échantillon.

Dans chaque village 12 "zakse" étaient tirées au hasard à partir d'une liste de recensement et une 13<sup>e</sup>, celle du chef de village, était systématiquement sélectionnée tant dans un but scientifique que "politique".

Statistiquement cette relative sur-représentation de chefferies peut modifier sensiblement les niveaux monétaires ; nous en avons tenu compte dans nos estimations de revenus par strate. Par contre l'étude "matricielle" peut s'en accommoder sans dommage car les structures de domination à l'intérieur d'une zaka de chef ne diffèrent pas fondamentalement de celles que l'on observe au sein des familles ordinaires.

A Ramongo, l'un des trois villages de la strate de KOUDOUGOU, le chef a été néanmoins écarté en raison de son statut de chef de canton.

L'échantillon aura donc regroupé 181 zakse réparties entre 14 villages.

	Nbre de zakse.	Nbre d'exploitations.
KOUDOUGOU.	38	39
YAKO.	39	41
ZORGHO.	26	26
TOUGAN.	39	51
DEDOUGOU.	39	46
	<hr/>	<hr/>
	181	203

## 2 - Le système d'observation.

Compte tenu de l'importance de cet effectif totalisant environ 1850 résidents présents (moyenne annuelle) et des moyens tout de même limités dont nous disposions (5 enquêteurs permanents + 1 dépouilleur) il était hors de question de suivre l'intégralité de l'échantillon durant 365 jours consécutifs, aussi avons-nous adopté un système de rotation d'observation entre villages selon le schéma suivant appliqué de manière identique dans chaque strate :

Mois :	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Ex : Strate 1.												
Village 1 -	X			X			X			X		
Village 2 -		X			X			X			X	
Village 3 -			X			X			X			X

Les familles d'un même village étaient ainsi observées intensément à quatre reprises dans l'année, chaque fois durant trente jours consécutifs (pratiquement un peu moins longtemps, la dernière semaine du mois étant consacrée à divers relevés dits "rétrospectifs mensuels", effectués non seulement dans les 13 zakse où venait de se dérouler l'enquête quotidienne mais aussi dans les 26 autres zakse momentanément délaissées).

Dans la plupart des cas les budgets familiaux quotidiens ont donc couvert une période totale de 96 jours (taux de sondage : 96/365).

A l'intérieur d'un village un roulement s'effectuait également entre les familles observées. L'enquête "quotidienne" était ainsi rétrospective sur 3 jours :

Ex : lundi soir, visite des familles n° 1, 2, 3, 4, 5 : interrogation sur les dépenses et recettes du lundi, du dimanche et du samedi.

mardi soir, visite des familles n° 6, 7, 8, 9 ; interrogation sur les dépenses et recettes du mardi, du lundi et du dimanche.

mercredi soir, visite des familles n° 10, 11, 12, 13 ; interrogation sur les dépenses et recettes du mercredi, du mardi et du lundi.

jeudi soir, retour dans les familles n° 1, 2, 3, 4 , 5 ; interrogation sur les dépenses et recettes du jeudi, du mercredi et du mardi etc .....

Ce rythme ternaire offrait l'avantage de coïncider avec la périodicité des marchés en pays Mossi.

A ZORGHO où l'échantillon s'est trouvé réduit à deux villages à partir d'août-septembre et où les mois de février-mars et juin-juillet ont dû être éliminés du dépouillement par suite du caractère "fantaisiste" des renseignements reportés il a fallu improviser un système différent qui a présenté malheureusement l'inconvénient de concentrer plus des  $\frac{2}{3}$  des journées statistiquement observées sur le second semestre mais a en définitive fortement accru le taux de sondage. Nous avons toutefois préféré cette solution à l'abandon pur et simple de la strate.

## II - RESULTATS D'ENSEMBLE :

Afin de restituer toute la démarche méthodologique, depuis le recueil brut de l'information jusqu'à l'établissement de la matrice nette triangulée et du graphe complet des relations monétaires, nous allons en suivre les diverses phases, ce qui nous permettra d'aller ensuite à l'essentiel lorsque nous examinerons les résultats spécifiques à chacune des zones.

A - La matrice globale des relations monétaires établie en brut.

Nous savons que, mathématiquement, la matrice (C) est dite matrice somme de (A) et (B),  $c_{ij}$  élément de (C) étant égal à  $a_{ij} + b_{ij}$  pour tout i et pour tout j, si (A) et (B) ont même nombre de lignes et même nombre de colonnes. Il est donc parfaitement licite non seulement d'additionner les résultats obtenus mois après mois dans chaque strate mais encore de réunir dans une matrice unique les résultats des cinq strates confondues. La matrice brute, globale, résume ainsi l'ensemble des flux monétaires ayant relié au cours de l'année la totalité des agents recensés. Nous lisons par exemple, que les différents chefs d'exploitations ont fourni pour 219.718 F. de valeurs à leurs enfants célibataires, 12.833 F. à leurs frères célibataires, que ces derniers leur ont en retour offert pour 2.602 F. de valeurs-services ou marchandises.

Cette masse monétaire représente le total de 18.022 "journées-zaka" observations (un peu moins de 100 jours en moyenne par zaka).

La totalisation par ligne, que nous n'avons pas reportée en marge de la matrice, indique la part de la masse monétaire globale manipulée par chaque catégorie d'agents : Celle-ci doit évidemment être mise en rapport avec les effectifs.

# MATRICE BRUTE GLOBALE \_F.CFA\_

Observations sur 18022 jours -zakse

	CE	EpCE	EC	EM	EpEM	EEM	FM	EpF	EF	FC	A	D	Dm
CE	945122	161677	219718	15116	14625	14732	4582	6764	10085	12833	40131	172436	73835
EpCE	9932	186587	33598	1264	1740	3513	320	505	1060	567	2996	4435	4380
EC	9173	8616	323815	526	970	1515	264	346	423	199	1493	5765	4225
EM	15438	15862	15579	335075	40781	16551	571	820	1776	1115	3088	10860	9385
EpEM	662	1170	1456	544	20509	2393	35	25	75	10	151	175	570
EEM	70	45	65	13	732	1160					5	50	50
FM	2674	3439	4576	145	215	285	125238	4631	2184	425	1407	2180	1600
EpF	276	570	748	30	30	95	85	5312	389	10	162	30	
EF	554	527	678	20	25	25	25	40	18599	20	1845	135	325
FC	2602	2562	4566	720	750	190	190	314	345	422421	2608	2410	12295
A	228	513	831	32	49	96	8	8	54	81	14807	830	850

Soit (en %) :

	Proportion des effectifs (présents).		Proportion de l'argent manipulé.	
CE.	10,9		49,1	
G1 - EpCE.	18,5	70,5	7,3	G1 = 66,8
EC.	41,1		10,4	
EM.	2,6		13,5	
G2 - EpEM.	3,9	16,8	0,8	G2 = 14,4
EEM.	10,3		0,06	
FM.	1,0		4,3	
G3 - EpF.	1,5	6,4	0,2	G3 = 5,2
EF.	3,9		0,7	
G4 - FC.	1,1	6,3	13,1	G4 = 13,6
A.	5,2		0,5	
	<hr/> 100		<hr/> 100	

La constatation immédiate, fondamentale, est que les chefs d'exploitation contrôlent moins de la moitié de la masse monétaire. On voit la gravité du biais qui se serait introduit dans une étude des budgets familiaux en pays Mossi si nous nous étions limité à l'interrogation des seuls chefs d'exploitation et a fortiori des seuls chefs de zaka. Dans une très large mesure les chefs d'exploitation se démettent donc de leur fonction de trésoriers pour l'ensemble du groupe qu'ils dirigent, sinon au profit de tous du moins à celui des hommes adultes vivant auprès d'eux (EM, FM, FC).

A noter également qu'environ 9 % des dépenses sont consacrées à des transferts vers l'extérieur de la zaka, dont environ 3,5 % sous forme de transferts purement monétaires (dons, prêts,

remboursements). La part du chef d'exploitation s'accroît d'ailleurs sensiblement (80 % du total  $D + D_m$ ) par rapport aux autres types de dépenses.

### B - Le passage à la matrice nette.

Il se fait, avons-nous dit, par le calcul des soldes de part et d'autre de la diagonale principale entre les éléments symétriques.

Ce solde se trouve disposé dans la matrice sur la ligne de l'élément dominant. L'élément dont toute la ligne comporte des valeurs domine ainsi l'ensemble des autres éléments, inversement celui dont toute la colonne est occupée se trouve dominé par l'ensemble des autres éléments.

On remarquera que les deux colonnes "hors-matrice"  $D$  et  $D_m$  restent inchangées. En effet il n'est pas possible d'évaluer ces postes en "net". Si nous pouvions déterminer assez précisément le solde net de la colonne  $D_m$  (en se référant aux transferts d'argent reçus de l'extérieur par chaque élément) la même estimation était impossible pour la colonne  $D$ , car nous ne savons pas lorsqu'un membre résident reçoit de l'extérieur une certaine quantité de produits en nature si ceux-ci proviennent d'une transaction en monnaie ou non, puisqu'il aurait fallu pour le savoir interroger également l'offreur "extérieur".

### C - La triangulation.

Elle ne se fait pas toujours sans quelque tâtonnement, surtout quand des relations deux à deux font défaut. Nous verrons le cas se présenter au niveau de certaines strates (notamment à DEDOUYOU). Dans ce cas la théorie des graphes qui permet d'ordonner selon un axe orienté, numéroté du rang 0 au rang  $n$ , les éléments de



# MATRICE NETTE GLOBALE -F.C.F.A.-

	CE	EpCE	EC	EM	EpEM	EEM	FM	EpF	EF	FC	A	D	Dm
CE	945122	151745	210345		73983	14662	1808	6488	9531	10231	39383	172486	73835
EpCE		106520	24902		570	3468			533		2483	4435	4380
EC			32380			1450					662	5765	4225
EM	322	14598	13053	33502	10237	16538	426	790	1756	395	3056	10860	9385
EpEM			486		20503	1661			50		55	175	570
EEM						1160						50	50
FM		3119	4312		180	285	125238	4546	2159	235	1399	2180	1600
EpF		65	482		5	95		5312	349		154	30	
EF			255			25			18599		1791	135	325
FC		1995	4367		740	190		304		422421	2527	2410	12235
A						91					14807	830	850

# MATRICE GLOBALE TRIANGULEE - F.C.F.A -

	EM	CE	FM	FC	EpF	EpCE	EpEM	EF	EC	A	EEM	D	Dm
EM	335075	322	426	395	790	14598	40237	1756	15053	3056	16538	10860	9385
CE		945122	1908	10231	6488	151745	13963	9531	210545	39903	14662	172436	73835
FM			125238	235	4546	3119	180	2159	4312	1399	285	2180	1600
FC				422421	304	1995	740	325	4367	2527	190	2410	12295
EpF					5312	65	5	349	402	154	95	30	
EpCE						186587	570	533	24982	2483	3468	4435	4380
EpEM							20509	50	486	55	1661	175	570
EF								18599	255	1791	25	135	325
EC									32388	662	1450	5765	4225
A										14807	91	830	850
EEM											1160	50	50

la relation, résout le problème en attribuant un rang identique à plusieurs "sommets". Dans une matrice triangulée cela signifie que les éléments dont le rang est litigieux et peut se prêter à plusieurs combinaisons, sans entraîner pour autant un passage quelconque au dessous de la diagonale, doivent néanmoins être dans un voisinage immédiat. Le cas échéant nous avons décidé d'accorder systématiquement le rang prioritaire à l'élément ayant exercé, en pourcentage relatif, le taux le plus élevé d'effets "nets" de domination par rapport aux effets "nets" de dépendance subis. (D'autres conventions auraient pu être adoptées, par exemple la masse globale d'argent manipulée per capita, ou encore la seule prise en compte de la part relative des effets de domination .....)

L'ordre de la matrice initiale apparaît profondément modifié. Plusieurs points sont à relever.

1 - La prééminence générale des classes aînées, mais fait surprenant, le tout premier rang dévolu non aux chefs d'exploitation mais à leurs enfants mariés. Il aurait certes été passionnant de disposer d'une telle matrice voici trois quarts de siècle, à l'époque où commençait à circuler la monnaie fiduciaire. A défaut nous sommes réduit à formuler une hypothèse sur le rôle que la société mossi a conféré à la monnaie, de son introduction à nos jours, du point de vue à la fois de sa valeur marchande et sociale.

Nous sommes enclin à penser que les fonctions sociale et marchande sont disjointes (ou disfonctionnelles) (1) sans doute plus profondément de nos jours que naguère, en ce sens que probablement une part bien supérieure de cet argent provient actuellement d'activités productives sur lesquelles le détenteur de l'autorité familiale traditionnelle n'exerce plus une emprise absolue.

---

(1) - Nous conviendrons de parler du "disfonctionnement" d'une structure sociale lorsqu'apparaît une contradiction interne entre l'importance du pouvoir monétaire détenu par les classes cadettes et la faiblesse de l'usage social qu'elles peuvent en retirer.

Aujourd'hui la fonction marchande se trouve le plus souvent remplie par des cadets, notamment des jeunes migrants rentrés de Côte d'Ivoire. Il se développe ainsi un circuit monétaire parallèle, plus ou moins clos (1), reposant sur le jeu réciproque des revenus migratoires et commerciaux qui échappent dans une assez large mesure au droit de regard des anciens. Jadis les produits de l'exploitation intervenaient certainement pour une proportion très supérieure dans la circulation monétaire. (Sur l'ensemble de notre échantillon, les "ventes finales" des exploitations ont contribué en 1973 pour moins de 43 % des rentrées brutes d'argent.)

L'autorité familiale coutumière s'expose ainsi au risque de se voir déposséder de sa fonction sociale en laissant progressivement se rétrécir la base économique sur laquelle elle s'appuyait à l'origine.

En fait nous sommes forcé de constater une remarquable résistance du social à l'économique. Tout se passe actuellement comme si ce pouvoir qu'ont développé les uns ne s'était pas accompagné des fonctions sociales correspondantes, que continuent à exercer les autres et par suite comme s'il s'était établi entre les deux champs d'influence une sorte de consensus tacite destiné à geler (provisoirement ?), ou à mettre entre parenthèses cette masse monétaire circulante. Jusqu'où peut se maintenir ce consensus ? Il nous paraît clair que la condition nécessaire à son maintien est, que la terre n'acquière pas de valeur marchande. En effet posons-nous la question suivante : Pourquoi à un certain moment de son histoire y-a-t-il eu un dysfonctionnement du système ? Comment les anciens détenteurs du pouvoir social coïncidant initialement avec le réel pouvoir économique ont-ils pu se laisser en partie déssaisir de ce dernier sans perdre par le fait même leur fonction sociale ? C'est que la terre n'avait pas de valeur marchande.

---

(1) - Au sens donné à ce terme par M. Byé dans son analyse des "circuits de financement clos".

Pourquoi n'en avait-elle pas ? Certainement pas uniquement du fait des lois, ni même des coutumes. Elle n'en avait pas et n'en a pas eu parce que l'introduction de la monnaie a soudainement rentabilisé, en Haute-Volta, davantage les activités de redistribution que de production, le commerce que l'agriculture.

Le système productif s'est bien entendu trouvé radicalement modifié par la pénétration de l'économie marchande mais celle-ci n'a pas eu pour effet de monétiser le capital foncier mossi (trop peu rentable), elle a simplement monétisé le capital foncier des pays côtiers, aux riches plantations forestières. De ce fait les différences économiques quantitatives entre Mossi ont été gommées par la différence "qualitative" entre zones de savanes et zones forestières. En conséquence bien que ne contrôlant plus qu'une partie de la masse monétaire en circulation les détenteurs de la fonction sociale n'ont pas été exposés à devoir défendre par une surenchère monétaire leurs prérogatives foncières et le dysfonctionnement du système n'a pas eu d'écho en profondeur. De ce point de vue les courants migratoires suractivant encore la rentabilisation des zones forestières confortent plutôt qu'ils n'amoindrissent le pouvoir social des autorités coutumières en repoussant toujours plus loin le jour où il deviendrait rentable d'investir dans l'agriculture locale et donc payant d'acquérir des terres.

Ils aggravent également le caractère dysfonctionnel de la structure sociale en conférant toujours plus d'importance aux flux monétaires "parallèles" au regard des "ventes finales" d'exploitations.

## 2 - Le regroupement des diverses épouses en milieu de matrice.

Comme on pouvait s'y attendre elles occupent un juste milieu, à mi-chemin de la domination et de la dépendance.

A remarquer le curieux renversement de l'ordre hiérarchique des épouses par rapport à celui des hommes mariés : EM, CE, FM d'un côté, EpF, EpCE, EpEM de l'autre, qui se retrouve également plus bas dans la matrice à l'intérieur du groupe des jeunes (EF, EC, EEM).

D - Le passage de la matrice globale à la matrice "mensuelle".

Sachant que l'observation correspond à un sondage de 18,022 jours pour 181 zakse, soit un taux de  $18,022/181 \times 365 = 27,3\%$  pour une année civile, le coefficient multiplicateur qu'il convient d'appliquer pour ramener l'ensemble des données à une durée mensuelle est de  $\frac{1}{0,273 \times 12}$  soit 0,3054 pour l'ensemble de nos 14 villages et 0,0218 pour 1 mois-village.

L'opération consiste donc à multiplier la matrice par un coefficient scalaire de 0,0218.

Parallèlement à cette opération il convient de ramener à un chiffre moyen mensuel l'effectif de chaque catégorie d'agents intervenant dans les relations.

Tous calculs faits, nous obtenons en bref un quinzième village qui serait le village "ensemble" synthèse exacte des quatorze autres observés sur des périodes mensuelles.

Ce "village" moyen est composé de :

14,29	CE.		
24,31	EpCE.	92,68	éléments du groupe G1.
54,08	EC.		
3,48	EM.		
5,06	EpEM.	23,02	éléments du groupe G2.
13,48	EEM.		

# MATRICE TRIANGULEE MENSUELLE .F.C.F.A.

	EM	CE	FM	FC	EpF	EpCE	EpEM	EF	EC	A	EEM	D	Dm
EM	7305	7	9,3	8,6	17	318	877	38	328	67	361	237	205
CE		20604	42	223	141	3308	304	208	4590	870	320	3763	1611
FM			2730	5,1	99	68	3,9	47	94	30	6,2	48	35
FC				9209	6,6	43	16	7,1	95	55	4,1	53	268
EpF					116	142	0,11	7,6	8,76	3,36	2,07	0,7	
EpCE						4068	12	12	545	54	76	97	96
EpEM							447	1,1	11	2,2	36	3,8	12
EF								405	5,56	3,9	0,55	2,9	7,1
EC									7059	14	32	126	92
A										323	2	18	19
EEM											25	1,1	1,1

VILLAGE MOYEN

1,30	FM.		
1,97	EpF.	8,37	éléments du groupe G3.
5,10	EF.		

1,40	FC.		
		8,315	éléments du groupe G4.
6,915	A.		

Total : 132,385.

Total correspondant à l'effectif moyen de résidents présents comptés mensuellement sur chaque strate enquêtée au cours des différents cycles d'observation.

Bien que ces effectifs ne soient pas reportés en marge de la matrice nette mensuelle, eux seuls nous permettront dans la phase ultime de passer à la matrice des "coefficients unitaires".

Telle qu'elle se présente la matrice mensuelle nette signifie, par exemple, que les 3,48 enfants mariés (EM) statistiquement présents dans le village moyen se sont offert pour 7,305 F. CFA de valeurs monétaires-marchandises au cours de la période de référence, qu'ils ont offert net 7 F. CFA aux 14,29 chefs d'exploitation durant le même intervalle de temps, 877 F. CFA à leurs 5,06 épouses etc .....

Ces chiffres en valeurs absolues ne prennent leur sens qu'après une pondération par les effectifs considérés, d'où la nécessité d'une matrice finale établissant les coefficients nets de relations unitaires.

#### E - La matrice des coefficients mensuels nets unitaires.

Chaque valeur reportée dans la matrice précédente doit être divisée par le produit des effectifs participant à la relation si l'on veut exprimer en F. CFA la valeur nette absolue reliant



# MATRICE CARREE DES COEFFICIENTS MENSUELS UNITAIRES NETS .FCFA.

	EM	CE	FM	FC	E <sub>p</sub> F	E <sub>p</sub> CE	E <sub>p</sub> EM	EF	EC	A	EEM	+rappel/ D Dm	
EM	603	0,14	2,06	1,77	2,48	3,76	50	2,14	1,74	2,78	7,7	68	59
CE		101	2,26	11	5,01	9,52	4,2	2,85	5,94	8,8	1,66	263	113
FM			1615	2,8	39	2,15	0,59	7,09	1,34	3,34	0,35	37	27
FC				4698	2,39	1,26	2,26	0,99	1,25	5,68	0,22	38	191
E <sub>p</sub> F					30	0,03	0,01	0,76	0,08	0,25	0,08	0,4	
E <sub>p</sub> CE						6,9	0,1	0,1	0,41	0,32	0,23	4	3,9
E <sub>p</sub> EM							17	0,04	0,04	0,06	0,53	0,8	2,4
EF								16	0,02	1,11	0,01	0,6	1,4
EC									2,4	0,04	0,04	2,3	1,7
A										6,75	0,02	2,6	2,7
EEM											0,14	0,1	0,1

ENSEMBLE

des individus pris deux à deux, pour une période référence de un mois. En ligne diagonale la valeur est ainsi calculée en divisant le chiffre global par le carré de l'effectif intéressé. Les deux colonnes de transferts extérieurs ne sont évidemment divisées que par les effectifs de ligne. Elles signifient donc simplement que chaque chef d'exploitation réalise au cours du mois pour 376 F. CFA de transferts, chaque frère marié 64 F. CFA etc .....

Considérons en premier lieu le cas des enfants mariés (EM). La lecture de la matrice indique que leur domination la plus nette s'est effectuée sur leurs épouses (50), puis leurs enfants (7,7) mais qu'ils se sont servi bien davantage de valeurs à eux-mêmes (603). Leur domination sur les chefs d'exploitation est quasiment négligeable (14 centimes par mois. A ce taux-là il faudrait trois ans pour réunir la valeur d'une noix de cola !).

Les frères mariés (FM) obéissent à un schéma identique (FM, EpF, EF, dans l'ordre) mais notons l'importance de leur coefficient personnel (1615).

Les chefs d'exploitation (CE) exercent des dominations plus diffuses, mieux réparties entre leurs différents dépendants. Ils ne se limitent pas, comme leurs fils et cadets mariés à pourvoir à leurs propres besoins ou à ceux de leurs dépendants immédiats (EpCE, EC).

En ce sens nous pouvons dire qu'ils restent le véritable lien monétaire du groupe familial, alors que d'autres (EM, FM et plus encore FC) apparaissent comme des noyaux durs plus ou moins autonomes.

L'emprise des épouses s'exerce de préférence sur leurs enfants respectifs. Une lecture par colonnes montre d'ailleurs qu'un enfant reçoit toujours plus de valeurs de sa propre mère (au sens classificatoire) que d'une épouse relevant d'un autre groupe de statuts.

Cette hiérarchie "verticale" se retrouve dans la relation entre épouses et maris. Jamais un EM n'entretient davantage une EpCE que ne fera le CE, une EpF que ne fera le FM, et réciproquement.

Elle se retrouve encore dans les relations "père-enfant".

En résumé les jeunes sont toujours dominés en premier lieu par leurs pères, puis leurs mères respectifs ; les épouses par leurs maris ; et les catégories diverses (FC et A) d'abord par le chef d'exploitation.

Notons aussi que plus l'âge moyen d'un couple augmente (le plus âgé étant le couple CE-EpCE, précédant le couple FM-EpF puis le couple EM-EpEM) moins nette est la domination du mari sur l'épouse, autrement dit plus l'épouse acquiert de relative autonomie à l'intérieur du couple ; d'où l'explication du phénomène relevé précédemment sur le renversement des hiérarchies entre le groupe des femmes d'une part et celui des hommes mariés d'autre part.

Le tableau qui suit répartit l'ensemble de ces coefficients entre trois colonnes, correspondant pour chaque catégorie d'agents :

1 - à la somme des valeurs auto-fournies (diagonale de la matrice).

2 - à la somme des offres nettes aux éléments dominés (lignes de la matrice).

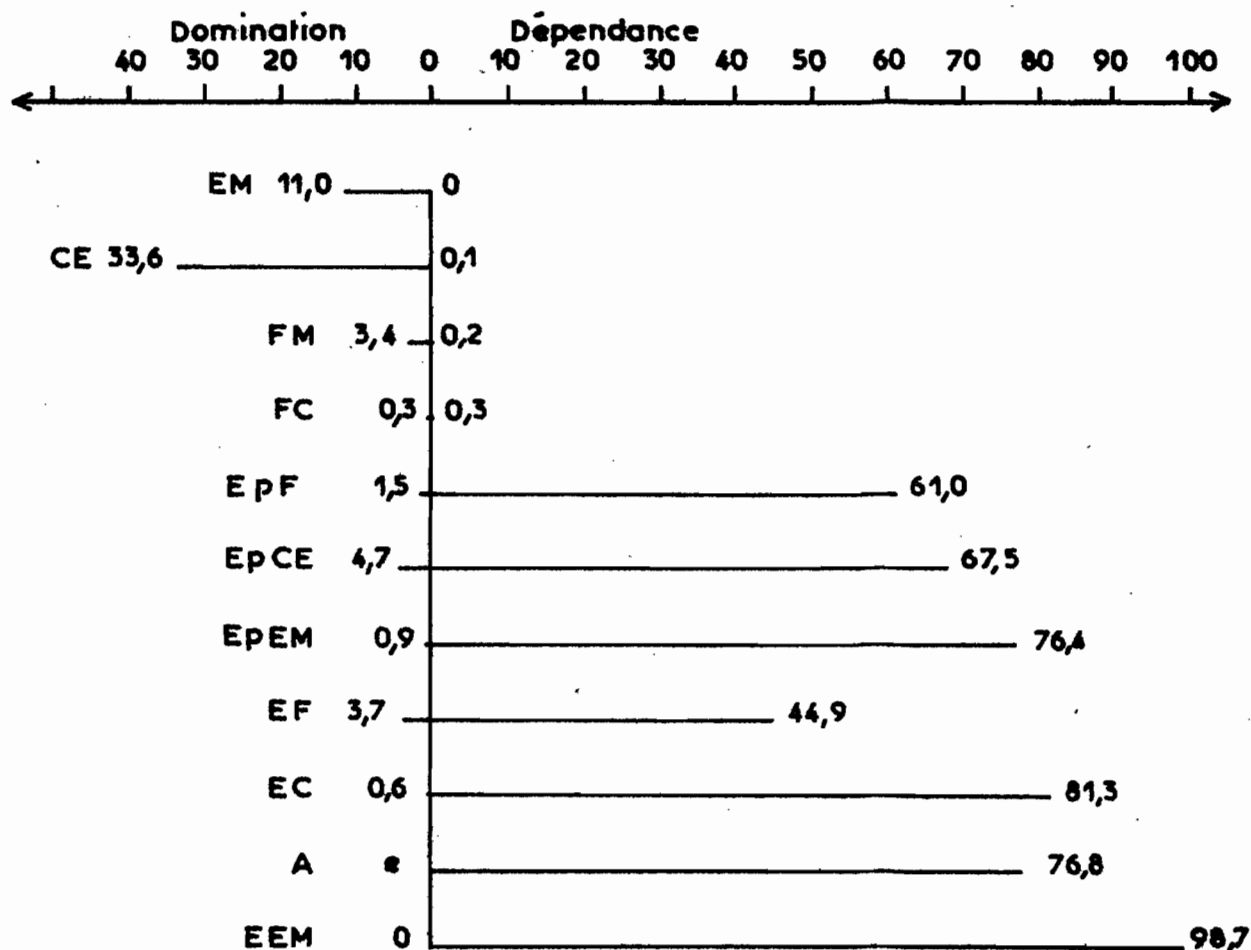
3 - à la somme des valeurs nettes reçues (colonnes de la matrice).

soit :

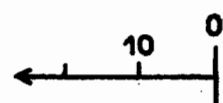
- en % -							
Statut	auto-fourniture	effets de domination	effets de dépendance	(1)	(2)	(3)	T.
EM.	603	74,57	0	89,0	11,0	0	100
CE.	101	51,24	0,14	66,3	33,6	0,1	100
FM.	1615	56,66	4,32	96,4	3,4	0,2	100
FC.	4698	14,05	15,57	99,4	0,3	0,3	100
EpF.	30	1,21	48,88	37,5	1,5	61,0	100
EpCE	6,9	1,16	16,72	27,8	4,7	67,5	100
EpEM.	17	0,67	57,16	22,7	0,9	76,4	100
EF.	16	1,14	13,97	51,4	3,7	44,9	100
EC.	2,4	0,08	10,82	18,1	0,6	81,3	100
A.	6,75	0,02	22,38	23,2	e	76,8	100
EEM.	0,14	0	10,84	1,3	0	98,7	100

La première colonne, exprimée en % dans la partie droite du tableau traduit la capacité d'autonomie monétaire propre à chaque élément.

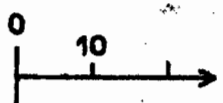
Il est possible de visualiser le phénomène à l'aide d'un diagramme où sont disposés, suivant l'ordre de hiérarchie, les différents statuts. A gauche de l'axe vertical sont reportés sous forme de traits plus ou moins allongés les coefficients d'intégration à la zaka par des effets de domination et à droite, par des effets de dépendance. Un élément complètement intégré à la zaka aura ainsi un trait de longueur maximale égale à 100. Inversement un élément totalement autonome n'apparaîtra ni en demandeur (dépendance) ni en offreur (domination) et se réduira à un point. Monétairement, sinon physiquement, il "s'efface" de la zaka. On constate qu'en général les éléments les moins intégrés sont dominants et que les moins autonomes sont dominés.



Selon le rang hiérarchique  
les niveaux d'intégration monétaire  
des éléments à la zaka



Intégration par effets nets de domination



Intégration par effets nets de dépendance

La catégorie des frères (FM et surtout FC) disparaît pour ainsi dire du graphique, ce que nous avons qualifié de "migration par l'intérieur". De toute évidence le comportement monétaire de la parenté collatérale amène, au plan sociologique, à se poser une série de questions à la fois sur son rôle économique au sein de la zaka et son statut social relativement à la branche "aînée" représentée par le chef d'exploitation et ses enfants mariés.

Selon nous, il faut trouver l'explication de ce phénomène particulièrement éclairant dans le mode de transmission de la chefferie de zaka (voir notre "Notes sur la composante familiale en pays Mossi" doc. ronéoté 13 p.) En règle générale le frère cadet est le successeur désigné d'un chef de zaka défunt, avec des modalités plus ou moins diverses selon les zones, quand ce n'est selon les villages d'une même zone. Cependant s'il accède assez largement au rang, l'accession "aux biens réels" constituant le patrimoine fait souvent l'objet d'un partage entre les deux rameaux patrilineaires et collatéraux (avec préférence patrilinéaire) de sorte que le frère cadet en situation de tutelle se trouve pratiquement dans l'obligation ou bien de vivre en autarcie monétaire afin de constituer un patrimoine qui lui permettra d'honorer son rang, (après l'avoir amputé en organisant des funérailles dignes autant de lui que du défunt), ou bien, ce deuxième aspect venant encore appuyer notre analyse précédente sur le "dysfonctionnement" du système, de consommer à des fins personnelles la masse monétaire qu'il contrôle afin de ne pas infléchir à son profit les règles du jeu avant que l'heure de l'échéance n'ait sonné. On comprend dès lors pourquoi le frère cadet célibataire dont les perspectives successorales sont plus lointaines que celles du frère marié, a un comportement encore plus autarcique, et pourquoi également, enfants mariés (EM), frères mariés (FM) et frères célibataires (FC), tous trois beaucoup plus autonomes que le chef d'exploitation, ont des coefficients d'autarcie monétaire respectivement décroissants, l'enfant marié recevant en général une fraction supérieure de l'héritage patrimonial que les ayants-droit collatéraux.

En bref les deux facteurs "stratégie successorale" d'une part, "disfonctionnement du système" d'autre part se conjuguent en un dosage subtil, (le premier facteur variant d'une zone à l'autre) pour renforcer l'autonomie de certains éléments. Considérant les sommes proprement gigantesques, relativement aux autres, que manipulent les collatéraux, nous avons bien affaire à un véritable circuit parallèle de financement clos.

En conclusion nous pouvons définir les trois ensembles suivants :

1 - L'ensemble des agents "autonomes-dominants", regroupant les individus dont le coefficient d'autonomie est supérieur à 50 % (critère d'autonomie) et dont l'effet net de domination est supérieur à celui de dépendance (déséquilibre du diagramme sur son côté gauche).

Dans l'ordre :

- EM.
- CE.
- FM.

2 - L'ensemble "autonome-dominé".

- FC. (dominé de très peu et très autonome).
- EF. (peu autonome et très dominé).

3 - L'ensemble "non autonome-dominé".

- EpF.
- EpCE.
- EpEM.
- EC.
- A.
- EEM.

L'autonomie des sous-groupes : G1 - G2 - G3 - G4.

Si, au lieu de décomposer la matrice entre les onze niveaux statutaires, on agrège les flux par sous-groupes familiaux, il est aisé sans refaire toute la démonstration de mettre en lumière premièrement la hiérarchie entre groupes, deuxièmement leur parfaite autonomie respective. Ce que nous montrons par le tableau suivant donnant les coefficients mensuels nets unitaires :

ordre hiérar- chique.	(1)	(2)	(3)	en %.			Total
	auto- fourniture	effets de domination	effets de dépendance	(1)	(2)	(3)	
G1.	4,8	1,65	0	74,4	25,6	0	100
G2.	19	0	0,04	96,8	3,0	0,2	100
G3.	49	0,93	0,58	97,0	1,8	1,2	100
G4.	139	0	2,55	98,2	0	1,8	100

Ce tableau signifie que chaque élément appartenant au groupe G1 s'est auto-fourni pour 4,8 F. CFA de valeur mensuelle et a dominé chaque élément des trois autres groupes de 1,65 F.CFA, etc.....

Le groupe G1 a donc collectivement utilisé environ  $\frac{1}{4}$  de son pouvoir d'achat (25,6%) à dominer les autres groupes. C'est le seul groupe pour lequel le coefficient d'extraversion soit relativement important. Tous les autres sont autonomes à plus de 95% de leur structure monétaire.



## F - La constitution du graphe des relations monétaires.

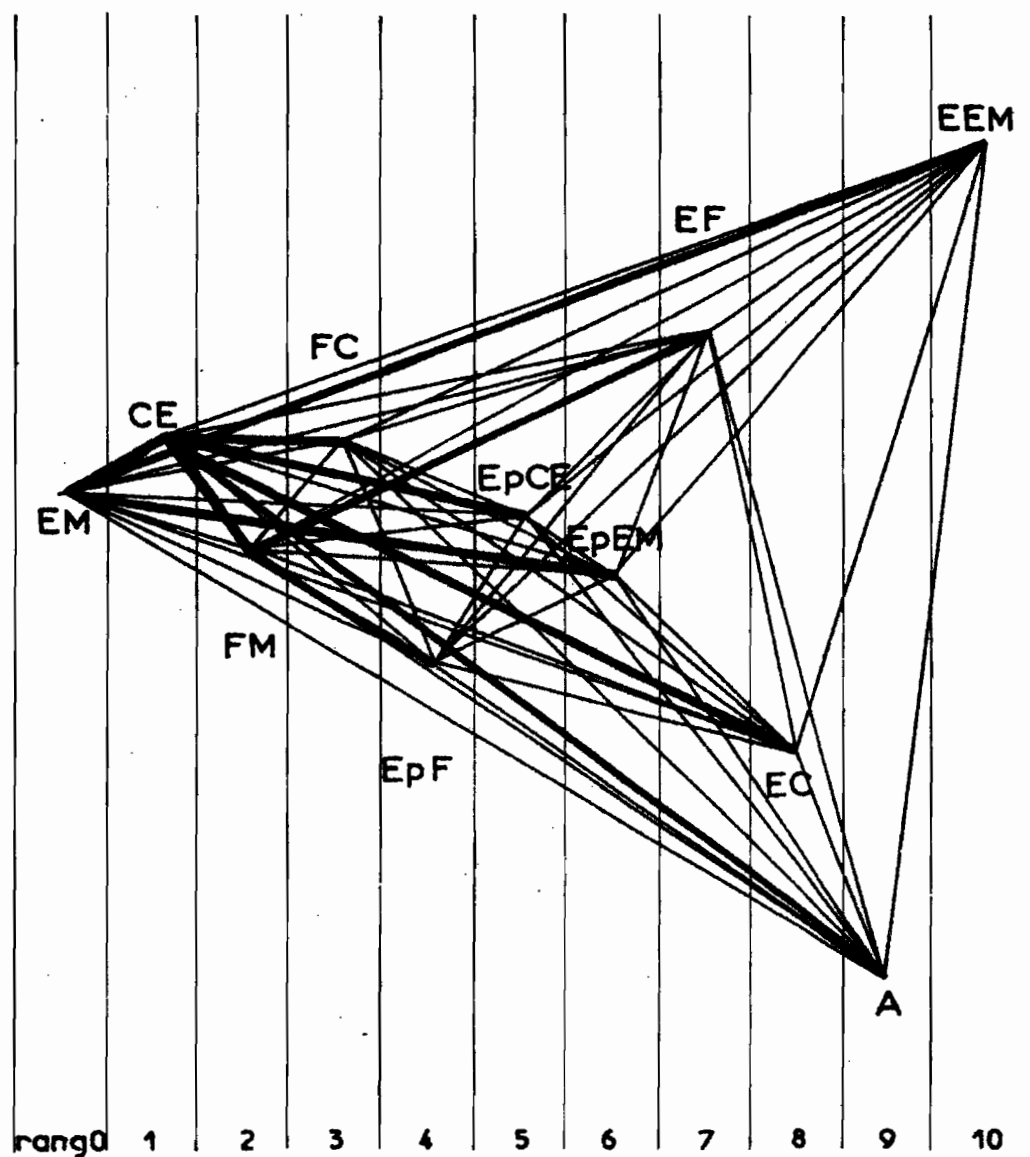
Un graphe orienté est un système de représentation des relations asymétriques entre les différents éléments d'un ensemble. Chaque élément occupe un rang numéroté de 0 à n tel que tous les éléments qui le précèdent exercent sur lui un effet net de domination. Le rang 0 est donc attribué à celui qui n'a aucun précédent, le rang 1 à tous ceux dont les précédents sont de rang 0, puis le rang 2 à tous ceux dont les précédents sont au plus de rang 1 etc .....

Si la matrice triangulée ne montre aucun blanc le rang est donc automatiquement défini par l'ordre de la matrice, sinon deux ou plusieurs éléments peuvent occuper un rang commun, les éléments appartenant au même rang n'exerçant alors aucune relation de domination les uns à l'égard des autres.

On a figuré par un trait gras la relation de dépendance la plus intense entre deux éléments. On retrouve le triangle EM - EpEM - EEM, le triangle FM - EpF - EF, et la polyvalence du chef d'exploitation dont l'influence prééminente rayonne en cinq directions (FM, FC, EpCE, EC, A). Aucune domination majeure ne trouve son origine au delà du rang d'ordre 2.

## G - La matrice globale des coefficients bruts unitaires ; sa transcription graphique.

La matrice des coefficients nets unitaires, procédant par solde entre valeurs symétriquement disposées de part et d'autre de la diagonale, doit être de nouveau établie en "brut" si l'on veut obtenir l'image exhaustive des relations réciproques entre agents considérés deux à deux. Pour ce faire il y a intérêt à restituer à la matrice l'ordre arbitraire des groupes G1 - G2 - G3 - G4, surtout si l'on opte pour une représentation graphique



GRAPHE ORIENTE  
ENSEMBLE ECHANTILLON

— Pour le rang  $n$ , relation de dépendance la plus intense avec les  $n-1$  à  $n-10$  rangs précédents.

# MATRICE GLOBALE DES COEFFICIENTS

## BRUTS UNITAIRES .FCFA.

	CE	EpCE	EC	EM	EpEM	EEM	FM	EpF	EF	FC	A
CE	101	10,14	6,2	6,64	4,4	1,67	5,38	5,21	3,02	14	8,85
EpCE	0,62	6,9	0,55	0,33	0,3	0,23	0,23	0,22	0,19	0,35	0,39
EC	0,26	0,14	2,4	0,06	0,08	0,04	0,08	0,07	0,03	0,06	0,08
EM	6,78	4,09	1,8	603	51	7,7	2,76	2,58	2,17	4,97	2,81
EpEM	0,2	0,2	0,12	0,7	17	0,76	0,1	0,06	0,06	0,03	0,09
EEM	0,01	∅	∅	∅	0,23	0,14					∅
FM	3,12	2,38	1,42	0,7	0,69	0,35	1615	40	7,17	5,1	3,43
EpF	0,2	0,25	0,15	0,1	0,07	0,08	0,7	30	0,84	0,08	0,26
EF	0,17	0,09	0,05	0,03	0,02	0,01	0,08	0,08	16	0,06	1,14
FC	2,85	1,61	1,31	3,2	2,29	0,22	2,3	2,47	1,05	4698	5,88
A	0,05	0,07	0,04	0,03	0,03	0,02	0,09	0,01	0,03	0,2	6,75

VILLAGE MOYEN

# INTENSITE DES RELATIONS MONETAIRES ENTRE AGENTS PRIS DEUX A DEUX

"ENSEMBLE"

		G <sub>1</sub>			G <sub>2</sub>			G <sub>3</sub>		G <sub>4</sub>		
		CE	EpCE	EC	EM	EpEM	EEM	FM	EpF	EF	FC	A
G <sub>1</sub>	CE											
	EpCE											
	EC											
G <sub>2</sub>	EM											
	EpEM											
	EEM											
G <sub>3</sub>	FM											
	EpF											
	EF											
G <sub>4</sub>	FC											
	A											



Flux  $\geq 5\,000$  FCFA / mois



$\geq 500$  FCFA / mois



$\geq 50$  FCFA / mois



$\geq 5$  FCFA / mois



$\geq 0,5$  FCFA / mois



$\geq 0,05$  FCFA / mois



$< 0,05$  FCFA / mois



$= 0$  FCFA / mois

qui, à l'aide d'un système de trames d'intensités variables, s'échelonnant par exemple du noir absolu lorsque la relation dépasse 5.000 F. CFA de valeur mensuelle au blanc pour une relation vide, en se donnant une raison géométriquement dégressive d'ordre 10, permet aussitôt de repérer quoique d'une manière schématique les plages de relations intenses et celles où les liaisons tendent vers des valeurs infimes.

On peut remarquer ainsi la concentration des zones les plus sombres tout au long de la diagonale en même temps qu'à l'intérieur des sous-ensembles familiaux. A cet égard les cellules G2 - G3 - G4 apparaissent bien comme des isolats monétaires, étroitement contrôlés par le chef de groupe (au moins pour les ensembles G2 et G3 car le groupe G4 ne constitue pas une cellule homogène).

X

X

X

### III - RESULTATS PAR STRATE :

Ayant ainsi décomposé notre démarche en ses différentes phases il nous suffira désormais de présenter la matrice des coefficients unitaires accompagnée du graphique d'intégration, du graphe orienté et du graphique d'intensité de relations monétaires entre éléments pris deux à deux.

#### - LES STRATES INTERIEURES AU PAYS MOSSI -

##### LA STRATE DE KOUDOUGOU.

Les trois villages formant la strate de KOUDOUGOU étaient :

- Ramongo, chef-lieu de canton, observé en janvier, avril, juillet et octobre.
- Kabinou, observé en février, mai, août et novembre.
- Namaneguema, observé en mars, juin, septembre et décembre.

Du fait de l'élimination du chef de Ramongo, l'échantillon se réduisait à 38 zakse. Au cours de chaque mois d'observation la strate moyenne a porté sur l'effectif suivant : (individus statistiquement présents).

Statut :	Nbre absolu	%	Somme brute manipulée (F.CFA)	%	Somme brute per capita (F.CFA).
CE	13,0	10,2	22845	26,6	1757
G1 - EpCE.	26,58	20,8	7157	8,3	269
EC.	40,75	31,9	3532	4,1	87
EM.	5,17	4,0	5179	6,0	1002
G2 - EpEM.	7,42	5,8	1552	1,8	209
EEM.	20,0	15,6	206	0,2	10
FM.	0,71	0,6	711	0,8	1001
G3 - EpF.	0,96	0,7	56	0,1	58
EF.	2,58	2,0	23	e	8,9
G4 - FC.	1,04	0,8	44290	51,6	42587
A.	9,67	7,6	407	0,5	42
	127,88	100	85957	100	672

Un fait attire l'attention : la relative importance numérique du groupe G2 représentant plus de  $\frac{1}{4}$  des membres présents alors que pour l'ensemble des strates sa proportion n'est que de 16,8 % ; corrélativement la régression du groupe G3 inférieur de moitié à la moyenne générale.

Un autre fait est la fraction dérisoire de la masse monétaire en circulation contrôlée par les chefs d'exploitation (26,6 %), dont la signification est évidente lorsque l'on songe à l'importance des revenus migratoires à l'intérieur de la zone.

Enfin le cas du frère célibataire confirmant jusqu'à en devenir caricatural l'existence d'un circuit monétaire parallèle à financement clos.

#### A - La matrice des coefficients mensuels nets unitaires.

Le signe = dans la relation  $FC \times FM$  indique un équilibre de leurs relations et le signe - entre le FC et le EF une absence de relation. L'ordre hiérarchique diffère légèrement de celui observé pour l'ensemble des strates, bien que dans ses grandes masses (aînés puis épouses et cadets) on retrouve la même succession.

Toutefois les hiérarchies apparaissent moins "linéaires", particulièrement dans la filière du chef d'exploitation, qui se trouve dépassé par ses frères, célibataires ou mariés, dans l'entretien de ses enfants mineurs (EC) et des autres dépendants (A).



MATRICE CARREE DES COEFFICIENTS  
MENSUELS UNITAIRES NETS F.C.F.A.

	CE	FC	EM	FM	EpCE	EpEM	EpF	A	EF	EC	EEM	+ rappel	
												D	Dm
CE	55	16	1,7	1,8	5,2	3,1	4,2	3,9	1,7	3,4	2,2	424	122
FC		39064	12	=	3,5	8,7	0,6	12	—	6,2	0,08	154	996
EM			92	1,7	2,6	12	1,35	0,8	0,4	0,67	4,55	87	44
FM				444	3,44	0,1	179	6	22	4,53	0,4	48	
EpCE					8,3	0,03	0,07	0,32	0,3	0,28	0,37	1,1	2,3
EpEM						21	0,08	0,1	0,1	0,04	0,4	0,7	1,5
EpF							20	0,32	1,94	0,2	0,15		
A								3,5	0,11	∅	0,03	0,8	
EF									2,1	0,01	0,01		
EC										1,7	0,03	1,9	1,3
EEM											0,3		

KOUDOUGOU

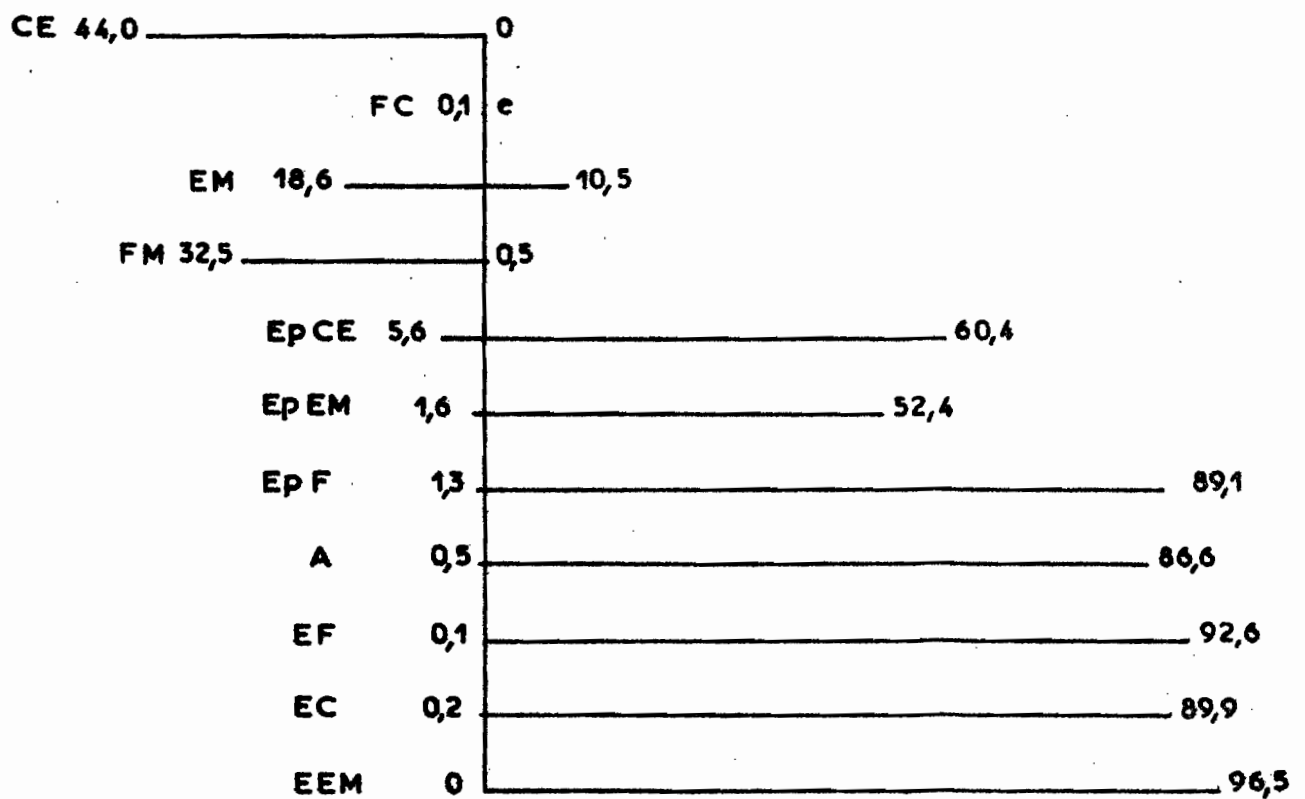
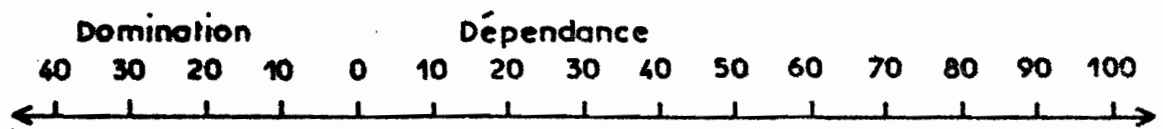
Le tableau des hiérarchies se résume comme suit :

Statut.	(1)	(2)	(3)	en %			T.
	auto-fourniture	effets de domination	effets de dépendance	(1)	(2)	(3)	
CE.	55	43,2	0	56,0	44,0	0	100
FC.	39088	43,08	16	99,9	0,1	e	100
EM.	92	24,07	13,7	70,9	18,6	10,5	100
FM.	444	215,47	3,5	67,0	32,5	0,5	100
EpCE.	8,3	1,37	14,74	34	5,6	60,4	100
EpEM.	21	0,72	23,93	46	1,6	52,4	100
EpF.	20	2,61	185,3	9,6	1,3	89,1	100
A.	3,5	0,14	23,44	12,9	0,5	86,6	100
EF.	2,1	0,02	26,55	7,3	0,1	92,6	100
EC.	1,7	0,03	15,33	9,9	0,2	89,9	100
EEM.	0,3	0	8,22	3,5	0	96,5	100

Ici n'apparaissent que deux groupes :

- Dominants-autonomes : CE, FC, EM, FM.
- Dominés-non autonomes : pour tous les autres.

Nous pouvons remarquer une différence de comportement entre les frères célibataires (FC) hyper-autonomes, au point de s'effacer du graphique et les frères mariés (FM) sensiblement plus intégrés au groupe que dans l'ensemble des autres strates. Ce que nous disions antérieurement sur le jeu combiné de deux facteurs, le facteur "stratégie successorale" d'une part, variable d'une région à l'autre, le facteur "disfonctionnement du système" d'autre part qui se retrouve partout dans la société mossi, prend ici tout



## KOUDOUGOU

hiérarchie et niveaux d'intégration monétaire

son sens. En effet à KOUDOUGOU la lignée collatérale des frères mariés bénéficie d'avantages certains, comparativement au statut qui lui est généralement accordé ailleurs. Qu'on nous permette une citation de ce que nous avançons dans "Notes sur la composante familiale en pays Mossi" à propos des frères cadets mariés de KOUDOUGOU :

"A KOUDOUGOU le système est théoriquement plus cohérent puisque le frère accède à la fois au rang et aux biens, mais le danger d'éclatement n'en est pas moins présent. Nous dirions volontiers que le frère cadet hôte à charge de revanche. S'il témoigne avant le décès de son aîné d'un comportement "égoïste", par exemple en ne contribuant que faiblement à l'entretien de la zaka dont il deviendra le chef, il lui en sera tenu rigueur beaucoup plus sévèrement qu'ailleurs. Il risque alors, au jour de la succession, l'éparpillement de tous les membres de la zaka; et notamment des enfants mariés ou célibataires qui "n'enverront plus jamais rien dût-on annoncer la mort de leur petit-père" - (information recueillie à Namaneguema). Cela implique pour le frère une position délicate à soutenir puisqu'il est pris en permanence dans la contradiction de devoir plus ou moins ouvrir son circuit de financement clos, dès le vivant de son aîné, sans prendre pour autant un ascendant social qui serait jugé prématuré. Le frère cadet célibataire n'a pas à naviguer entre ces deux écueils et sur lui le respect des hiérarchies sociales continue à peser à plein, d'où son hyper-autonomie monétaire.

Le coefficient relativement élevé d'extraversion des enfants mariés (EM) est plus délicat à interpréter. Il est peut-être dû à une sorte d'effet de ricochet dérivant de leur position subalterne dans la zaka (1). Ils restent donc très longtemps maintenus en état de tutelle. Leur âge moyen augmente, et par suite la taille de leur propre cellule élémentaire (G2) sur laquelle peut s'exercer de manière préférentielle leur domination.

---

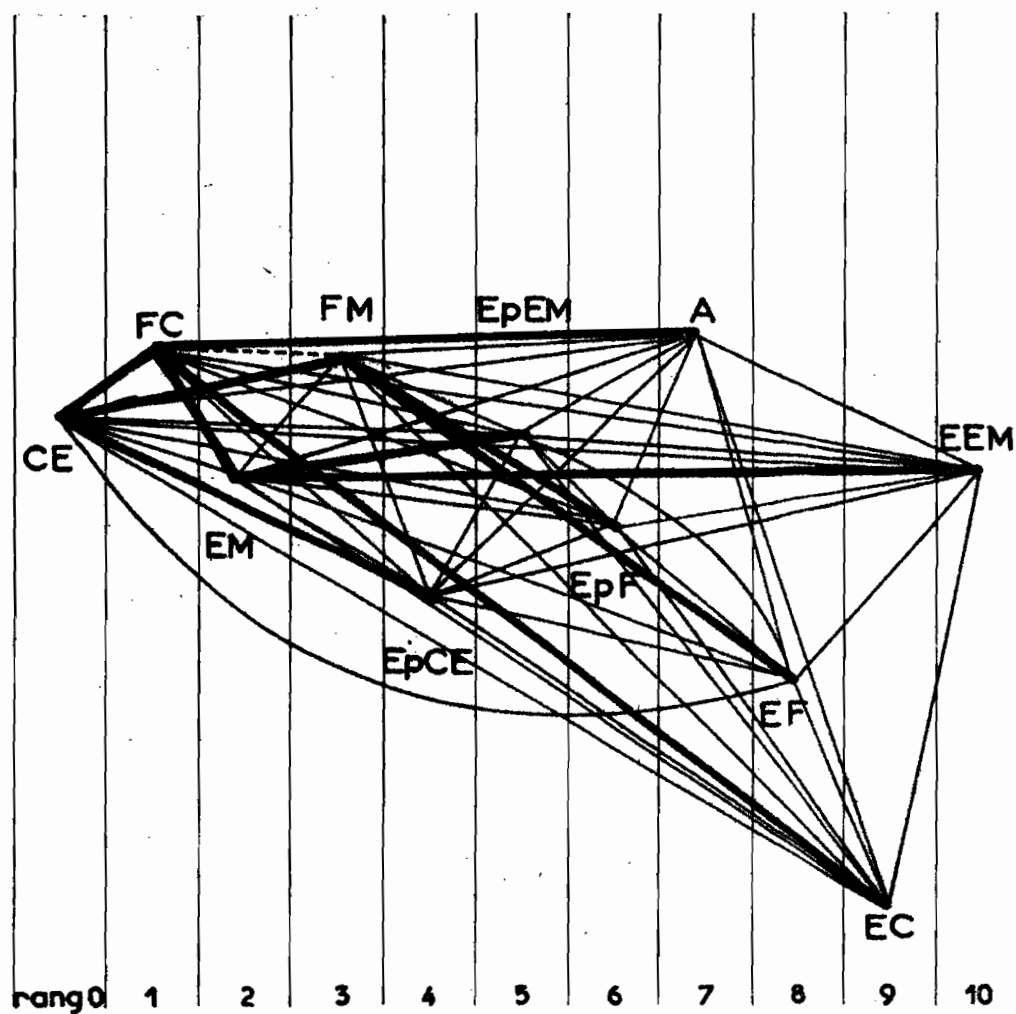
(1) - A Koudougou l'âge moyen des chefs d'exploitation est très élevé (61ans environ contre 44 à Dédougou et de 50 à 55 ailleurs).

B - Le graphe des dominations.

Tout en occupant le premier rang, le chef d'exploitation se démet plus ou moins sur ses collatéraux et enfants mariés du soin d'entretenir la collectivité. En aucun cas son influence ne se fait sentir de façon déterminante au delà du rang 4 ; l'élément le plus bas dans la hiérarchie familiale qu'il domine directement se trouvant être son épouse.

C - La matrice globale des coefficients bruts unitaires.

La schématisation graphique, construite selon le même jeu de trames que précédemment fait ressortir l'abondance des zones claires au niveau des lignes de tous les éléments mineurs (EC - EEM - EF). On ne saurait s'en étonner lorsque les enfants mariés (EM) se trouvent eux mêmes en position de tutelle prolongée. A noter l'absolue dépendance des enfants de frères (EF) par rapport à leurs ascendants. Néanmoins il faut souligner l'aspect en général moins concentré (hormis le cas du groupe G4) des zones sombres dans le voisinage immédiat de la diagonale, ce qui indique finalement une texture familiale et monétaire davantage "intégrée" que dans les autres strates, un coefficient d'ouverture supérieur de groupe à groupe. C'est à KOUDOUGOU, notons-le, que nous dénombrerons le moins de cases vides dans la matrice.

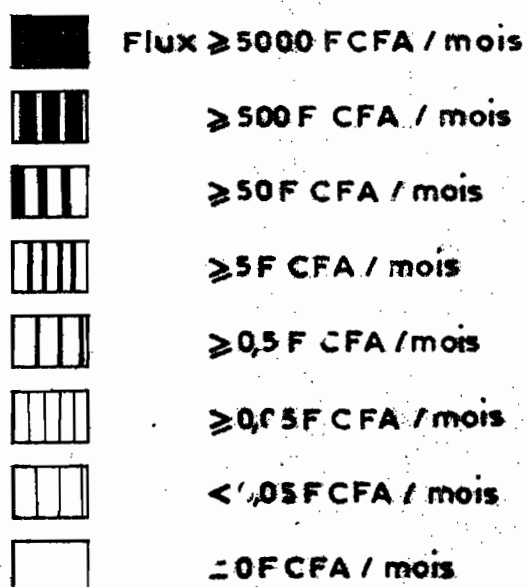
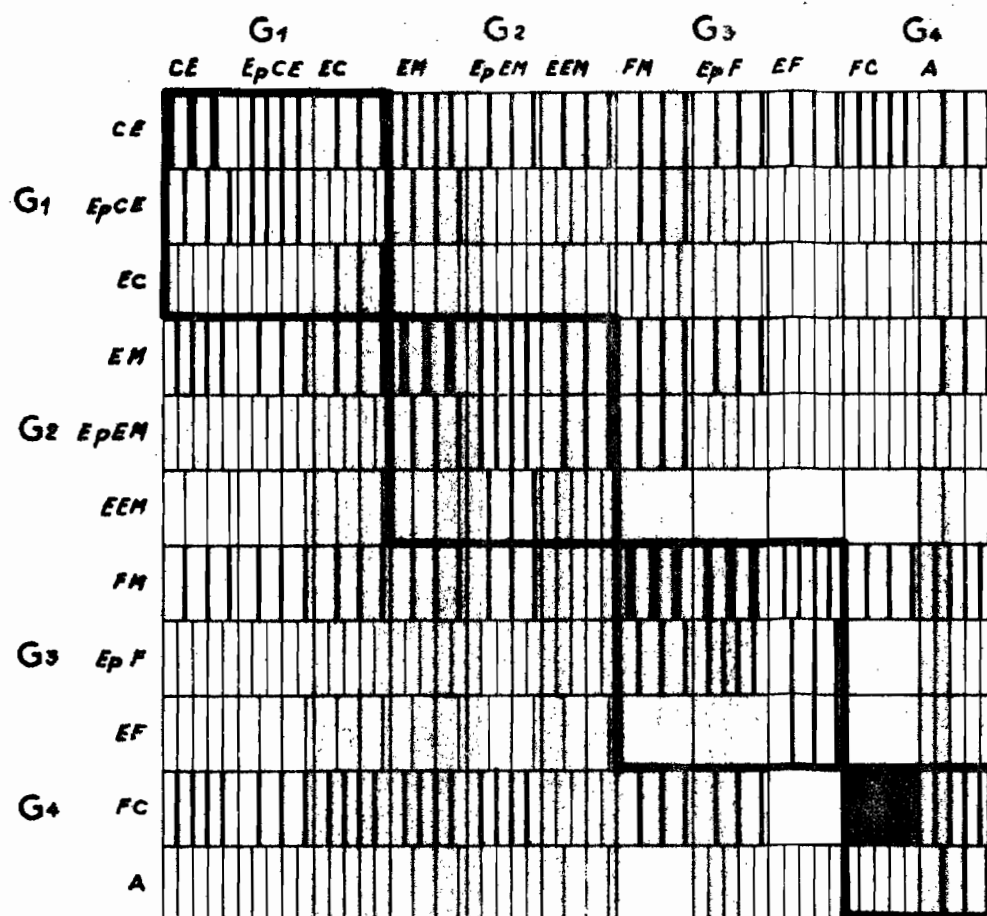


GRAPHE ORIENTE  
(.....relations équilibrées)

KOUDOUGOU

— Pour le rang  $R_i$ , relation de dépendance la plus intense avec les  $R_0$  à  $R_{i-1}$  rangs précédents

strate KOUDOUYOU



LA STRATE DE YAKO.

Elle était formée des trois villages :

- Bibiou.
- Siguinonguin.
- Nyonyogo.

Situés à une trentaine de kilomètres à l'ouest de YAKO (canton Darigma). L'effectif présent mensuel a été statistiquement le suivant :

Statut :	Nbre absolu.	%	Somme brute manipulée (F.CFA).	%	Somme brute per capita (F.CFA).
CE.	13,42	10,2	23576	64,9	1757
G1 - EpCE.	21,58	16,3	1849	5,1	86
EC.	46,96	35,6	1822	5,0	39
EM.	4,92	3,7	3942	10,8	801
G2 - EpEM.	6,92	5,2	457	1,3	66
EEM.	20,38	15,5	30	0,1	1,5
FM.	2,0	1,5	4103	11,2	2052
G3 - EpF.	3,0	2,3	131	0,4	44
EF.	8,33	6,3	1,7	e	0,2
FC.	1,0	0,8	289	0,8	289
G4 - A.	3,5	2,6	161	0,4	46
	132,01	100	36363	100	275



G1 et G2 ont sensiblement la même importance numérique qu'à KOUDOUGOU. La différence se crée par un renversement des proportions entre les groupes G3 et G4.

Relativement, le groupe G3 est trois fois plus nombreux à YAKO qu'il ne l'est à KOUDOUGOU. Déjà à ce niveau nous percevons que le système social de transmission doit obéir nécessairement à d'autres schémas. De fait nous constatons à YAKO un bien meilleur équilibre entre les statuts reconnus au frère et au fils (Dans le village de Siguinonguin le modèle rencontré se trouve même l'exact opposé de celui généralement en vigueur à KOUDOUGOU, à savoir une transmission de type patrilinéaire tant dans l'accession à la chefferie de zaka que dans les droits au patrimoine ...)

#### A - La matrice des coefficients mensuels nots unitaires.

Peu de modifications sont à signaler par rapport aux structures déjà observées. Tout au plus quelques permutations qui ne changent en rien la pyramide aînés - épouses - cadets. Le plus remarquable est la multiplicité des cases vides de relations, particulièrement vis à vis des frères célibataires, d'où la possibilité de diverses combinaisons matricielles (FC devant EM, EpEM devant EpF, EF ou EEM devant A).

Le chef d'exploitation prend parfois le pas, ou n'est devancé que de peu, dans la domination qu'il exerce sur des éléments ne relevant pas de sa cellule élémentaire. Il participe ainsi pour 4 fois plus que son frère marié à l'entretien de ses petits neveux, parfois même l'emprise époux-épouses de ses enfants mariés est presque contrebalancée par la sienne et toujours il supplante les épouses dans la relation mère - enfants. Son rôle reste donc grand et son emprise certaine. Toutefois on peut relever en ordre diminuant, cinq relations inscrites en diagonale

MATRICE CARREE DES COEFFICIENTS  
MENSUELS UNITAIRES NETS - F.C.F.A. -

	CE	EM	FC	FM	EpCE	EpF	EpEM	EC	A	EEM	EF	+ rappel	
												D	Dm
CE	73	0,77	9,2	2,5	5,6	2,5	2,9	4,5	4,2	1,1	1,5	238	94
EM		94	—	0,2	0,57	0,23	3,2	0,3	3	1,6	0,4	100	116
FC			222	—	0,08	—	—	0,2	0,2	—	—	10	25
FM				947	0,7	4,3	0,2	0,4	0,3	0,1	0,4	46	50
EpCE					3	∅	0,02	0,2	0,1	0,06	0,15	2,6	0,7
EpF						9,1	—	0,1	0,3	0,08	0,47		
EpEM							7,2	0,04	0,07	0,2	0,08	0,8	3,5
EC								0,8	∅	0,07	∅	0,4	0,08
A									12	—	—	2,6	1,6
EEM										0,04	—	0,3	0,3
EF											0,02		

YAKO

(respectivement FM x FM : 947, FC x FC : 222, EM x EM : 94, CE x CE : 73, A x A : 12) avant d'en trouver une à "l'intérieur" de la matrice (CE x FC : 9,2), ce qui implique de la part du chef d'exploitation une relative ténuité de son ascendant monétaire, dilution contribuant probablement à le rendre pour chacun plus supportable.

Soit le tableau des hiérarchies :

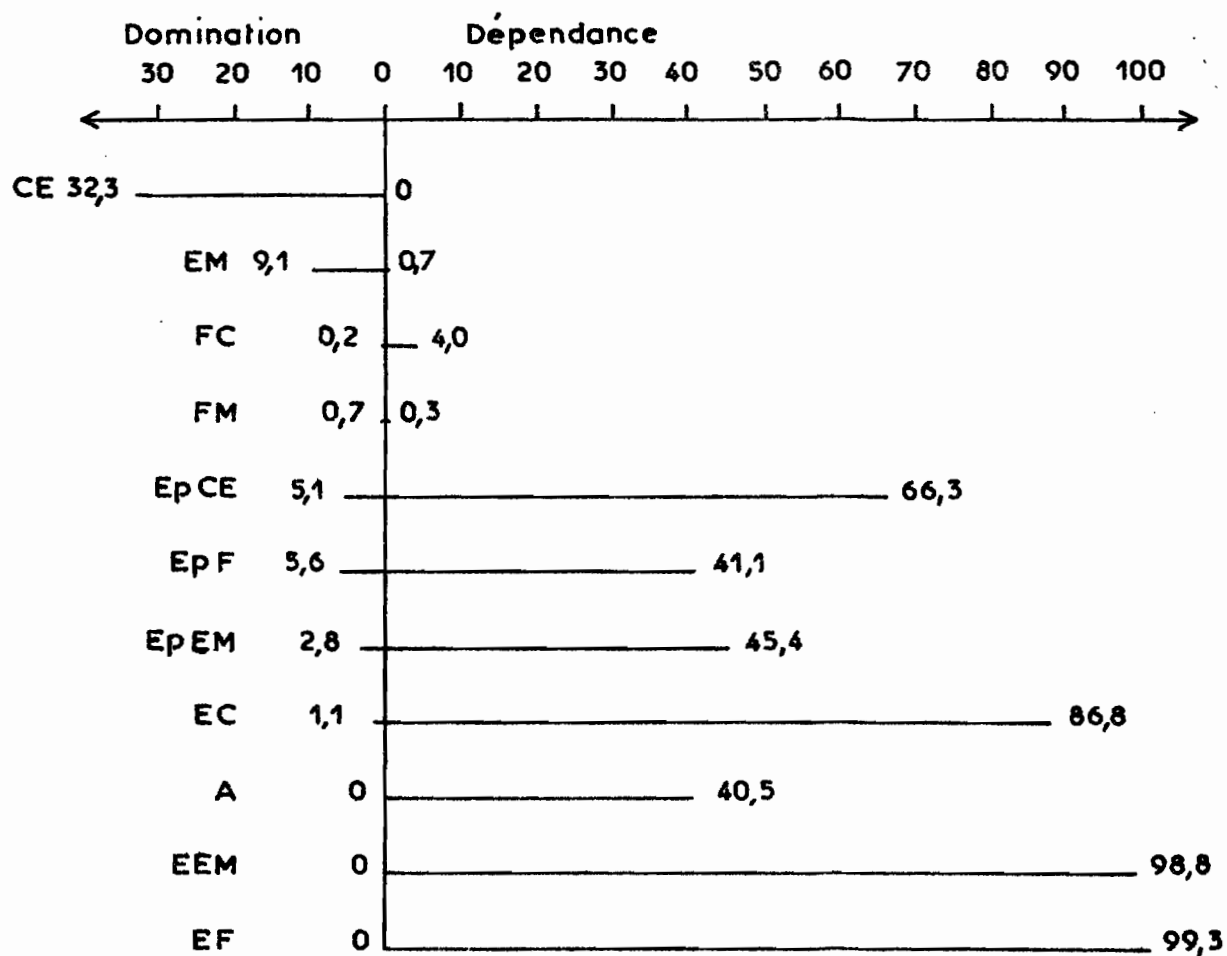
Statut.	(1)	(2)	(3)	en %			IT.
	auto-fourniture	effets de domination	effets de dépendance	(1)	(2)	(3)	
CE.	73	34,77	0	67,7	32,3	0	100
EM.	94	9,5	0,77	90,2	9,1	0,7	100
FC.	222	0,48	9,2	95,8	0,2	4,0	100
FM.	947	6,4	2,7	99,0	0,7	0,3	100
EpCE.	3	0,53	6,95	28,6	5,1	66,3	100
EpF.	9,1	0,95	7,03	53,3	5,6	41,1	100
EpEM.	7,2	0,39	6,32	51,8	2,8	45,4	100
EC.	0,8	0,07	5,74	12,1	1,1	86,8	100
A.	12	0	8,17	59,5	0	40,5	100
EEM.	0,04	0	3,21	1,2	0	98,8	100
EF.	0,02	0	3,0	0,7	0	99,3	100

Trois groupes sont dominants-autonomes : CE, EM, FM.

Quatre groupes : dominés-autonomes : FC, EpF, EpEM, A.

Quatre groupes : dominés-non autonomes : EpCE, EC, EEM, EF.

Le nombre d'éléments autonomes est donc majoritaire (7 cas sur 11). Rappelons qu'à KOUDOUSOU la proportion était exactement inverse. Cette faiblesse de l'effectif des dominants auquel



YAKO

hiérarchie et niveaux d'intégration monétaire

fait contrepoids le nombre élevé d'éléments autonomes confirme le caractère dilué des effets de domination monétaire déjà noté au sujet du chef d'exploitation.

Si l'on compare la situation du frère marié (coefficient d'intégration = 1 % de ses flux) à celle de son homologue de la région de KOUDOUGOU, on voit se vérifier une nouvelle fois ce qu'il serait maintenant parfaitement justifié d'appeler "la loi des deux facteurs". Il se retrouve en somme dans une position socio-économique équivalente à celle du frère célibataire de KOUDOUGOU, lequel n'encourait pas, en raison de ses trop lointaines espérances successorales, quel que soit son degré d'autarcie monétaire, le risque de voir éclater la zaka. La présence équilibrante de l'enfant marié remplace ici le facteur temps et fait en quelque sorte régresser le frère marié d'une génération .....

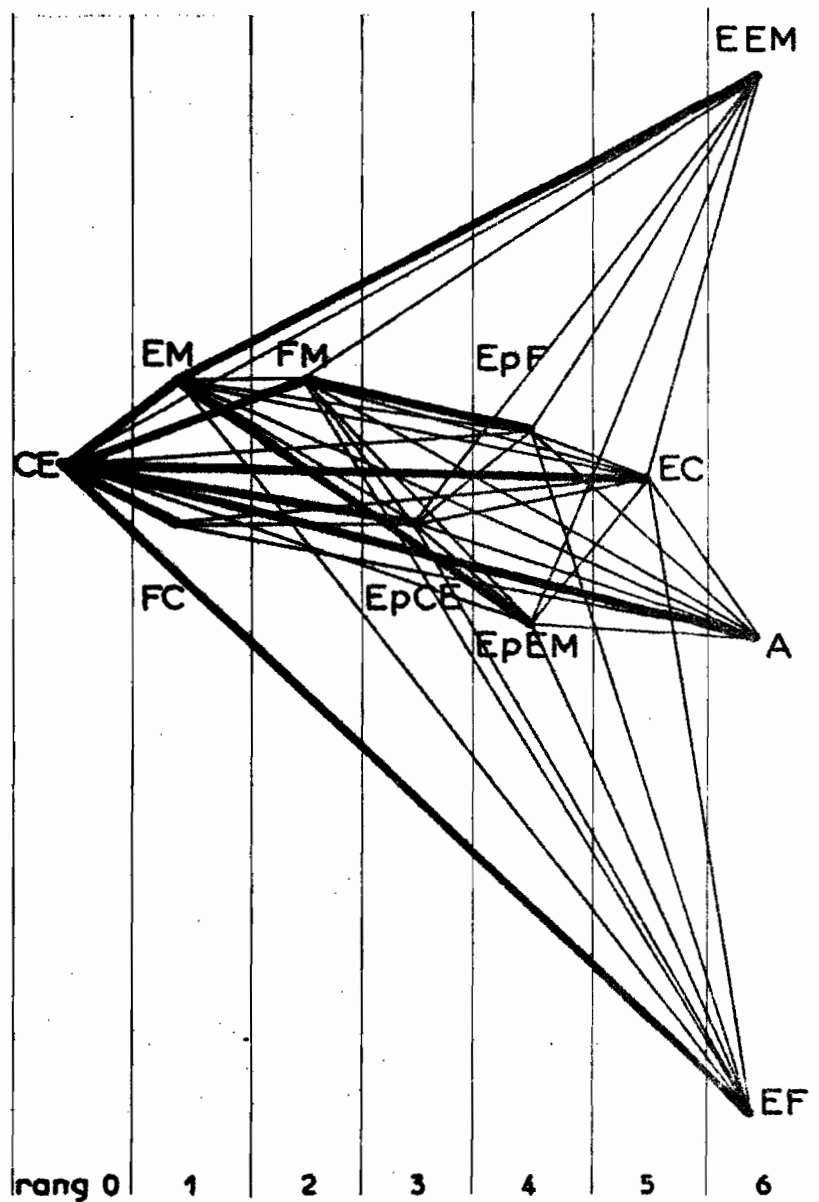
#### B - Le graphe des dominations.

L'absence de plusieurs relations a pour effet de "ramasser" sur lui même le graphe orienté en le rendant moins linéaire.

Cette première raison jointe au fait que le chef d'exploitation court-circuite assez souvent dans leur fonction les habituels agents payeurs ramène à son niveau sept liaisons dominantes sur dix, taux qu'on ne retrouvera nulle part ailleurs.

#### C - La matrice globale des coefficients bruts unitaires.

L'image d'ensemble montre la faiblesse du tissu reliant les différents groupes G1, G2, G3. On peut dire que les liaisons entre ces groupes ne prennent une certaine consistance que par la médiation des hommes mariés, soit EM, soit FM, car épouses et enfants (EpEM - EEM, EpF - EF) s'ignorent presque totalement.

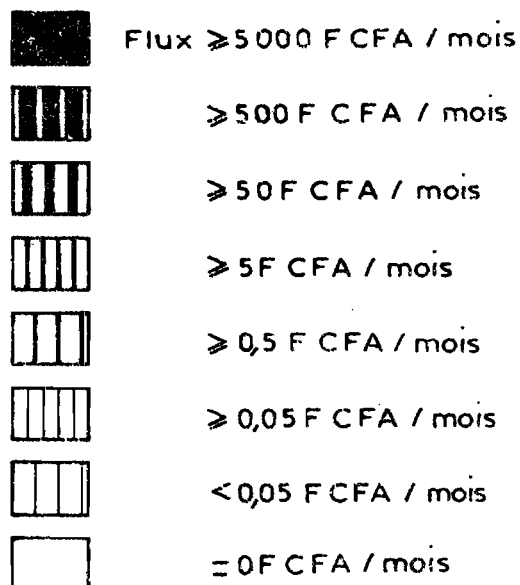
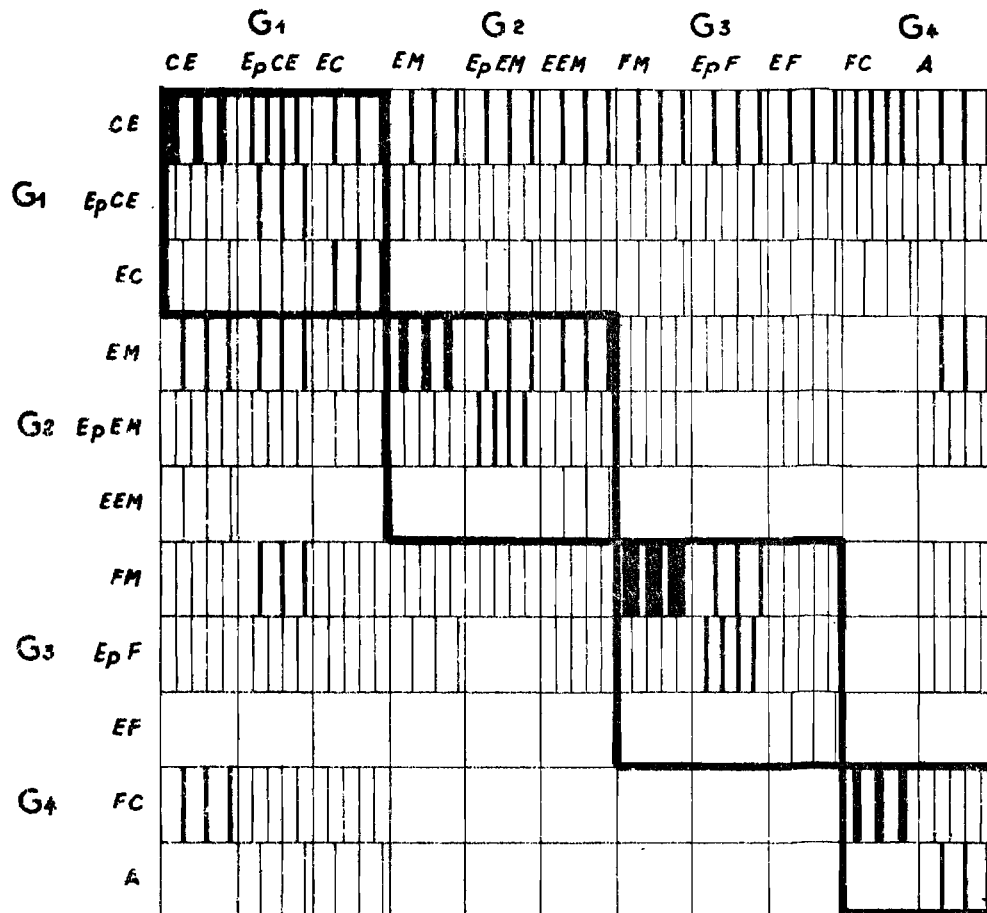


GRAPHE ORIENTE

YAKO

— Pour le rang  $R_i$ , relation de dépendance la plus intense avec les  $R_0$  à  $R_{i-1}$  rangs précédents

strate      YAKO



La matrice peut se résumer ainsi par trois axes : La ligne et la colonne du groupe G1, plus la diagonale. On verra à un degré encore plus avancé le même schéma se reproduire à ZORGHO, troisième strate enquêtée en pays Mossi.

#### LA STRATE DE ZORGHO.

A ZORGHO l'enquête ne s'est pas déroulée sans heurts, au point de nous contraindre à supprimer tous les résultats de notre 3<sup>e</sup> village (Sankouinssin) dès mars puis de replier par la suite le dispositif sur les deux villages :

- Gandaogo.
- Nedogo.

A partir de septembre, jusque vers la mi-novembre, ces deux villages ont été observés simultanément par deux enquêteurs différents. Le taux moyen de sondage en a été sensiblement augmenté (plus de 150 jours pour certaines familles).



Ramenées au mois, voici les séries des effectifs et des sommes manipulées :

Statut.	Nbre absolu	%	Somme brute manipulée (F.CFA).	%	Somme brute per capita (F.CFA).
CE.	12,91	10,1	20344	48,5	1576
G1 - EpCE.	27,45	21,5	9061	21,6	330
EC.	62,68	49,2	7236	17,2	115
EM.	2,45	1,9	3511	8,4	1433
G2 - EpEM.	3,55	2,8	824	2,0	232
EEM.	9,82	7,7	3	e	0,3
FM.	0,55	0,4	202	0,5	367
G3 - EpF.	0,73	0,6	75	0,2	103
EF.	2,36	1,9	4	e	1,7
FC.	0,77	0,6	234	0,6	304
G4 - A.	4,27	3,3	422	1,0	99
	127,54	100	41915	100	329

L'importance du groupe G1 est frappante. ZORGHO se caractérise donc par une simplification évidente de sa structure familiale, tendant à réduire l'unité de résidence à la cellule de parenté élémentaire.

C'est d'ailleurs la seule zone de notre échantillon où toutes les zakse sont "mono - cellulaires" c'est à dire où le rapport exploitations - zakse est égal à 1.

De KOUDOUGOU à YAKO l'on avait pu déjà observer un phénomène de glissement au profit de la lignée patrilinéaire des modalités successorales. A ZORGHO ce déplacement du centre de gravité trouve son aboutissement et le fils aîné devient le successeur normal du chef de zaka. On peut dire en conséquence qu'un frère marié ne demeurera auprès d'un chef de zaka que de façon tout à fait provisoire (cf. "Notes sur la composante familiale ...pp. 6 - 7). Il en résulte que statutairement lorsque le cadet d'un chef de zaka prend femmes il devient quasiment son alter-ego. Cela signifie aussi que la présence d'un frère (célibataire ou marié) ne se justifie que s'il n'y a pas déjà dans la zaka un enfant marié (EM), car cela aboutirait à faire cohabiter l'héritier présomptif muni des droits afférents à cette fonction et son "petit-père" classificatoire. On verra parfaitement s'illustrer cette impossibilité dans la matrice des coefficients nets unitaires :

#### A - La matrice des coefficients mensuels nets unitaires.

ZORGHO est la seule strate où la triangulation laisse un solde au dessous de la diagonale. (A dominant FC de 0,3 chaque mois).

Ne prenant en compte que les valeurs unitaires il serait d'ailleurs possible de réduire le solde non triangulé en remettant A avant FC, les autres éléments demeurant à leur place. En effet il y aurait grâce à cette permutation deux soldes au dessous de la diagonale (les relations  $EpEM - A$ , et  $EC - A$ ) mais chacun d'une valeur "epsilon". Nous avons cependant préféré l'ordre  $FC - EpEM - EC - A$  - car en valeurs absolues c'est cette combinaison qui reste optimale (1 F. CFA dans la matrice triangulée mensuelle contre 3,5 F. CFA avec la seconde solution).

On constate d'autre part qu'une permutation pourrait s'effectuer entre les éléments  $FC - EpEM$  ainsi qu'en bas de matrice entre  $EF$  et  $EEM$ .

# MATRICE CARREE DES COEFFICIENTS MENSUELS UNITAIRES NETS \_F.C.F.A.\_

	EM	CE	FM	E <sub>p</sub> F	E <sub>p</sub> CE	FC	E <sub>p</sub> EM	EC	A	EF	EEM	+ rappel	
												D	Dm
EM	415	2	—	—	1,9	—	31	1	0,03	—	8,4	27	11
CE		53	1,8	2,5	6,3	3,9	1	3	6,3	2	0,6	367	68
FM			188	9,7	0,4	—	—	1,6	1,2	34	—	8,4	4,7
E <sub>p</sub> F				32	0,2	—	—	0,4	0,4	6,4	—		
E <sub>p</sub> CE					8,9	0,5	0,2	0,7	0,4	0,4	0,4	3,6	6
FC						324	—	0,2		—	—	27	13
E <sub>p</sub> EM							50	0,3	∅	—	13	2,2	1,5
EC								1,7	0,01	0,03	0,04	2,3	0,8
A						0,3			20	0,05	0,1	3,7	
EF										0,4			
EEM											∅		

ZORGH0

Enfin, comme nous le disions précédemment, il existe désormais une rupture radicale entre tous les éléments du groupe G2, du groupe G3, et sinon le groupe G4 dans sa totalité, du moins le frère célibataire (FC). Ce dernier occupe un rang hiérarchique très au dessous de celui qu'il occupe dans une autre structure familiale. On en discerne aisément la raison, puisque c'est un élément totalement parasitaire. Ni héritier présomptif à plus ou moins longue échéance ni alter-ego provisoire d'un chef d'exploitation.

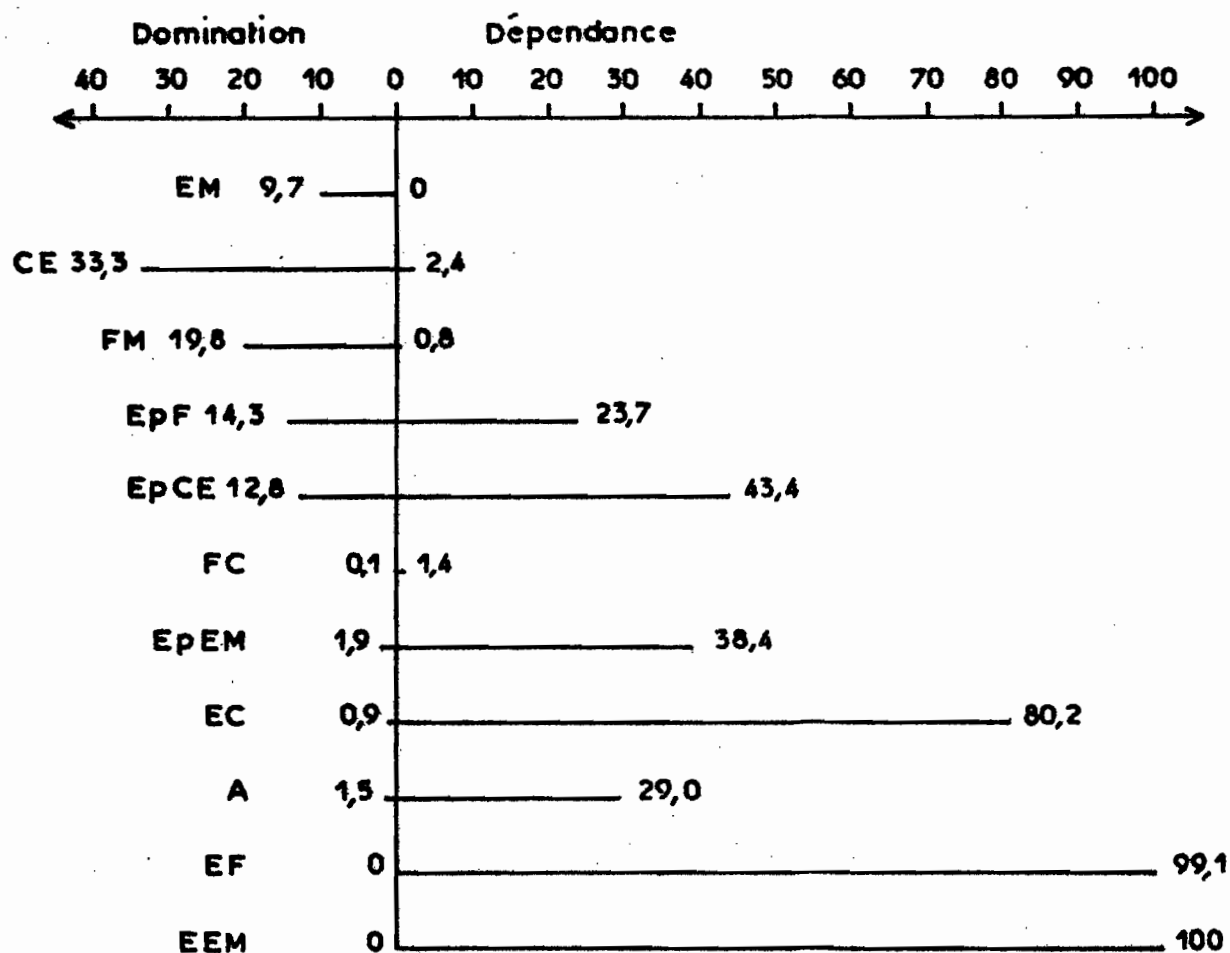
On signalera enfin le caractère particulièrement autar-  
cique des différents groupes en présence. L'enfant marié concen-  
trant l'essentiel de ses flux dominants sur sa cellule élémentaire,  
de même le frère. Seul le chef d'exploitation assure son rôle de  
coordination habituel en dispersant ses flux à peu près égalitaire-  
ment (A une moindre échelle c'est aussi le cas de sa femme).

Tableau des hiérarchies :

Statut.	(1)	(2)	(3)	en %			T.
	auto- fourniture	effets de domination	effets de dépendance	(1)	(2)	(3)	
EM.	415	44,33	0	90,3	9,7	0	100
CE.	53	27,4	2	64,3	33,3	2,4	100
FM.	188	46,9	1,8	79,4	19,8	0,8	100
EpF.	32	7,4	12,2	62,0	14,3	23,7	100
EpCF.	8,9	2,6	8,8	43,8	12,8	43,4	100
FC.	324	0,2	4,7	98,5	0,1	1,4	100
EpEM.	50	1,6	32,2	59,7	1,9	38,4	100
EC.	1,7	0,08	7,2	18,9	0,9	80,2	100
A.	20	0,45	8,34	69,5	1,5	29,0	100
EF.	0,4	0	42,88	0,9	0	99,1	100
EEM.	e	0	10,84	e	0	100	100

Soit trois groupes dominants-autonomes : EM - CE - FM.

A.



## ZORGHO

hiérarchie et niveaux d'intégration monétaire

Quatre groupes dominés-autonomes : EpF - FC - EpEM - A.

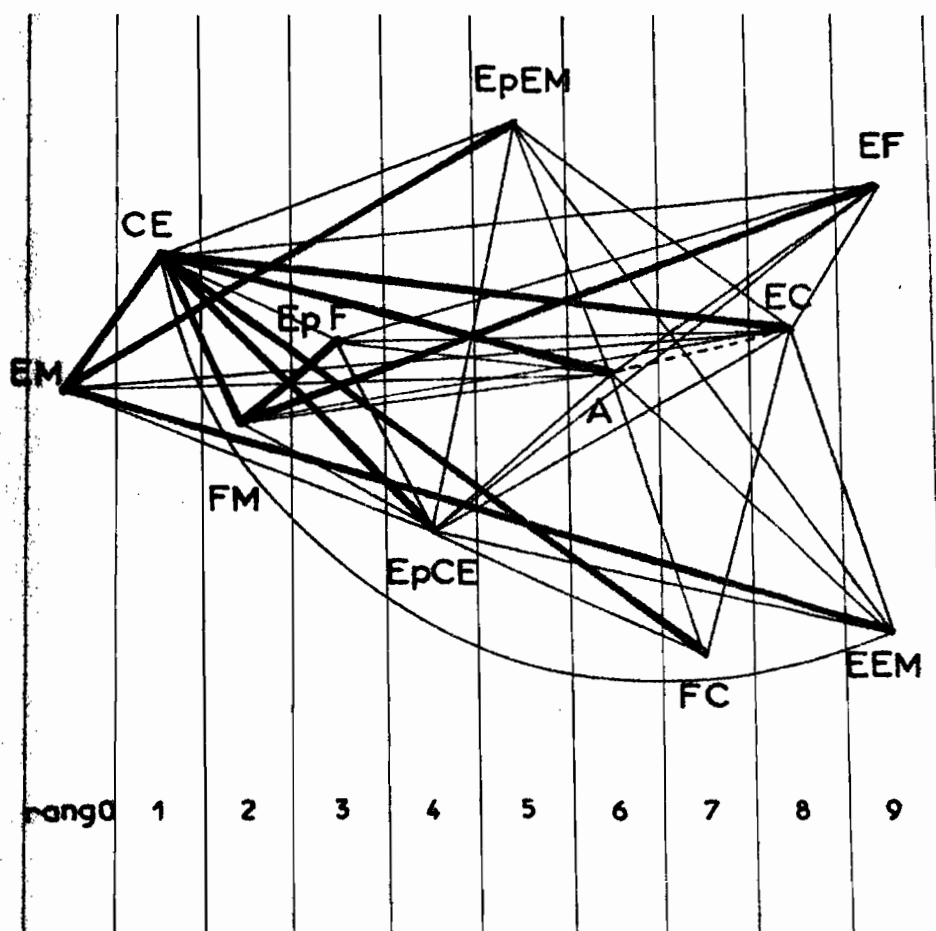
Quatre groupes dominés-non autonomes : EpCE - EC - EF - EEM.

La répartition, de ce point de vue, reproduit donc très exactement celle en vigueur à YAKO.

Par certains côtés les niveaux d'intégration des éléments CE - FM - EM - FC - subissent le même "decrecendo" qu'à KOUDOUGOU mais on ne saurait oublier que cette similitude est plus superficielle que structurelle. Là où le frère marié avait à naviguer entre deux écueils (éviter de prendre le pas sur son aîné mais garder suffisamment le contact avec l'ensemble familial au risque de le voir éclater lorsqu'il en deviendra le chef), il n'encourt plus ce risque à ZORGHO puisqu'il aura à très courte échéance l'obligation de quitter la zaka pour en reconstituer une autre avec ses propres dépendants. Sa présence provisoire auprès d'un aîné n'entraîne donc pour lui aucune sujétion sociale particulière et le voilà libéré de cette inhibition paralysante. Le processus des "deux facteurs" joue donc bien une nouvelle fois, mais de manière "inversée" par rapport à KOUDOUGOU. La résultante est à peu près identique, à savoir un coefficient moyen d'extraversion monétaire.

#### B - Le graphe des dominations.

Dès lors qu'apparaît un "circuit" nous savons qu'il devient impossible de représenter un graphe orienté, (l'élément réfractaire devant simultanément occuper deux rangs d'ordre différent). Il a ainsi fallu user d'un stratagème en remplaçant la relation de domination, d'ailleurs d'intensité négligeable, entre EC et A, par une relation d'égalité. Le graphe de ZORGHO est donc "pseudo-orienté".



GRAPHE PSEUDO ORIENTE  
artifice d'une relation A-EC équilibrée

ZORGHO

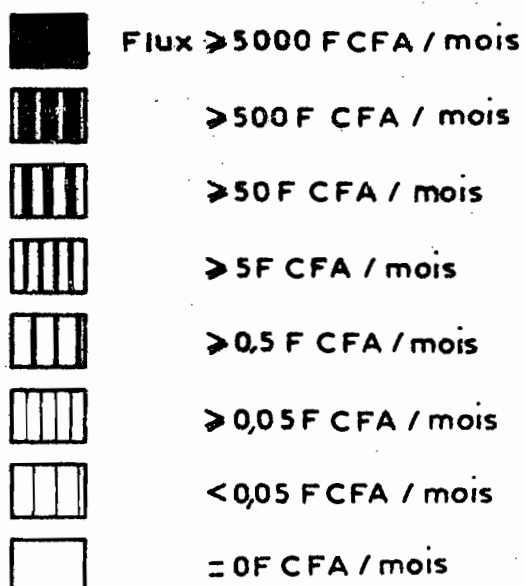
— Pour le rang  $N_i$ , relation de dépendance la plus intense  
avec les  $N_0$  à  $N_{i-1}$  rangs précédents.

C - La matrice globale des coefficients bruts unitaires.

L'autonomie des différentes cellules est patente. Deux larges espaces complètement vides noient de part et d'autre de la diagonale tout un secteur de la matrice. Il faut bien comprendre que cette absence de relations est la traduction monétaire d'une non-cohabitation. Il existe donc à ZORGHO des zakse abritant soit des enfants mariés, soit des frères mariés, soit des frères célibataires, mais jamais simultanément. Cela nous paraît être la conséquence directe du système successoral. On peut cependant estimer que l'absence de cohabitation entre frères mariés et frères célibataires tient moins à la structure sociale qu'à la faiblesse de notre échantillon.



strate      ZORGHO



- LES STRATES DE COLONISATION -

I - LA STRATE DE TOUGAN :

TOUGAN a été choisie afin d'illustrer le cas d'une ancienne aire d'accueil de colons mossi ayant quitté leurs villages d'origine depuis plusieurs dizaines d'années. Pour certains l'époque du départ remonte à la fin du XIXe siècle, et parfois l'installation en pays Samo a été précédée d'étapes intermédiaires.

Aujourd'hui TOUGAN est à son tour un foyer de départs, principalement en direction de DEDOUGOU - NOUNA - BOBO pour ce qui concerne les déplacements "intérieurs", mais en proportion encore bien supérieure vers la Côte d'Ivoire. Après KOUDOUGOU, TOUGAN est la strate où nous avons relevé le taux le plus important de mouvements migratoires.

L'échantillon était constitué des trois villages :

- Namassa.
- Bompela.
- Sissilé. (1).

Indiquons immédiatement une particularité de cette strate

---

(1) - Grâce aux enquêtes menées par M.F. MARTINET à l'intérieur de ces villages nous disposerons de tout un arrière plan sociologique qui nous permettra de resituer nos propres données.

reflétant sans aucun doute son origine Yatengaise. Le quotient "exploitations - zakse" a dépassé 1,30 en moyenne annuelle. Lors de notre comptage initial (janvier 1973) il dépassait même 1,40. Par la suite un certain exode familial touchant plusieurs familles de notre échantillon a légèrement réduit ce taux.

L'effectif moyen mensuel se présente ainsi :

Statut.	Nbre absolu	%	Somme brute manipulée (F.CFA).	%	Somme brute per capita (F.CFA).
CE.	17,04	11,5	47348	43,5	2779
G1- EpCE.	26,58	17,9	1288	1,2	48
EC.	58,04	39,0	14070	12,9	242
EM.	4,38	2,9	39464	36,2	9010
G2- EpEM.	6,54	4,4	95	0,1	15
EEM.	15,42	10,4	6	e	0,4
FM.	2,25	1,5	4107	3,8	1825
G3- EpF.	3,33	2,2	71	0,06	21
EF.	8,25	5,5	704	0,7	85
FC.	1	0,7	1616	1,5	1616
G4- A.	6	4,0	130	0,1	22
T.	148,83	100	108890	100	732

La dernière colonne permet de constater d'emblée le rôle assez effacé des différentes catégories d'épouses (à peine 40 F.CFA per capita et par mois en moyenne pondérée - contre 250F. CFA à KOUDOUGOU, 77 F.CFA à YAKO, 209 F.CFA à ZORGHO - en dépit d'une manipulation brute moyenne per capita supérieure à celle des autres zones).

A - La matrice des coefficients mensuels nets unitaires.

La position de force de l'enfant marié ressort plus clairement qu'ailleurs. Ainsi supplante-t-il le chef d'exploitation dans la domination exercée sur le frère célibataire (FC), l'épouse du chef d'exploitation dans la domination exercée sur les enfants célibataires (EC); l'épouse du frère aussi bien que le chef d'exploitation dans leur domination sur les enfants de frères (EF) et tout le monde dans la domination sur les "autres" catégories (A). Bien entendu il conserve son emprise à l'égard de ses dépendants immédiats (EpEM et EEM). Par rapport aux autres strates l'enfant célibataire gagne également en importance. En somme le chef d'exploitation donne un peu l'impression dans les vieilles zones de colonisation de laisser beaucoup plus de liberté de manœuvre aux hommes de sa lignée, de s'établir dans une sorte de "repos du guerrier". Cependant comme partout ailleurs son ascendant social ne peut être remis en cause du simple fait de la manipulation monétaire. Nous en aurons confirmation lorsque nous étudierons ultérieurement son rôle dans le contrôle des transferts en nature (dont la colonne D ne donne qu'une faible idée) ainsi que dans la mainmise quasiment absolue qu'il continue à avoir sur le capital d'exploitation (cheptel, outillage).

Du point de vue successoral le modèle rencontré à TOUGAN est d'ailleurs ambigu, le fait primant le droit assez généralement, de sorte qu'il n'y a guère de différence statutaire entre les branches patrilinéaire et collatérale d'une part, les situations de frère marié et de frère célibataire d'autre part. Tous peuvent également nourrir l'ambition de devenir un jour le successeur d'un chef de zaka ou plus modestement d'exploitation. (cf. ce que nous en disions dans "Notes sur la composante familiale en pays Mossi"). Cette décomposition totale des règles culturelles de référence doit tenir pour beaucoup à la diversité d'origines de ces anciens colons (quand on sait à quel point peuvent varier les systèmes successoraux, il n'est même pas besoin que les lieux de provenance aient été géographiquement très dispersés).

# MATRICE CARREE DES COEFFICIENTS MENSUELS UNITAIRES NETS <sub>-F.C.F.A.-</sub>

	EM	CE	FM	FC	EC	E <sub>p</sub> F	EF	E <sub>p</sub> CE	E <sub>p</sub> EM	A	EEM	+ rappel	
												D	Dm
EM	1574	2,4	4,1	26	5,1	5,4	4,8	9,4	126	9,5	15	44	52
CE		86	5,6	14	8,5	8,5	4,5	14	7,1	8,8	2,4	93	35
FM			602	12	1,5	15	5,7	3,5	1,2	7	0,6	14	25
FC				963	3,3	9,6	4,5	6	2,4	8,8	1,3	7,3	2,8
EC					3,8	0,08	ø	0,2	0,1	0,1	0,05	5,1	0,3
E <sub>p</sub> F						1,3	0,02	0,1	0,05	0,2	0,05		
EF							8	0,1	0,02	0,09	0,02	0,7	1,7
E <sub>p</sub> CE								1,4	0,2	0,09	0,07	1,2	0,2
E <sub>p</sub> EM									0,95	0,03	0,3		
A										3,4	—	0,6	0,4
EEM											0,01		

TOUGAN

Tableau des hiérarchies.

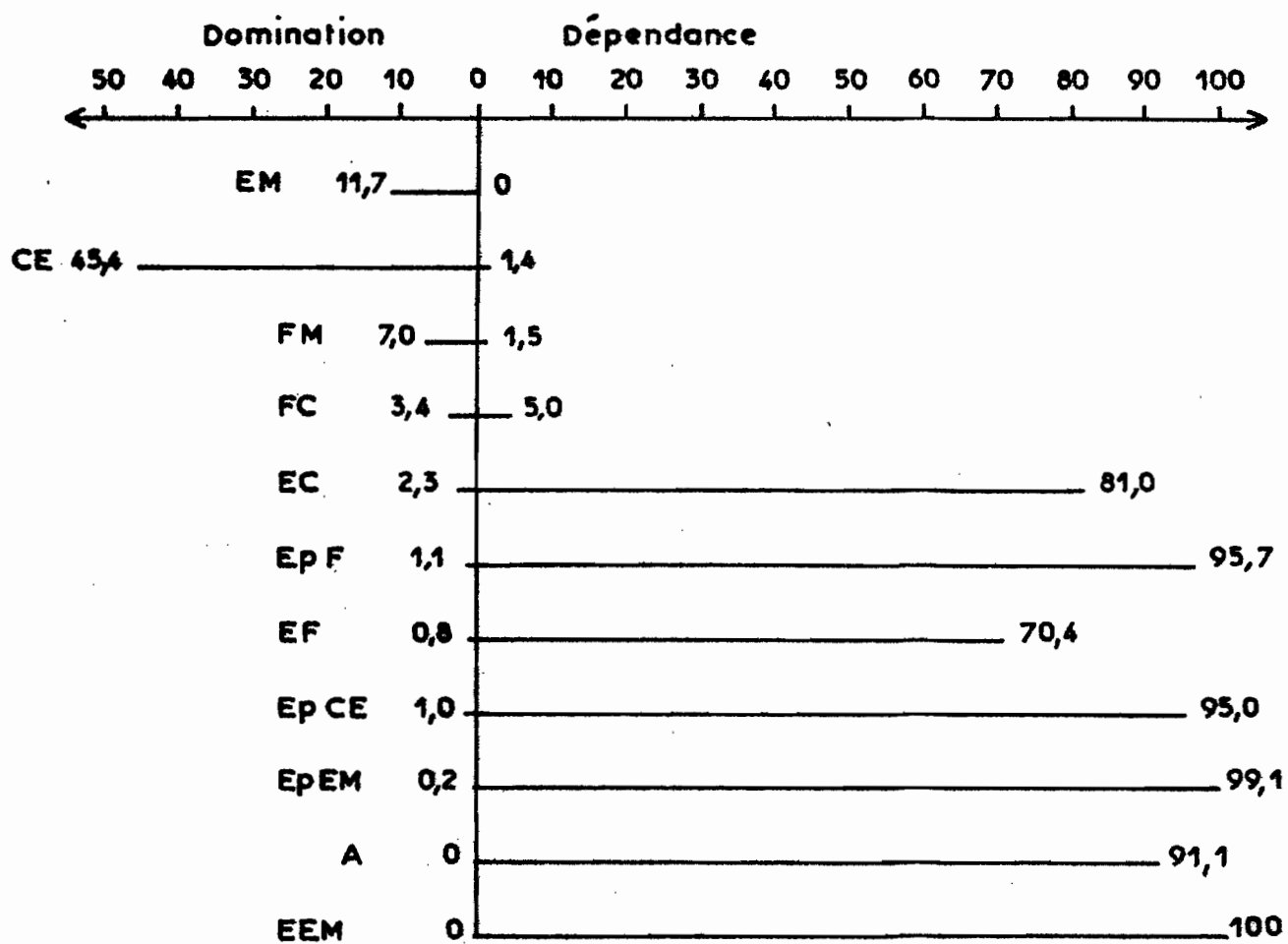
	(1)	(2)	(3)	en %			
	auto- fourniture	effets de domination	effets de dépendance	(1)	(2)	(3)	T.
EM.	1574	207,7	0	88,3	11,7	0	100
CE.	86	73,4	2,4	53,2	45,4	1,4	100
FM.	602	46,5	9,7	91,5	7,0	1,5	100
FC.	963	35,9	52	91,6	3,4	5,0	100
EC.	3,8	0,53	18,4	16,7	2,3	81,0	100
EpF.	1,3	0,42	38,58	3,2	1,1	95,7	100
EF.	8	0,23	19,52	28,8	0,8	70,4	100
EpEC.	1,4	0,36	33,3	4,0	1,0	95,0	100
EpEM.	0,95	0,33	137,07	0,7	0,2	99,1	100
A.	3,4	0	34,61	8,9	0	91,1	100
EEM.	0,01	0	19,79	e	0	100	100

Soit trois groupes dominants-autonomes : EM - CE - FM.

● un groupe dominé-autonome : FC.

● sept groupes dominés-non autonomes : de EC à EEM.

Nous retrouvons à peu de choses près la structure de KOUDOU-GOU. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que KOUDOU-GOU et TOUGAN sont les deux zones où l'on enregistre les plus forts courants migratoires, en même temps que celles où la taille moyenne de la zaka atteint son niveau maximum ; ce qui amène à conclure que la relative aisance avec laquelle les hommes adultes (EM - FM - FC), monétairement autonomes, peuvent s'ils le désirent, prendre



## TOUGAN

hiérarchie et niveaux d'intégration monétaire

également une certaine autonomie sociale grâce à la facilité de "scission" de leur exploitation au sein de la zaka, n'a rien changé en définitive quant au statut des éléments mineurs (minorité d'âge ou minorité sexuelle).

La minceur des différences statutaires entre enfants mariés, frères mariés et frère célibataires se traduit par leurs coefficients très voisins d'intégration monétaire, faible dans tous les cas, mais faiblesse que nous pouvons dire, plus qu'ailleurs, librement consentie puisqu'il ne tiendrait qu'à eux de s'élever au rang de chef d'exploitation.

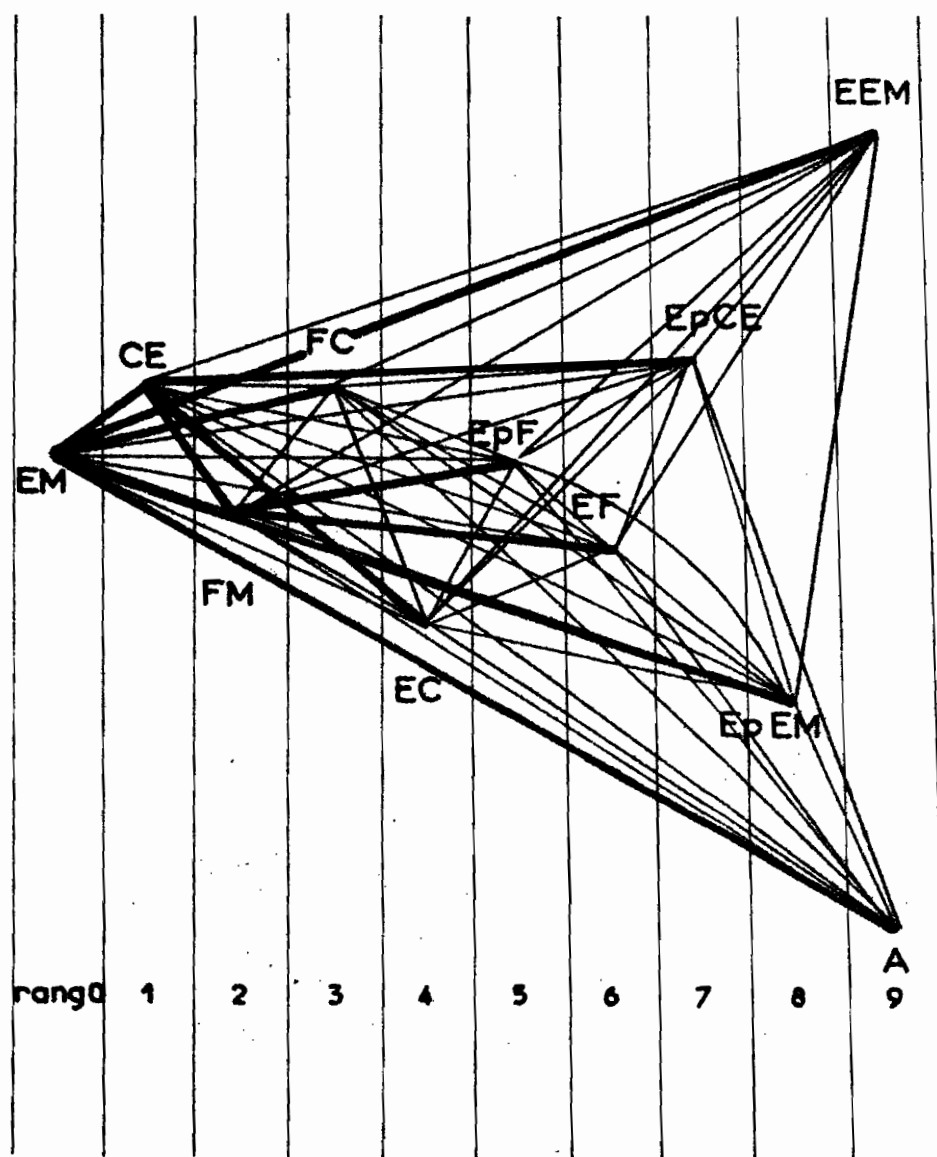
#### B - Le graphe des dominations.

Cinq emprises déterminantes pour l'enfant marié, trois pour le chef d'exploitation, deux pour le frère marié, zéro pour le frère célibataire.

#### C - La matrice globale des coefficients bruts unitaires.

Le phénomène de concentration des flux monétaires entre les mains des éléments dominants, masculins et majeurs, ressort très nettement au niveau des lignes 1 - 4 - 7 et 10, abondamment chargées par opposition aux lignes claires intermédiaires. Notons cependant la relation asymétrique entre les enfants mariés, dont la ligne n'est rompue par aucune solution de continuité et les frères mariés ou célibataires. Un tableau des hiérarchies intergroupes confirmerait cette impression visuelle : G2 avec un coefficient d'autonomie interne égal à 95,4 % et un coefficient de domination nette de 4,6 %, précédant G1 autonome à 70,5 % mais dominé de 4,8 %, G3 autonome à 90,9 %, dominé de 6,1 % et G4 autonome à 86,3 % et dominé de 13,7 %.

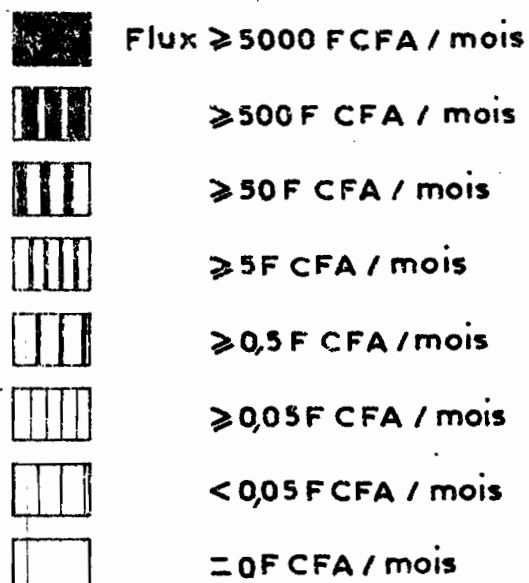
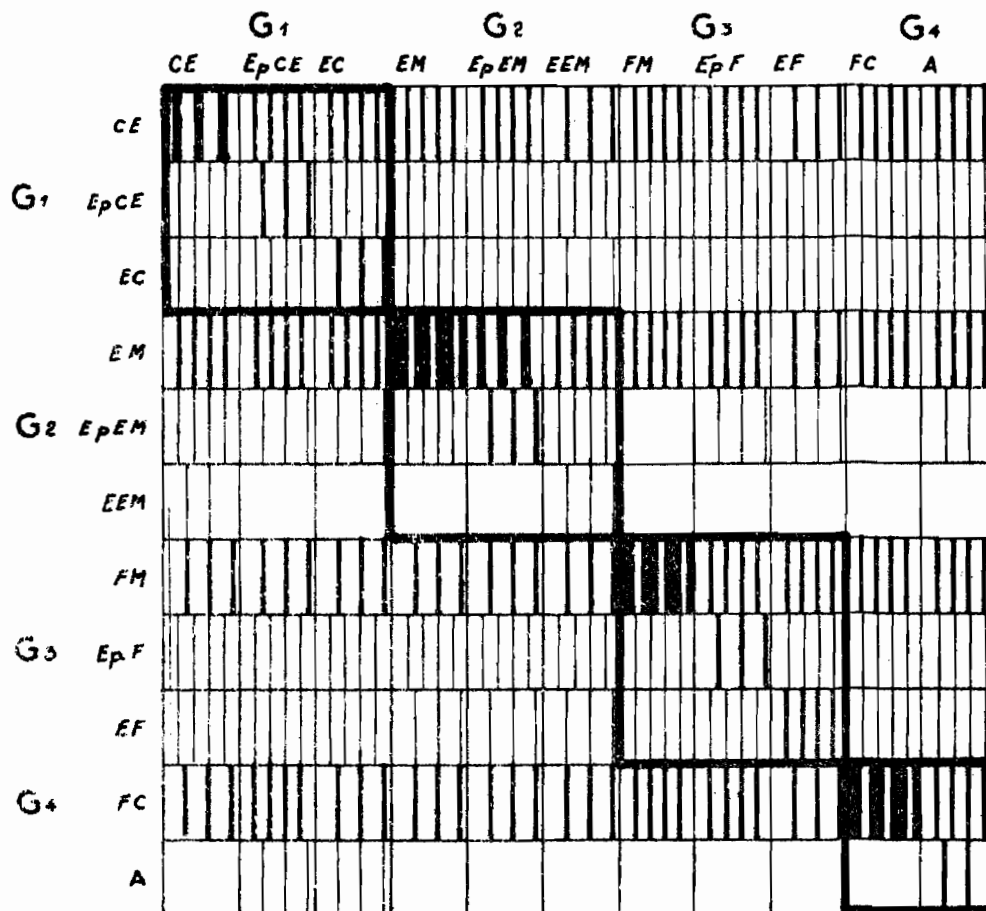




GRAPHE ORIENTE  
TOUGAN

— Pour le rang  $N_i$ , relation de dépendance la plus intense avec les  $N_0$  à  $N_{i-1}$  rangs précédents

strate TOUGAN



## II - LA STRATE DE DEDOUGOU :

Notre seconde strate hors-pays Mossi avait pour objectif de comprendre, au plan socio-économique les mécanismes d'insertion d'une population récemment émigrée du pays Mossi ou venant de se réinstaller dans une nouvelle aire d'accueil après moult et moult errances antérieures.

Les trois villages choisis, situés le long de l'axe routier DEDOUGOU - BOBO, furent :

- Sourî.
- Kamandéna.
- Kary. (1)

Une sous-stratification a par ailleurs été opérée, distinguant les colons arrivés depuis moins de 2 ans. (1971 - 1972); ceux arrivés depuis moins de 5 ans (1970 - 1969 - 1968) et ceux arrivés avant 1968 (en général entre 1963 et 1967).

Au cours de cette première partie de l'étude il ne sera pas fait état de la sous-stratification retenue. Par contre nous aurons à l'utiliser lorsque nous analyserons, de manière plus classique, la structure et le niveau du revenu monétaire (deuxième partie) ainsi que la structure des exploitations (capital, superficies).

---

(1) - Ici encore M. F. MARTINET nous permettra par ses observations de prolonger nos propres travaux en leur donnant toute l'épaisseur sociologique désirable.

Composantes moyennes mensuelles :

Statut.	Nbre absolu	%	Somme brute manipulée (F. CFA).	%	Somme brute per capita (F. CFA).
CE.	14,96	12,4	70361	67,3	4703
G1- EpCE.	19,63	16,3	7553	7,2	385
EC.	62,67	52,1	12215	11,7	195
EM.	0,42	0,4	193	0,2	460
G2- EpEM.	0,75	0,6	100	0,1	133
EEM.	1,50	1,2	0	0	0
FM.	0,92	0,8	7213	6,9	7873
G3- EpF.	1,75	1,5	503	0,5	287
EF.	3,75	3,1	1740	1,7	464
FC.	3,125	2,6	3757	3,6	1202
G4- A.	10,83	9,0	859	0,8	79
	120,30	100	105525	100	877

Par rapport à la strate précédente on note comme changements essentiels :

1 - La proportion élevée d'enfants célibataires et par suite l'augmentation (relative) du groupe G1.

2 - L'effacement du groupe G2 (10 fois moindre en valeur absolue qu'à TOUGAN).

### 3 - La relative importance du groupe G4.

L'effacement du groupe G2 témoigne de la jeunesse de cette strate. En moyenne les chefs d'exploitation ont 44 ans et n'ont accédé à ce rang que depuis une dizaine d'années. La sur-représentation du groupe G4 est due principalement au nombre élevé des personnes accueillies (marâtres) ayant suivi le "fils" aîné dans sa pérégrination.

4 - Le rôle monétaire des différentes épouses (369 F. CFA per capita - presque le décuple de TOUGAN).

### A - La matrice des coefficients mensuels nets unitaires.

Comme celle de ZORGHO la matrice monétaire de DEDOUGOU décèle maint défaut de relations et par suite multiplie les possibilités de permutations (EM - FC, FC - EpEM, EpEM - EpF, EF - EEM, EEM - EC). La raison immédiate est évidemment identique, à savoir la non-cohabitation des groupes élémentaires G2 et G3 au sein d'une même unité d'exploitation (1), mais cette similitude purement superficielle due au fait que les jeunes colons de DEDOUGOU n'ont pas encore eu le temps de développer toutes leurs ramifications parentales, en droite ligne ou collatérale, n'est certainement que provisoire. Tout porte à penser que le système évoluera au fil des ans vers un schéma voisin de celui de YAKO, sans doute passablement abâtardi, plutôt que vers celui de ZORGHO.

Pour le moment on remarquera le premier rang que s'attribue le frère marié (c'est la seule strate où le cas se présente) mais également l'importance de son auto-fourniture, cinquante fois supérieure à la somme dont il gratifie son épouse.

---

(1) - Il existe cependant une relation FC - EpF, en réalité cette épouse de frère était l'épouse d'un frère aîné du chef d'exploitation, recueillie dans la zaka à la suite d'une fugue.

*MATRICE CARREE DES COEFFICIENTS  
MENSUELS UNITAIRES NETS\_F.CFA\_*

	<i>FM</i>	<i>CE</i>	<i>E<sub>p</sub>CE</i>	<i>EM</i>	<i>FC</i>	<i>E<sub>p</sub>EM</i>	<i>E<sub>p</sub>F</i>	<i>EF</i>	<i>EEM</i>	<i>EC</i>	<i>A</i>	<i>+ rappel</i>	
												<i>D</i>	<i>Dm</i>
<i>FM</i>	7817	6,8	2	—	—	—	147	11	—	1	1,5	98	22
<i>CE</i>		208	16	6,5	10	10	2,4	2,7	3	8,1	15	246	246
<i>E<sub>p</sub>CE</i>			13	0,2	0,4	0,3	0,09	0,1	0,4	0,9	0,5	13	11
<i>EM</i>				659	—	171	—	—	3,3	0,08	0,4	14	7,6
<i>FC</i>					332	—	0,3	—	—	0,08	3,1	21	93
<i>E<sub>p</sub>EM</i>						89	—	—	9,8	0,2	0,06	0,7	29
<i>E<sub>p</sub>F</i>							144	1,5	—	0,2	0,3	1,8	
<i>EF</i>								103	—	0,1	4,7	2,4	5,6
<i>EEM</i>									0	—	—		
<i>EC</i>										2,8	0,03	1,5	5,1
<i>A</i>											5,5	4,9	7,7

*DEDOUGOU*

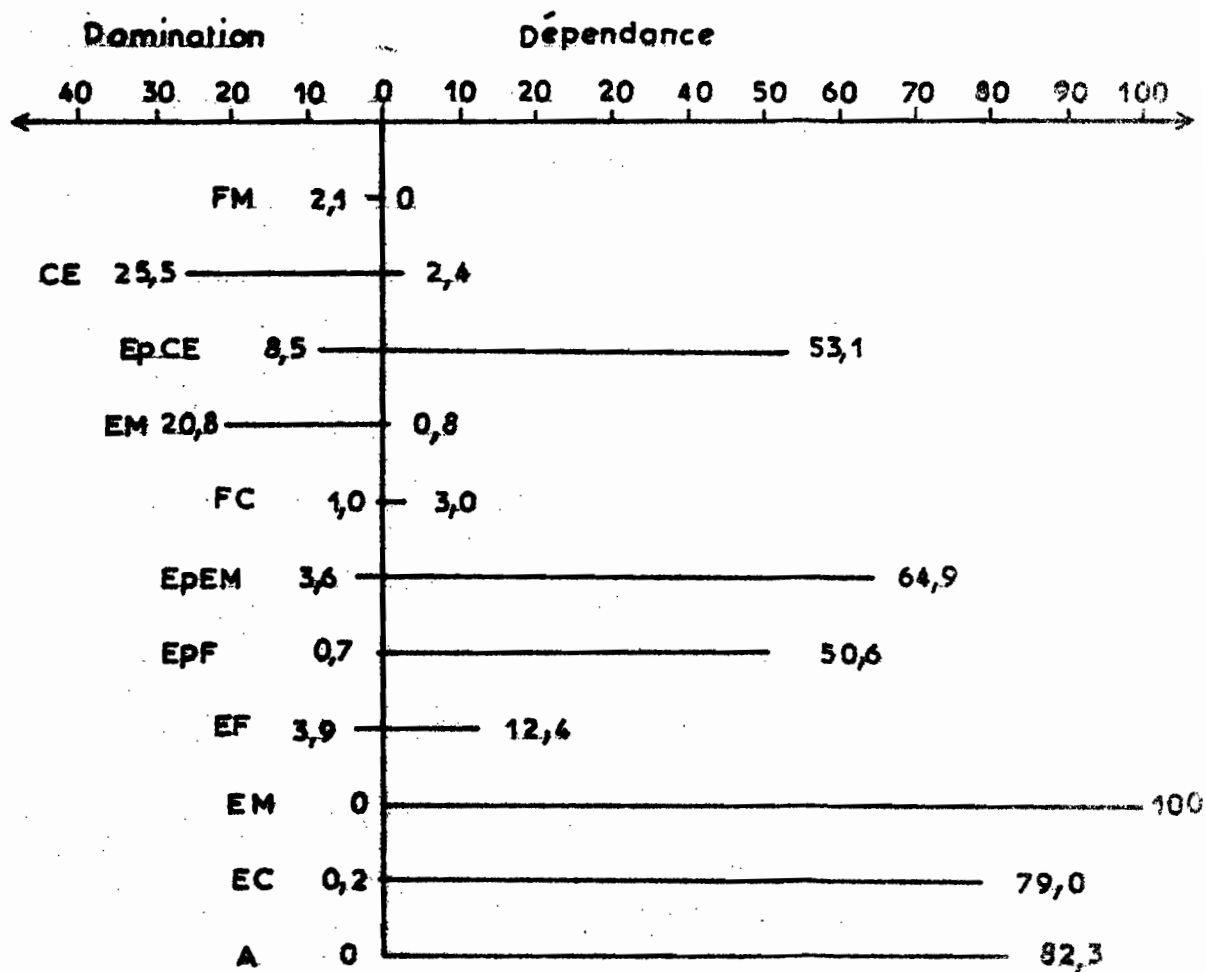
Il est certes surprenant de prime abord de voir que l'EEM en dépit de sa position de dépendance absolue n'occupe pas le dernier rang de la hiérarchie, mais le principe même du graphe orienté commande cette disposition puisque l'absence de relation avec les éléments EpF ou EF, lesquels occupent une place médiocre, lui permet ainsi de "gagner des rangs" aux dépens des éléments EC et A.

Tableau des hiérarchies.

	(1)	(2)	(3)	en %			T.
	auto- fourniture	effets de domination	effets de dépendance	(1)	(2)	(3)	
FM.	7817	169,3	0	97,9	2,1	0	100
CE.	208	73,7	6,8	72,1	25,5	2,4	100
EpCE.	13	2,89	18	38,4	8,5	53,1	100
EM.	659	174,78	6,7	78,4	20,8	0,8	100
FC.	332	3,48	10,4	96,0	1,0	3,0	100
EpEM.	89	10,06	181,3	31,7	3,6	64,7	100
EpF.	144	2,0	149,79	48,7	0,7	50,6	100
EF.	103	4,8	15,3	83,7	3,9	12,4	100
EEM.	0	0	16,5	0	0	100	100
EC.	2,8	0,03	10,66	20,8	0,2	79,0	100
A.	5,5	0	25,59	17,7	0	82,3	100

Il nous paraît du plus haut intérêt de souligner la grande ressemblance, déjà ! de ce schéma avec celui observé dans la vieille zone de colonisation de TOUGAN. En effet,

trois groupes sont dominants-autonomes : FM - CE - EM.



DEDOUGOU

hiérarchie et niveaux d'intégration monétaire



Deux groupes sont dominés-autonomes : FC et EF.

Six groupes sont dominés-non autonomes : EpCE - EpEM - EpF - EEM - EC - A.

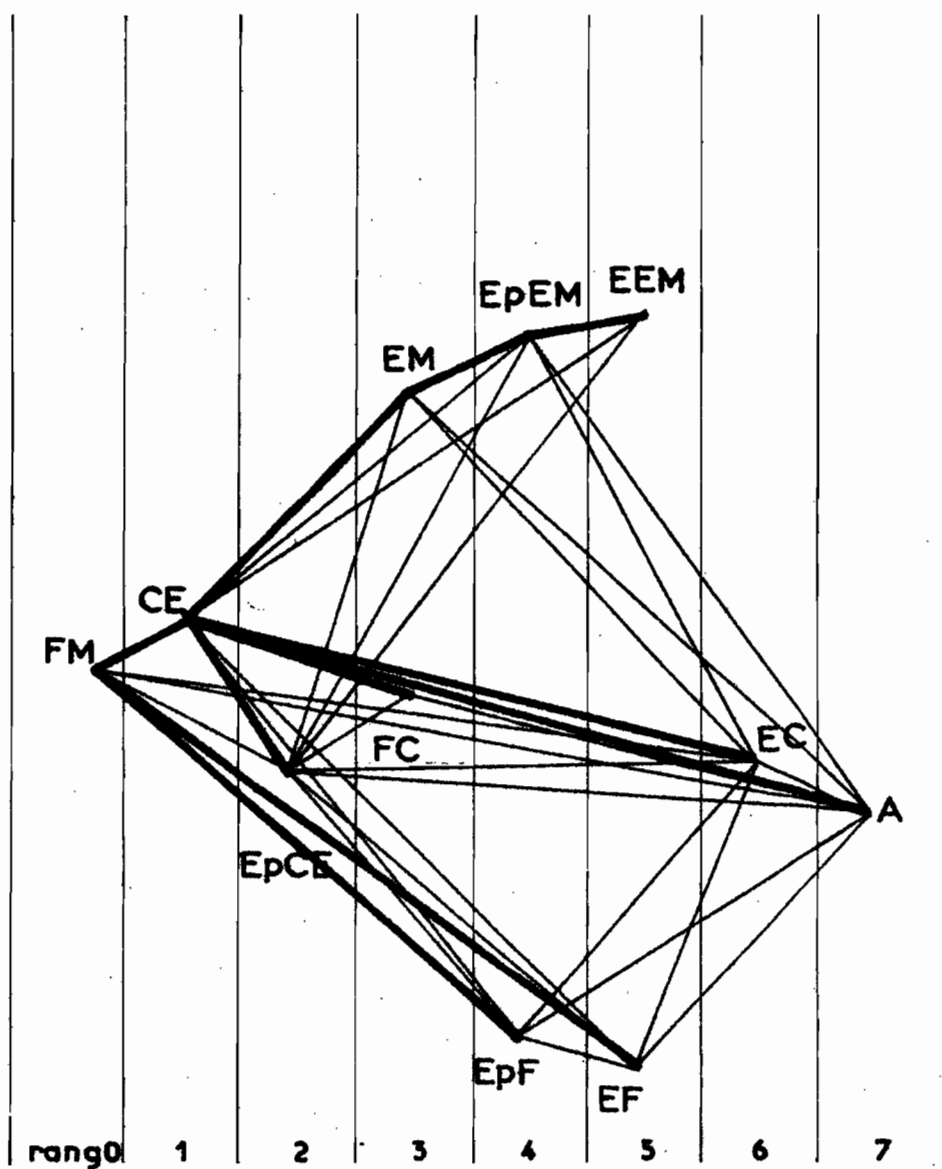
La seule différence avec TOUGAN est l'autonomie du groupe EF. Cette ressemblance tend à démontrer à quel point une société de colons Mossi néo-implantée persiste à reproduire les schémas socio-monétaires du pays d'origine, et donc à porter avec elle ses contradictions. On peut sans prendre trop de risques affirmer qu'avant 10 ans, sauf impulsion contraire venant de l'extérieur, DEDOU-GIU aura rejoint le pays Mossi quant à son niveau migratoire, nonobstant toute considération de revenu. Ce qui importe n'étant pas la valeur absolue du revenu mais le taux de "disfonctionnement" qu'il reflète.

#### B - Le graphe des dominations.

La déconnexion des deux filières EM - EpEM - EEM et FM - EpF - EF est bien mise en évidence par la disposition du graphe. On constate que le chef d'exploitation se relie plus intensément à sa lignée directe qu'à sa lignée collatérale. Du chef d'exploitation à ses petits enfants aucun élément médian n'est court-circuité dans sa fonction monétaire, d'où il résulte une relation maximale de dépendance encore au delà du rang 4.

#### C - La matrice globale des coefficients bruts unitaires.

Seules les deux premières lignes (CE - EpCE) ne présentent aucune discontinuité, bien qu'à la hauteur du groupe G3 la trame des relations se relâche quelque peu. Malgré la schématisation graphique on a bien l'impression que le groupe G3 domine dans son ensemble le groupe G1 (quasi égalité des épouses, mais supériorité des



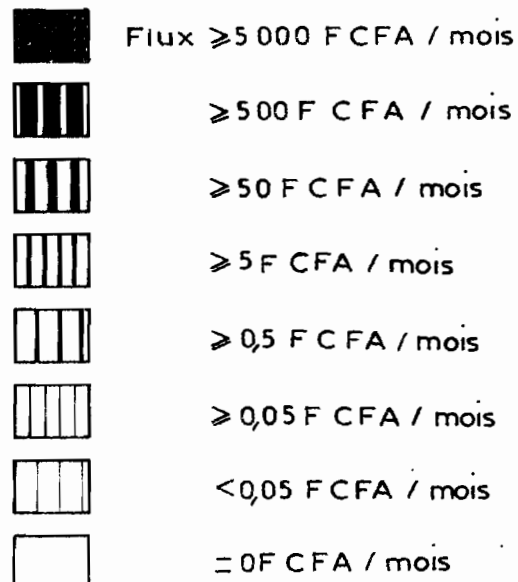
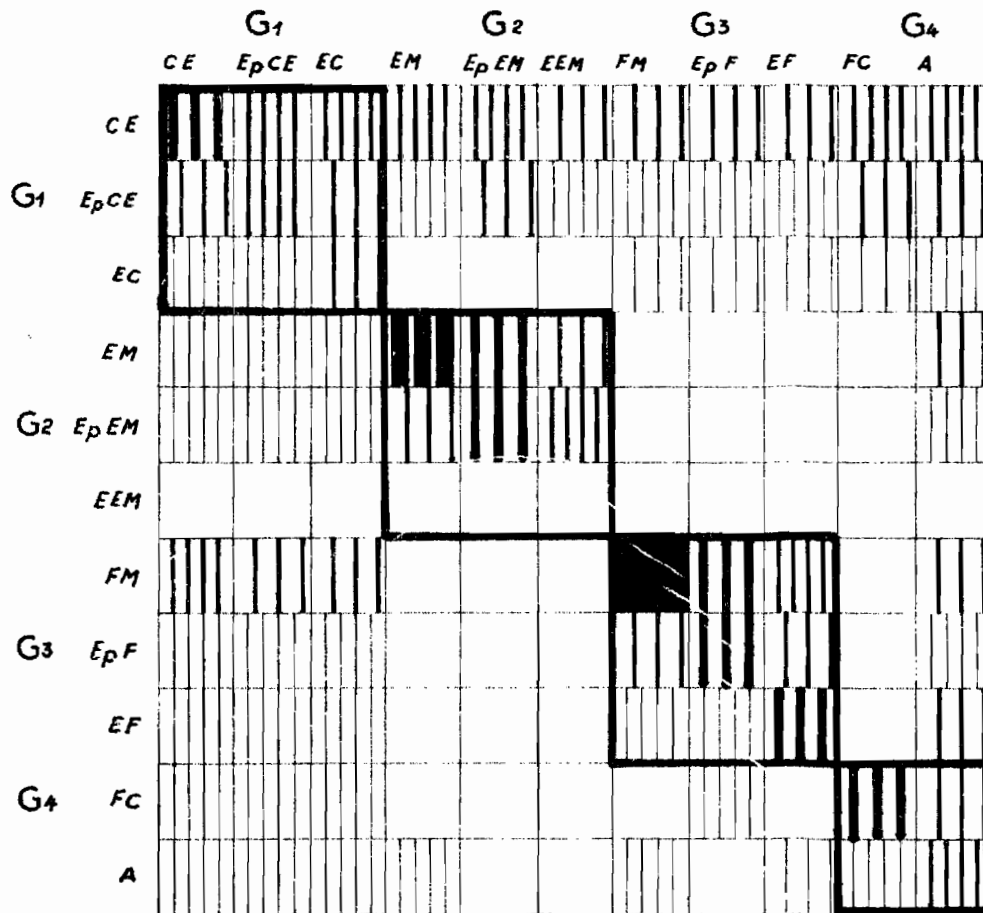
GRAPHE ORIENTE

DEDOUGOU

— Pour le rang  $n_i$ , relation de dépendance la plus intense avec les  $n_0$  à  $n_{i-1}$  rangs précédents.

# INTENSITE DES RELATIONS MONETAIRES ENTRE AGENTS PRIS DEUX A DEUX

strate DEDOUGOU



éléments EF vis à vis des éléments EC - au moins une trame d'écart - et du FM, sur le CE). On remarque par ailleurs l'aspect singulièrement dense et autonome des liaisons monétaires internes du groupe G3.

- C O N C L U S I O N -

Sur le plan méthodologique l'analyse matricielle à laquelle nous avons procédé présente donc un intérêt évident. Elle n'est certes pas sans inconvénient, le plus grave étant probablement la lourdeur des calculs, fût-ce en s'aidant de machines très perfectionnées (1). La lenteur du dépouillement est le second obstacle. Statistiquement ce travail représente la mise en fiches de l'intégralité des liaisons monétaires reliant deux à deux les dix membres d'une famille pendant 50 ans. Sur un échantillon plus important le recours à la mécanographie paraît indispensable.

Quant au fond elle se révèle par contre comme un outil inégalable, un scalpel particulièrement apte à fouiller jusqu'en ses plus infimes recoins une structure monétaire et, à lui faire dire ce dont les individus ont à peine conscience ou qu'ils se taisent à eux-mêmes. Lorsque nous demandions à un chef de famille : Pourquoi donc chez les Mossi les "frères" agissent-ils de manière aussi "égoïste" ? Nous avions la soudaine impression d'une gêne, d'avoir touché du doigt une réalité soigneusement tue, d'être devenu un interlocuteur impertinent.

L'expression "circuit de financement clos" introduite par M. Byé dans un tout autre domaine nous a paru traduire assez correctement ce type de comportement.

---

(1) - Nous n'aurions jamais songé à utiliser cette technique sans disposer d'une calculatrice pourvue du "facteur constant", de la touche permettant de permuter deux nombres (dividende et diviseur) et d'une mémoire.

La masse monétaire de plus en plus importante contrôlée par des cadets de chefs d'exploitation ne peut circuler qu'en vase clos. Ou encore peut-on dire, l'argent n'a pas un pouvoir universel de règlement. Selon les moyens qui auront présidé à son obtention il sera nécessairement réemployé à certaines fins (commerce et consommation ostentatoire). Il est souvent fait grief aux migrants de leurs achats de lunettes, chaussures, pantalons etc ... bien à tort car un pantalon, qu'il soit ostentatoire ou non, reste une pièce d'habillement utile, d'une part, d'autre part l'analyse montre qu'ils n'ont pas le choix. Il est faux de dire que les anciens comptent sur cet argent et constatent, impuissants, sa dilapidation en produits et ornements superflus. C'est l'inverse qui serait plutôt réellement choquant, par exemple excéder le niveau normal dans les dons en numéraire (tout bien considéré ceux-ci dépassent rarement 15 % de l'épargne totale d'un migrant), payer des salariés agricoles, acheter des engrais, rénover l'outillage ..... L'impôt même n'est pas une dépense suffisamment intériorisée par la société pour interdire son règlement, total ou partiel, au moyen de cet argent.

Le commerce sous toutes ses formes se révèle en définitive comme le seul exutoire entièrement ouvert au revenu migratoire, mais là encore il serait tout aussi inconvenant d'utiliser ses bénéfices commerciaux en dehors d'une certaine sphère d'échanges.

Ainsi, avant même qu'un enfant ait atteint l'âge de la migration - à 10 ou 12 ans - son père lui confie très souvent un petit pécule afin qu'il s'initie au commerce, ceci, non pas dans l'espérance d'accroître les revenus familiaux, car le père retirerait sa mise de fonds si l'enfant s'avisait à renoncer au commerce. Tout gain se trouve donc soit réinvesti immédiatement dans la sphère marchande soit épargné en vue de financer la première migration, dont l'épargne sera réinjectée à son tour dans le commerce. Ce double circuit de financement clos est ainsi en étroite communication.

Que le consensus fondamental sur lequel repose cet édifice socio-monnaire puisse à la longue se révéler fragile n'est pas douteux. Nous avons émis l'hypothèse qu'il suffirait peut-être de monétiser les terres pour la faire sauter. La solution du problème recule alors d'un cran et on doit dès lors se demander pourquoi le terroir foncier de Haute-Volta n'a pas encore déclenché de surenchère monétaire (1).

A ce stade de l'analyse on peut conclure que la réponse à la question n'appartient pas à la seule Haute-Volta, puisqu'elle fait partie d'un ensemble économique plus vaste joignant le Sahel au littoral dont les étendues forestières situées au sud du 7<sup>e</sup> parallèle trouvent preneurs à plusieurs centaines de milliers de francs CFA l'hectare. Ici les coutumes de non-monétisation foncière n'ont pu résister, car il est effectivement rentable d'acquérir par voie d'achat des surfaces destinées au café au cacao, et aux autres "produits tropicaux" assurés de débouchés mondiaux.

En bref la Haute-Volta, et plus particulièrement le pays Mossi, doit actuellement résoudre une redoutable contradiction. Refuser la jonction au littoral au risque de rendre explosif le "disfonctionnement" intérieur ou maintenir ses liens économiques en sachant qu'ils continueront à jouer de manière asymétrique.

---

(1) J.Y. Marchal dans une communication personnelle nous précise qu'aux abords immédiats des agglomérations - telle Ouahigouya les bas-fonds réservés aux cultures maraichères font d'ores et déjà l'objet de transactions par des gens précisément extérieurs au système - les fonctionnaires -

## DEUXIEME PARTIE

### NIVEAUX MONETAIRES -

### LES STRUCTURES DE REVENUS ET DE DEPENSES.

I - Aspects méthodologiques.

II - Résultats par strate.

III - Annexes.

- La spécificité des consommations de migrants.

- Les transactions en nature.

- Quelques aperçus de prix.

- Le temps et l'oubli.

IV - Conclusion Générale.

- La signification du fait migratoire.



## I - ASPECTS METHODOLOGIQUES :

Cette seconde partie sur les budgets familiaux sera beaucoup plus classique dans ses aspects méthodologiques que la précédente. Il reste que bien des enquêtes-budgets n'ont pu donner tous les résultats escomptés en raison de la confusion entretenue parfois entre des agrégats économiques aussi divers que :

- Les revenus monétaires bruts et les revenus monétaires nets.
- Les consommations intermédiaires et les consommations finales.
- Les recettes finales et les recettes commerciales.

Aussi nous proposerons-nous en premier lieu de définir l'ensemble de ces agrégats et d'indiquer leurs articulations respectives.

### A - Le revenu monétaire brut. (RMB) = (1).

Se définissant comme l'ensemble des rentrées monétaires du ménage, il se compose de trois éléments :

- a - Les revenus migratoires constitués, pour partie des revenus ramenés au village par le migrant (on élimine donc la fraction du revenu dépensée par le migrant au cours de son voyage), et pour partie de tous les envois d'argent qu'un migrant a effectués pendant son séjour à l'étranger, éventuellement des dons offerts par un quelconque migrant de retour, extérieur à la zaka, à un membre de la zaka.

b - Les ventes finales de l'exploitation.

Nous entendons par là l'ensemble des recettes retirées de la vente de produits, bruts ou élaborés, sans qu'il y ait eu auparavant achats de produits intermédiaires.

c - Les ventes commerciales.

Elles correspondent donc à toutes les rentrées d'argent procurées par la revente, en l'état ou après transformation, de produits et marchandises acquis à cette fin.

$$\text{Soit : (1) = (a + b + c).}$$

Ce que nous avons qualifié au cours de la première partie de "circuit monétaire parallèle" regroupe ainsi les postes (a) + (c) par opposition à (b).

B - Le revenu monétaire net. (RMN) = (2).

On passe du RMB au RMN en soustrayant du premier agrégat la fraction de dépenses corollaires des ventes commerciales, (a) et (b) restant inchangés.

$$\text{Soit : (d) = consommations } \underline{\text{intermédiaires}}.$$

$$(c - d) = \underline{\text{marges commerciales. (e).}}$$

$$(2) = (1) - (d) = (a + b) + (c - d) = a + b + e.$$

Le RMN est le seul agrégat à prendre en considération pour évaluer le véritable "niveau de vie" des familles de l'échantillon.

En pays Mossi il est primordial d'établir correctement cette distinction en raison de l'importance des reventes commerciales dans la constitution du revenu.

C - Les dépenses. (D) = (3).

Elles se composent comme il vient d'être dit de la fraction (d) des consommations intermédiaires plus de la fraction (f) destinée à la "consommation finale" des ménages :

$$D = (d) + (f).$$

Parallèlement à l'excédent commercial = e, on dégage ainsi un excédent final = (b - f) = g. (sans préjudice de son signe algébrique qui peut être négatif).

D - L'épargne. (E) = (4).

Vue sous l'angle de la dépense c'est évidemment la différence entre le revenu global (RMB) et les dépenses (D) :

$$\text{Soit : } (1) - (3).$$

$$\text{Ou } = (a + b + c) - (d + f) \quad (\text{optique "brut"}) \text{ ou encore } (a + b + e) - (f) \quad (\text{optique "net"}).$$

Sous l'angle de la recette c'est la somme algébrique des trois excédents successivement dégagés : (a + e + g).

(a) - L'excédent migratoire (positif ou nul par définition).

(e) - L'excédent commercial (en principe positif).

(g) - L'excédent final (très souvent négatif).

Cette seconde optique est certainement la plus pertinente pour la compréhension des structures monétaires mossi.

Nous ne reviendrons pas sur la méthode d'observation proprement dite sinon pour rappeler qu'elle procédait par rétrospectifs sur trois jours d'intervalle. Cet horizon n'a pas semblé poser trop de problèmes de mémorisation aux personnes interrogées. Aucune limite d'âge n'était prescrite de façon stricte pour décider de l'interrogation des enfants. Tous dès lors qu'ils étaient en mesure de s'exprimer, ou de réaliser des emplettes pour leur propre compte ou pour celui d'autrui devenaient sujets à notre interrogatoire.

En fin de mois l'enquêteur effectuait son ultime passage auprès des familles muni d'un questionnaire-budget portant sur tout le dernier cycle d'observation. Cette opération a été renouvelée au terme du premier semestre pour un rétrospectif sur les six mois écoulés, puis en fin d'enquête pour un rétrospectif sur l'année entière. Nous voulions ainsi mieux connaître le rythme de l'oubli en fonction d'une certaine durée et les déformations structurelles qu'il entraîne à l'intérieur des différents agrégats.

Evidemment le "facteur-temps" n'est pas seul à intervenir dans l'oubli. On s'aperçoit qu'au fil des mois le "facteur-accoutumance" joue aussi, au point de rattraper dans sa course ascendante la courbe exponentiellement diminuante du temps. Il existe, en conséquence, un délai économiquement optimal qui permettrait, compte tenu de l'enveloppe budgétaire dont on peut disposer, de réunir un maximum de données valables avec le minimum de moyens. Ce problème très intéressant sera abordé plus en détails dans l'une des annexes de ce rapport.

Le questionnaire "dépenses-recettes" (fiche recto-verso) s'accompagnait d'un autre feuillet, portant sur la même période de trois jours, chargé de recueillir les transactions effectuées en nature : ("produits offerts" - "produits reçus").

Dans certains cas l'enquêteur devait donc procéder à une double écriture :

Ex : Fiche dépense : journée du 10 - 9 - 8 - mois : janvier\

Le 9/1 : Dolo : 2 mesures : 70 F. Argent origine : n° 1.  
Destinataire : lui-même + don.

La fraction correspondant au transfert au profit d'un tiers extérieur à la zaka était automatiquement reportée sur la fiche "transactions en nature" de la façon suivante :

N° 1 (+ son nom) - le 9/1 - Dolo : 1 mesure  $\frac{1}{2}$  . Origine du produit : n° 1 (achat).

Destinataire : X ....., motif : visite rendue.

Dans certains cas il pouvait y avoir une triple inscription (si la transaction en nature intéressait deux éléments de la zaka relevant d'exploitations distinctes, désignation, comme ci-dessus, parmi les "produits offerts" et écriture inverse au nom du bénéficiaire parmi les "produits reçus").

L'opération pouvait même donner lieu éventuellement à une quadruple écriture au cas où l'achat initial par un membre d'une "exploitation" s'était fait auprès d'un individu appartenant à une autre "exploitation" de la zaka (double inscription en dépense et recette) - et si une fraction du produit faisait ensuite l'objet d'une redistribution entre ces exploitations.....

Aussi bien pour les opérations monétaires que non monétaires l'enquêteur devait toujours indiquer le plus précisément possible la "quantité". Afin d'en faciliter l'évaluation il disposait d'un récipient étalon (2,66 l. de contenance) dont l'usage est très répandu en Haute-Volta. La conversion en "mesures" était ainsi automatique.

## II - RESULTATS PAR STRATE :

### - KOUDOUGOU -

KOUDOUGOU nous a heurté à un problème de nature statistique : L'une des 38 familles de cette strate s'est révélée au plan monétaire d'une importance tellement disproportionnée au regard des autres que nous avons préféré l'éliminer, purement et simplement, de nos résultats. En effet sur un échantillon aussi restreint que le nôtre, introduire une zaka dont le revenu monétaire brut annuel s'établissait aux environs de 1.600.000 F. CFA aurait incontestablement donné une image très fautive de la réalité, infiniment plus modeste (un peu plus de 51.000 F. CFA en moyenne). Pour le seul mois de juillet, époque où la Haute-Volta a connu une spéculation effrénée sur les grains, qui est loin de s'être limitée comme on le voit aux agglomérations urbaines, cette très active zaka a commercialisé près de 430.000 F. CFA de produits vivriers (mil, sorgho, haricots).

#### A - La structure des différents agrégats.

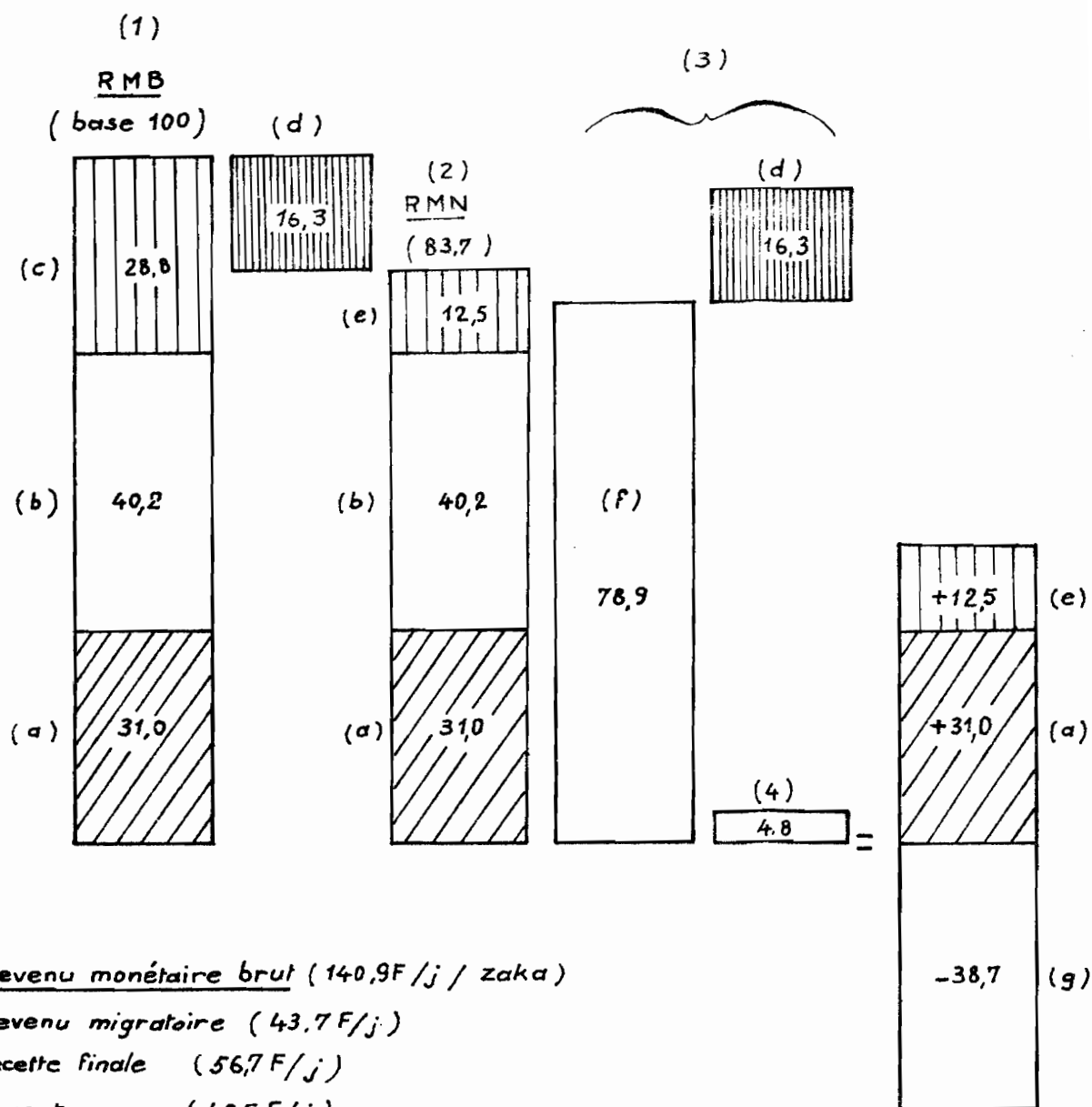
Le graphique ci-joint concrétise les diverses articulations permettant de passer d'un agrégat à l'autre. Chacun est calculé en fonction de la base 100 fournie par le revenu monétaire brut.

Les chiffres rapportés ici à la "journée-zaka" tiennent

# STRUCTURE BUDGETAIRE

## — KOUDDOUGOU —

rapportée au RMB de base 100



(1) = Revenu monétaire brut (140,9 F/j / zaka)

$\left\{ \begin{array}{l} a = \text{revenu migratoire (43,7 F/j)} \\ b = \text{recette finale (56,7 F/j)} \\ c = \text{revente (40,5 F/j)} \end{array} \right.$

d = consommation intermédiaire (22,9 F/j)

(2) = Revenu monétaire net (1 - d = 118 F/j)

e = bénéfices commerciaux (17,6 F/j)

f = consommation finale (111,2 F/j)

(3) Dépense totale = (d) + (f) = 134,1 F/j :

(4) Épargne = (1) - (3) ou (a) + (e) + (g) = 6,8 F/j

naturellement compte du biais introduit par la sur-représentation systématique des zakse de chefs villageois dans notre échantillon. Ce biais a été éliminé par l'application d'un coefficient pondérateur (variable selon les strates).

D'emblée trois points attirent l'attention :

1/- La part minoritaire des recettes finales d'exploitation dans la constitution du RMB. Est-il besoin d'ajouter que si nous n'avions éliminé la zaka à très forts revenus commerciaux cette part relative se fût trouvée réduite encore de près d'une moitié.

2/- Le rôle des revenus migratoires : 31 % du RMB et 37 % du RMN - En valeur : 15.950 F.CFA par zaka et par an.

3/- Le déséquilibre entre les recettes et les dépenses finales (respectivement 40,2 % et 78,9 % du RMB).

Un tel déficit n'est de toute évidence rendu possible que grâce à l'appoint monétaire des revenus migratoires. En effet les marges commerciales représentant seulement 12,5 % du RMB (niveau pourtant confortable puisqu'il implique un taux de marges moyen supérieur à 43 % du chiffre d'affaires commercial) seraient très largement insuffisantes pour compenser le déficit enregistré sur les opérations finales. Sans revenus migratoires la strate de KOUDOUGOU se trouverait donc en situation chronique de désépargne.

#### B - La structure des recettes et des consommations.

Le tableau qui suit donne par colonnes la ventilation en une dizaine de rubriques des différents types d'agrégats :



D = Dépense totale.

R = Recette totale.

DC = Dépense commerciale.

RC = Recette commerciale.

RC - DC = M = Marges.

DF = D - DC = Dépense finale.

RF = R - RC = Recette finale = Y compris les revenus

migratoires.

BF = Bilan final (RF - DF).

En lignes, numérotées de 1 à 9 sont regroupées les rubriques suivantes :

1/ Vivriers locaux bruts ou semi-élaborés (abr. VLB).

2/ Vivriers locaux élaborés (dolo, beignets, plats cuisinés, soumbala, beurre de karité) (abr. VLE).

3/ Non vivriers locaux bruts ou semi-élaborés, (tabac, coton, bois, divers) (abr. NVLB).

4/ Non vivriers locaux élaborés (artisanat, poterie, textile.....) (abr. NVLE).

5/ Services traditionnels (cérémonies, pharmacopée, cultes, maraboutage ..... ) (ST).

6a/ Produits alimentaires locaux ou régionaux (poisson, viande, volaille, élevage, sous-produits animaux) (abr. PAL).

6b/ Cola.

7/ Produits alimentaires importés ou manufacturés (pain, sel, sucre, ..... huile, boissons + cigarettes, allumettes) (abr. PAI).

8/ Produits non alimentaires importés ou manufacturés (pétrole, droguerie, quincaillerie, outillage, cycle - services modernes) (abr. PNAI).

9/ Transferts monétaires (salaires, dons, emprunts, dettes, recouvrements, remboursements, migration, cotisation, taxe, impôts ..... ) (TM).

En tête de chaque colonne est reportée la valeur absolue en F. CFA par jour et zaka ; soit D = 134,1 - R = 140,9 - etc...) tandis que les chiffres inscrits à l'intérieur du tableau s'expriment en pourcentages par rapport à cette valeur absolue.

Tableau par postes :

Rubriques	D 134,1	R 140,9	DC 22,9	RC 40,5	M 17,6	DF 111,2	RF 100,4 a + b	BF -10,8
1. VLB	25,47	21,57	77,69	31,25	- 28,71	14,78	17,77	+
2. VLE	11,16	19,18	2,26	53,81	+120,38	12,98	5,56	-
3. NVLB	2,70	0,82	0	0	-	3,25	1,15	-
4. NVLE	2,15	3,80	4,31	2,80	+ 0,85	1,71	4,19	+
5. ST	2,01	0	0	0	-	2,43	0	-
6a. PAL	10,68	13,69	4,27	5,14	+ 6,25	11,99	17,05	+
6b.	4,94	0,27	1,59	0,96	+ 0,16	5,63	0	-
7. PAI	3,79	0,49	4,37	1,73	- 1,68	3,67	0	-
8. PNAI	26,72	1,22	5,51	4,31	+ 2,75	31,06	0	-
9. TM	10,38	38,96	0	0	-	12,50	54,28	+
T.	100	100	100	100	100	100	100	-
dont part du mil- sorgho.	17,75	7,44	55,45	16,49	- 33,81	10,03	3,89	-

En bas du tableau sont reportés les pourcentages, selon l'agrégat considéré, des produits mil et sorgho.

La première colonne fait ressortir la faiblesse des achats de produits manufacturés (lignes n° 7 et 8) dans l'ensemble des consommations : Encore moins de  $\frac{1}{3}$  du total. Cependant presque toute cette fraction de consommation étant destinée à la consommation directe sa part s'en trouve légèrement accrue dans la dépense finale (DF).

La colonne des dépenses commerciales (DC) montre que pour l'essentiel nous avons affaire à un commerce de type traditionnel, semi-artisanal, consistant à acheter des produits vivriers (du mil pour 55,45 %) pour les revendre soit en l'état, soit plus couramment après leur avoir fait subir une certaine élaboration (achat de mil - sorgho rovente en dolo et galettes).

La marge commerciale apparaît donc systématiquement négative sur les produits non élaborés, sans qu'il faille s'en étonner. Par contre les marges négatives que l'on peut retrouver sur d'autres postes (ici le poste n°7 des produits alimentaires importés) seront très souvent dues à notre méthode d'observation par roulements. En effet, le hasard aidant, il est fort possible que l'on ait observé un commerçant en période de reconstitution de son stock et que la période durant laquelle il l'aura écoulé nous ait échappé.

En conséquence, un solde de marge, positif ou négatif, pris isolément, n'a qu'une signification très relative. Globalement on peut cependant espérer que les biais tendent à se neutraliser et que le solde général traduit avec une assez fidèle approximation la réalité.

Les colonnes de recettes (R - RC - RF) attestent que les revenus de transfert (ligne n° 9) composés pour près de 80 % par des revenus migratoires, dépassent d'assez loin tous autres postes. Les revenus migratoires représentent en effet le quadruple des ventes et reventes de mil.

A noter l'insignifiance des recettes de produits agricoles non vivriers (tabac ou coton ..... ligne n° 3). En valeur absolue un peu plus de 1 F.CFA par jour et zaka soit 420 F.CFA par an, le prix de 13 Kg de coton C.F.D.T.

La disparition des services traditionnels (ligne n° 5) parmi les recettes est également due à un biais d'enquête qui a eu pour effet de regrouper avec les autres "dons monétaires" reçus (ligne n° 9) certaines remises d'argent destinées à court ou moyen terme à l'organisation de diverses cérémonies. N'ont guère résisté à ce biais que les recettes maraboutiques et nous n'en avons pas observé à KOUDOU'GOU.

La colonne des recettes finales (RF) où ont été réintégrés les revenus migratoires (postes a + b du graphique précédent) n'offre d'autre intérêt, une fois que l'on connaît la structure du revenu monétaire net, que de permettre un bilan comparatif, poste par poste, avec la colonne de dépenses finales, ce que nous avons indiqué par un signe + ou - selon que les recettes ont, ou non, dépassé les dépenses correspondantes. Quatre postes positifs contre six négatifs. Parmi les postes positifs le plus important, de très loin, est le poste des transferts. Lui seul assure plus de 83 % des soldes excédentaires. Le deuxième poste pour lequel la strate s'en tire à son avantage est celui des ventes d'élevage (n° 6a) (8,3 % des soldes excédentaires). L'artisanat (poste n° 4) apparaît également en léger excédent (4,8 %); de même l'ensemble des denrées vivrières non élaborées, mais le mil - sorgho s'est soldé par un déficit, heureusement compensé par les autres céréales, et les produits légumineux.

Le déficit final s'explique pour plus de sa moitié (58,8 % des soldes négatifs) par les achats de produits non alimentaires importés (ligne n° 8) puis viennent dans l'ordre le déficit final du poste n° 2 (vivriers locaux élaborés), ceux des postes n° 6b (cola), n° 7 (produits alimentaires importés), n° 5 (services traditionnels, moyennant les réserves énoncées plus haut) et n° 3 (non vivrière).

Afin de faciliter la comparaison entre strates il convient de ramener les différents agrégats ci-dessus calculés à leur valeur per capita, soit avec 9,89 résidents présents (moyenne annuelle - chefs pondérés) les niveaux suivants (en F.CFA par an et par tête).

(1) - RMB :	5.200.
a = revenu migratoire :	1.613
b = recette finale :	2.092.
c = revente :	1.495.
d = consommation intermédiaire :	845.
(2) - RMN :	4.355.
e = bénéfices commerciaux :	649.
f = consommation finale :	4.104.
(3) - D = (d) + (f) =	4.949.
(4) - Epargne = (1) - (3) =	251.

En résumé KOUDOUGOU se présente comme une zone peu dynamique au niveau des cultures de "rente", à peine équilibrée en produits vivriers, tirant de maigres profits de son artisanat, un peu plus de son petit élevage et par suite totalement dépendante des transferts extérieurs.

Globalement le bilan cumulé des postes n° 1 à 6a est déficitaire. A ce déficit s'ajoute encore celui des postes n° 6b, 7 et 8. Le solde n° 9, dont la presque totalité provient de l'apport migratoire, a donc la charge de supporter l'ensemble de ce déficit et éventuellement de dégager une légère capacité d'épargne.

Que certaines familles, particulièrement entreprenantes, sachent tirer parti de cette situation ne peut en rien modifier le fond de notre diagnostic.

Aurions-nous intégré à l'échantillon la famille dont il a été fait mention précédemment, le revenu monétaire brut "moyen" serait certes passé à 261,5 F CFA par jour et zaka mais le revenu monétaire net n'aurait guère progressé que de 13 F (131 F. au lieu de 118) et le déficit final proprement dit, non compris les revenus migratoires, se serait aggravé ! (- 55,8 F. contre - 54,5 F.)

- Y A K O -

A - Structure des différents agrégats.

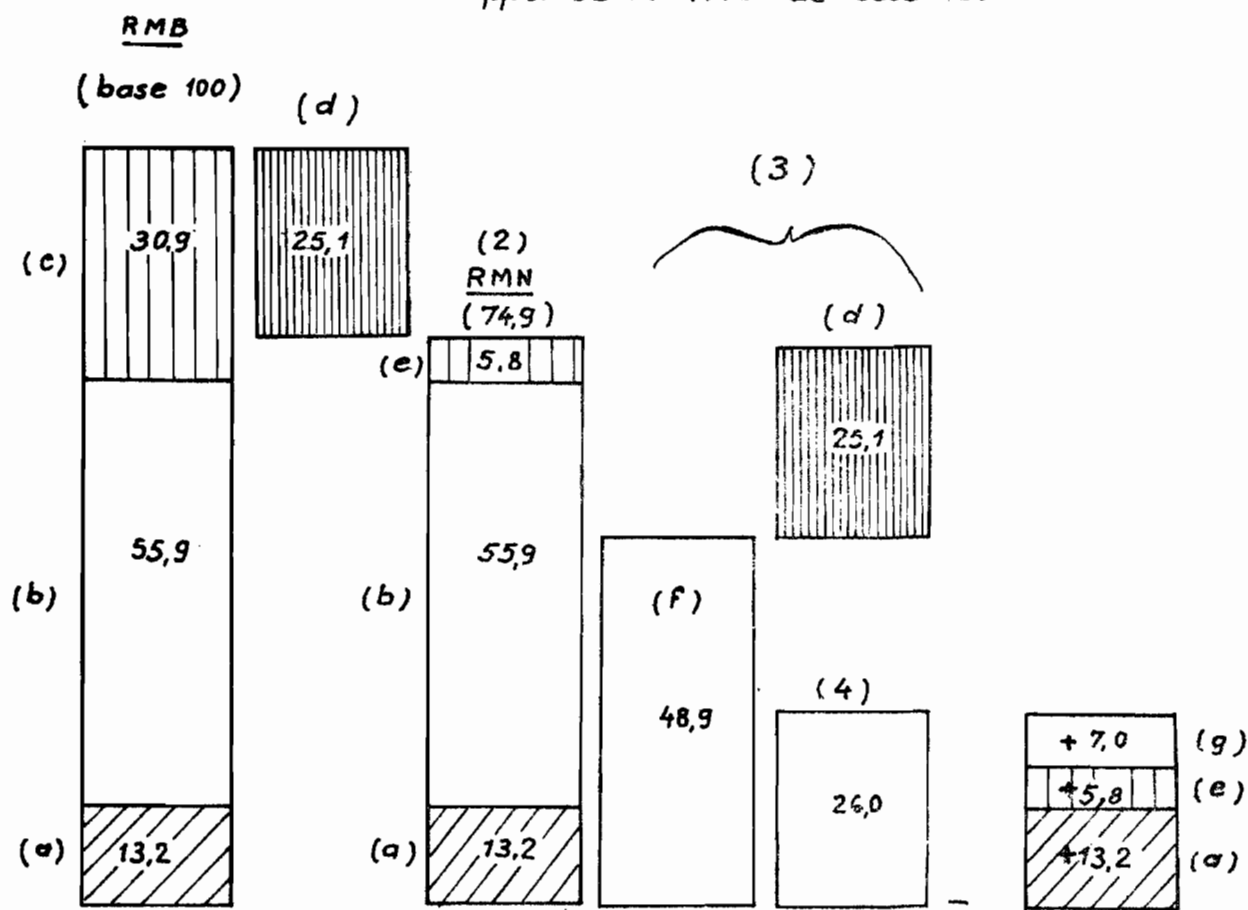
Le RMB est légèrement inférieur à celui observé à KOUDOUGOU. La structure de ce revenu montre la faiblesse relative de l'apport migratoire. Nous nous attendions il est vrai à trouver un pourcentage, sinon équivalent à celui de KOUDOUGOU, du moins sensiblement plus élevé que celui auquel nous avons abouti. Réflexion faite cette constatation ne peut cependant qu'étayer les conclusions de l'enquête par sondage réalisée sur l'ensemble du pays Mossi qui démontre, entre autres choses, l'extrême variabilité des taux migratoires enregistrés parfois entre villages voisins et que l'on pouvait à bon droit considérer comme relativement homogènes. La part dévolue aux revenus commerciaux demeurant par contre du même ordre de grandeur qu'à KOUDOUGOU, les recettes finales d'exploitations deviennent prépondérantes. Lorsque nous disions dans la 1<sup>re</sup> partie de cet ouvrage, à propos des colons de DEDOUGOU, que le niveau absolu du revenu monétaire n'est certainement pas la variable explicative du phénomène migratoire, cette hypothèse semble donc bien devoir se confirmer à YAKO.

Un second point à signaler est la faiblesse des bénéfices commerciaux. Elle peut certes pour partie s'expliquer par le biais déjà mentionné résultant de notre observation par roulements, mais aussi par la structure interne de ce commerce moins orienté sur les produits acquis bruts puis revendus après élaboration, opération toujours très avantageuse. En troisième lieu nous remarquerons la diminution, relativement à KOUDOUGOU, des dépenses finales, de plusieurs "points" inférieures aux recettes correspondantes.

# STRUCTURE BUDGETAIRE

— YAKO —

rapportée au RMB de base 100



(1) = Revenu monétaire brut (134,9F/j / zaka)

- a = revenu migratoire (17,8F/j)
- b = recette finale (75,4F/j)
- c = revente (41,7F/j)

d = consommation intermédiaire (33,8F/j)

(2) = Revenu monétaire net (1 - d = 101,1F/j)

e = bénéfices commerciaux (7,9F/j)

f = consommation finale (66F/j)

(3) Dépense totale = (d) + (f) = 99,8F/j

(4) Epargne (1) - (3) ou (a) + (e) + (g) = 35,1F/j



Il en résulte un accroissement considérable du taux d'épargne (1) dont les trois éléments constitutifs (a, e, g) se soldent tous par des excédents.

B - La structure des recettes et des consommations.

Tableau par postes.

Rubriques	D 99,8	R 134,9	DC 33,8	RC 41,7	M 7,9	DF 66	RF 93,2 a + b	BF +27,2
1. VLB	2,81	20,35	1,91	0,39	- 5,90	3,24	28,80	+
2. VLE	8,77	10,26	0	5,25	+26,92	12,99	12,38	+
3. NVLB	15,58	11,64	38,87	35,99	+24,10	4,40	1,33	-
4. NVLE	3,63	1,95	2,69	2,74	+ 2,92	4,08	1,62	-
5. ST	4,76	0,06	0	0	-	7,04	0,08	-
6a. PAL	21,36	26,56	28,53	23,75	+ 4,07	17,92	27,76	+
6b.	10,83	1,00	4,57	3,37	- 1,63	13,83	0	-
7. PAI	3,95	2,17	2,56	7,30	+26,89	4,61	0	-
8. PNAI	22,36	6,31	20,87	21,21	+22,63	23,08	0	-
9. TM	5,95	19,70	0	0	-	8,81	28,03	+
T.	100	100	100	100	100	100	100	+
dont part du mil- sorgho.	2,03	16,00	1,59	0	- 6,59	2,24	22,77	+

(1) - Des études-budgétaires effectuées voici plusieurs années en Côte d'Ivoire nous avaient déjà amené à constater l'absence de toute corrélation, chez des populations à bas revenu monétaire, entre le niveau du revenu et le taux d'épargne. En effet les théories de style Keynesien ne peuvent trouver aucune application dès lors que l'auto-subsistance continue à jouer un rôle essentiel dans la consommation.

La première colonne révèle une structure de dépense globale très différente de celle de KOUDOUGOU. Seuls les postes n° 2, 4, 7, 8, restent à des niveaux comparables, notamment les produits importés (n° 7, 8) dont la part demeure inférieure au  $\frac{1}{3}$  du total. L'écart atteint son maximum dans les achats de produits vivriers, qui ne représentent plus à YAKO qu'une fraction dérisoire des sorties monétaires.

La structure des dépenses commerciales (DC) apparaît également beaucoup plus équilibrée avec trois pôles d'attraction au lieu d'un : le poste n° 3 (essentiellement des boules de tabac), des produits de basse-cour, volailles ou porcs (poste n° 6a) et des articles manufacturés importés (poste n° 8).

Ce type de commerce n'autorisant guère la spéculation, fût-ce en période de sécheresse, le taux de marges moyen s'en ressent nettement et tombe à moins de 19 % du chiffre d'affaires (contre 43,5 % à KOUDOUGOU). Donc un meilleur équilibre des dépenses (DC ou DF), en même temps une diversité supérieure en recettes, grâce à trois postes dominants :

N° 6a - pour  $\frac{1}{3}$  environ consistant en reventes,

N° 1 - presque intégralement "final", et, quand même, les transferts monétaires (n° 9) dont guère plus des deux-tiers proprement migratoires.

De ces deux séries de constatations ne peut évidemment résulter qu'un meilleur équilibre du bilan "final". Non seulement parce qu'il va se solder globalement par un excédent mais surtout parce qu'aucun poste n'apparaît susceptible à lui seul de renverser ce solde excédentaire. En effet parmi les postes positifs on obtient dans l'ordre : les transferts (32,8 %) - le mil sorgho (31,8 %) - l'élevage (22,6 %) - les divers produits vivriers (8 %) et les vivriers élaborés (4,8 %). Symétriquement les postes négatifs sont : les articles manufacturés (43,8 %) - la cola (26,2%) -

les services traditionnels (13,1 %) - les produits alimentaires 1  
importés (8,7 %) - les non vivriers (4,8 %) et l'artisanat (3,4 %).

Agrégats calculés par tête et par an. (en F. CFA)

Moyenne : 9,75 résidents présents, chefs pondérés.

(1) : RMB =	5.051
a = revenu migratoire :	667
b = recette finale :	2.823
c : revente :	1.561
d = consommation intermédiaire :	1.266
(2) : RMN =	3.785
e = bénéfices commerciaux :	296
f = consommation finale :	2.471
(3) : D = (d) + (f) =	3.737
(4) : Epargne = (1) - (3) =	1.314

- Z O R G H O -

A - Structure des différents agrégats.

Le RMB dont le niveau ne dépasse que de très peu le seuil de 100 F.CFA par jour et zaka est constitué, comme dans les deux strates précédentes, d'environ 30 % de reventes commerciales. Signalons à ce propos la remarquable constance de ce taux (28,8 % à KOUDOUGOU - 30,9 à YAKO - 29,7 à ZORGHO) qui paraît bien désormais correspondre à une sorte de norme valable pour l'ensemble du pays Mossi.

La surprise vient, dans cette strate supposée "neutre" au départ, de la relative importance des transferts migratoires, supérieurs à ceux enregistrés à YAKO, même en montant absolu.

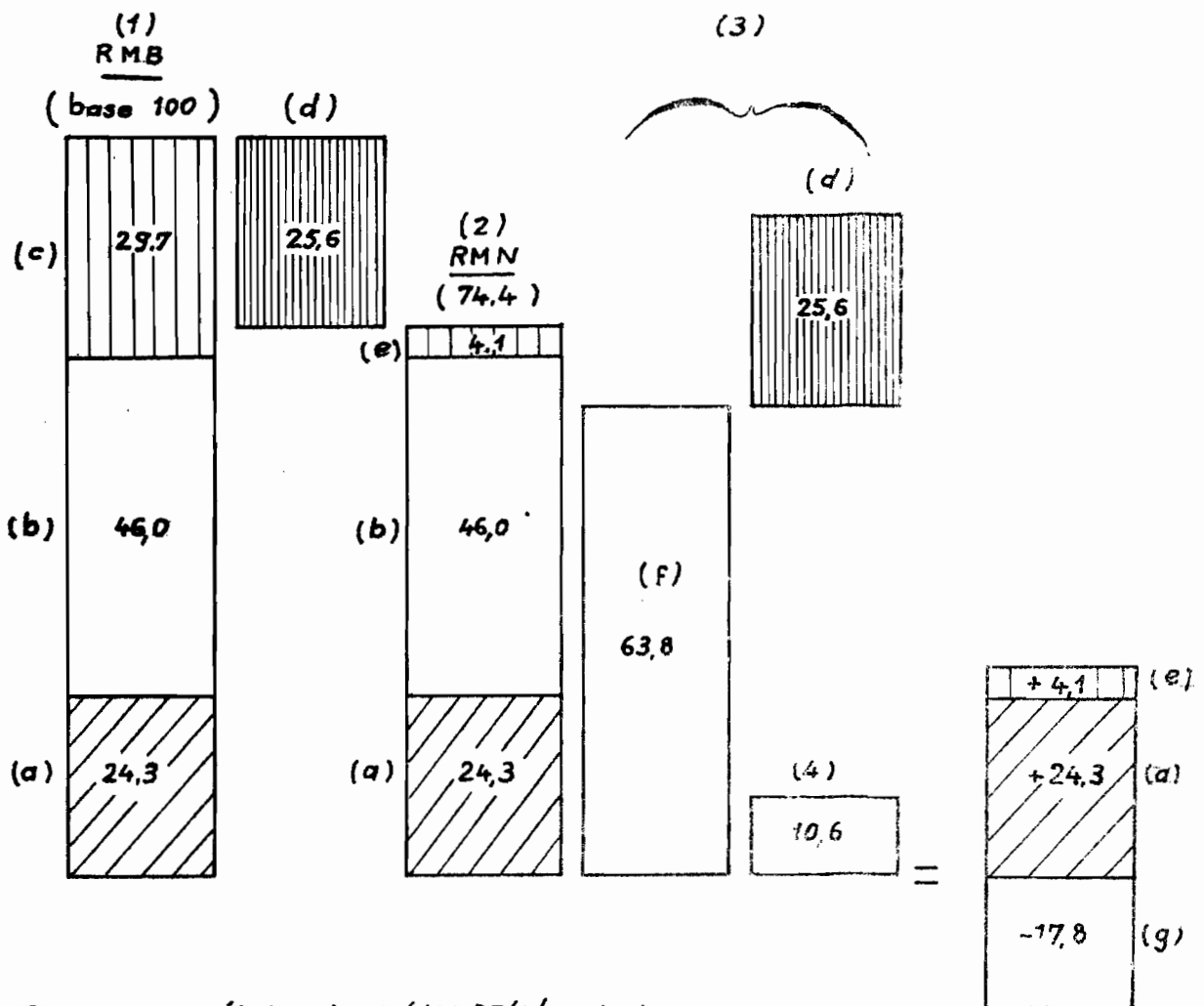
De ce fait la fraction du RMB retirée des ventes finales d'exploitations tombe de nouveau au dessous de 50 % et se retrouve comme à KOUDOUGOU insuffisante à équilibrer les dépenses de même nature. Quoique moins accentué qu'à KOUDOUGOU, le déficit sur opérations finales pèse lourdement sur la capacité d'épargne.

Du point de vue de ses structures budgétaires ZORGHO correspond en définitive à une sorte de schéma médian des deux précédents. Proche de YAKO par la minceur de ses marges commerciales, proche de KOUDOUGOU par la structure interne de son épargne, et presque toujours à mi-chemin pour chacun de ses agrégats. En somme une zone éminemment déconcertante que nous avons peut-être saisie en pleine phase de mutation. N'est-ce pas déjà un signe que nous y ayons plus qu'ailleurs rencontré des difficultés d'insertion ?

# STRUCTURE BUDGETAIRE

- ZORGH0 -

rapportée au RMB de base 100



(1) = Revenu monétaire brut (104,3F/j/ zaka)

$\left\{ \begin{array}{l} a = \text{revenu migratoire (25,3 F/j)} \\ b = \text{recette finale (48,0 F/j)} \\ c = \text{revente (31,0 F/j)} \end{array} \right.$

d = consommation intermédiaire (26,7 F/j)

(2) = Revenu monétaire net (1 - d = 77,6 F/j)

e = bénéfices commerciaux (4,3 F/j)

f = consommation finale (66,5 F/j)

(3) Dépense totale = (d) + (f) = 93,2 F/j

(4) Epargne = (1) - (3) ou (a) + (e) + (g) = 11,1 F/j

## B - La structure des recettes et des consommations.

Tableau par postes.

Rubriques	D 93,2	R 104,3	DC 26,7	RC 31,0	M 4,3	DF 66,5	RF 73,3 a + b	BF +6,8
1. VLB	22,20	27,42	52,13	27,55	-113,46	11,42	27,36	+
2. VLE	24,02	14,38	2,07	31,83	+202,59	31,92	6,98	-
3. NVLB	3,37	3,34	0,77	1,64	+ 6,63	4,30	4,06	-
4. NVLE	2,20	3,26	0,86	3,11	+ 16,02	2,69	3,32	+
5. ST	0,27	0	0	0	-	0,37	0	-
6a. PAL	9,51	7,15	0	0	-	13,94	10,19	-
6b.	15,10	2,75	21,98	9,22	- 64,02	12,62	0	-
7. PAI	7,55	2,22	7,33	7,44	+ 8,08	7,63	0	-
8. PNAI	12,73	4,94	13,64	16,60	+ 33,55	12,40	0	-
9. TM	3,05	34,54	1,22	2,61	+ 10,61	3,71	48,09	+
T.	100	100	100	100	100	100	100	+
dont part du mil- sorgho.	10,81	2,07	22,09	2,21	-111,88	6,67	2,01	-

L'aspect composite de ZORGHO transparait également à la lecture de ce tableau ; ainsi l'importance des achats de produits vivriers que l'on décèle à travers les trois colonnes D - DC - DF - rapprochent-elle cette strate de KOUDOUGOU. Toutefois la part revenant au mil-sorgho n'y joue pas un rôle aussi déterminant. Pour près de moitié ces achats ont consisté soit en céréales

(paddy-riz) soit en arachides. L'une des activités commerciales les plus assidûment pratiquées étant précisément la revente de riz décortiqué, ou de riz acheté cru et revendu cuit.

On remarquera par ailleurs la faiblesse extrême du poste "produits non alimentaires importés", en particulier au niveau des consommations finales. L'apparition de valeurs en transferts monétaires (poste n° 9) sur opérations commerciales, dont le lecteur pourrait s'étonner, résulte de transactions effectuées à crédit.

Leur bas niveau n'est en fait qu'un faible reflet de la réalité, soit que l'enquêteur n'ait pu toujours relever correctement l'opération de crédit, soit que ce crédit étant dans la plupart des cas à très court terme (moins d'une semaine) nous n'ayons pas jugé opportun d'en tenir compte. Disons simplement qu'il est très courant de s'accorder entre "commerçants" quelques menues facilités de trésoreries, à charge bien entendu de réciprocité.

Parmi les dépenses finales, le poste des produits vivriers élaborés, frappe par son volume. Pour l'essentiel l'accroissement de ce poste, relativement aux autres strates, est dû à l'extraordinaire régularité avec laquelle les femmes de ZORGHO s'approvisionnent en "kaloghô" - (désignation More du soumbara). Jamais trois jours successifs sans que l'achat de 10, 15 ou 20 F. n'en soit renouvelé.

La structure des recettes fait apparaître deux postes privilégiés : les transferts monétaires, composés ainsi qu'à YAKO, d'un peu plus des deux-tiers par des revenus migratoires, et les ventes de produits vivriers autres que le mil et sorgho. Grâce à elles le bilan final sur produits vivriers parvient à se solder très largement en excédent et à financer en fin de compte le déficit enregistré sur les produits élaborés.

Les produits non vivriers et artisanaux, influant peu de toute façon les différents agrégats, ne dénotent jamais de déséquilibres bien profonds, ni dans un sens ni dans l'autre.

En résumé, ZORGHO ne paraît pas devoir dans l'immédiat rencontrer de graves difficultés. Jusqu'à présent le "bilan migratoire" contre balance encore aisément le bilan sur opérations finales.

Agrégats par an et par tête : (moyenne annuelle : 9,32 résidents présents, chefs pondérés) (F.CFA).

(1) : RMB =	4085.
a = revenu migratoire :	991.
b = recette finale :	1880.
c = revente :	1214.
d = consommation intermédiaire :	1046.
 (2) - RMN =	 3039.
e = bénéfices commerciaux :	168.
f = consommation finale :	2604.
 (3) : D = (d) + (f) =	 3650.
 (4) : Epargne = (1) - (3) =	 435.



Conclusion sur les strates intérieures au pays Mossi.

Leur commun dénominateur tient en premier lieu à la faiblesse du revenu monétaire net. Bien que le calcul d'une "moyenne" n'ait pas de signification statistique en raison de notre choix des strates non aléatoire, les structures monétaires présentent un suffisant degré d'homogénéité pour nous autoriser à extraire la valeur moyenne de leurs paramètres, soit pour l'ensemble des trois strates - (en F.CFA/j/zaka).

(1) : RMB =	126.
a = revenu migratoire :	28,8.
b = recette finale :	59,7.
c = revente :	37,5.
d = consommation intermédiaire :	27,8.
(2) : RMN =	98,2.
e = bénéfices commerciaux :	9,7.
f = dépense finale :	80,7.
(3) : Dépense totale = (d) + (f) =	108,5.
(4) : Epargne = (a + e + b - f) = (28,8 + 9,7 - 21) =	17,5.

Soit avec 9,69 résidents présents un RMB de 4744 F.CFA par tête et par an et un RMN de 3697 F.CFA (un peu moins de 15 Dollars U.S.) - L'apport migratoire représente un peu moins de 30 % de ce revenu monétaire net, mais il convient de rappeler que nous entendons par revenu monétaire exclusivement les liquidités rapportées à l'intérieur des villages. Pour se faire une idée plus exacte du véritable apport monétaire migratoire le lecteur voudra

bien se reporter à notre texte "Premières estimations chiffrées des migrations Mossi" (21 p. ronéo).

Un second point à mentionner est le déficit enregistré dans les balances d'opérations finales. Certes toutes les zones ne sont pas déficitaires, et la mauvaise récolte de 1972-73 a sans doute amplifié le phénomène. Il n'y a cependant aucune raison de supposer que l'influence de la sécheresse se soit moins fait sentir à YAKO qu'à KOUDOUGOU ou ZORGHO, ce qui nous amène à conclure qu'il existe bien une relation directe entre l'importance de l'apport migratoire et le déséquilibre des opérations finales.

Les deux planches de graphiques reproduites ci-après illustrent enfin la disparité des revenus monétaires à l'intérieur du pays Mossi. Chaque point représentant une zaka est situé à l'intersection de son abscisse-taille et de son ordonnée-niveau monétaire. La dispersion des points montre qu'il n'existe pour ainsi dire aucune corrélation entre ces deux paramètres.

Un calcul par la formule appliquée à la corrélation de rangs :

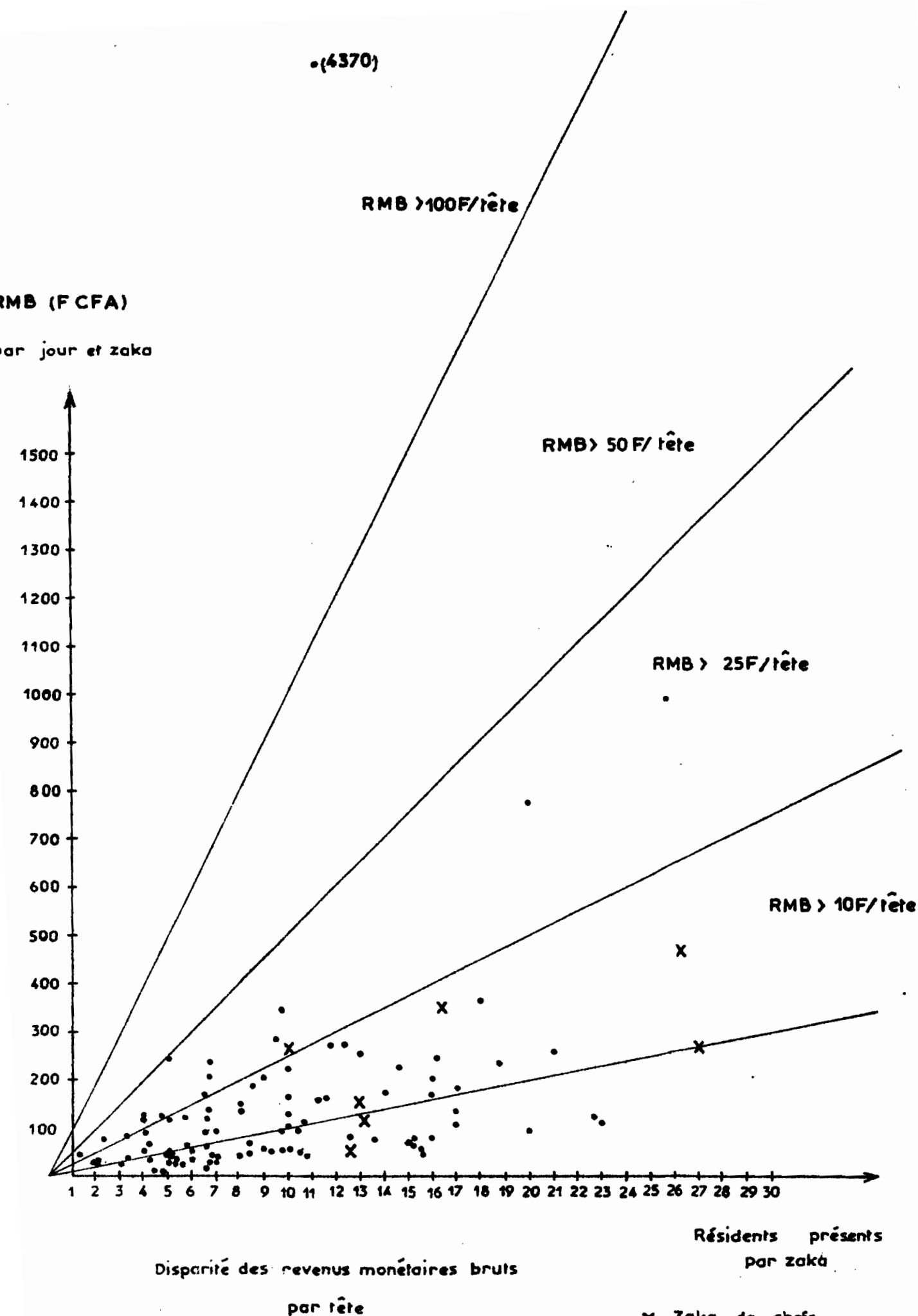
$$r = 1 - \frac{6 \cdot (S.D^2)}{n \cdot (n^2 - 1)} \quad (1).$$

Portant ici sur 103 couples de variables (X = taille de la zaka - résidents présents - Y = RMB/jour/zaka) fait ressortir un coefficient de 0,49. La faiblesse de ce taux tient évidemment pour beaucoup au fait que le revenu monétaire brut est constitué pour moins de sa moitié de recettes finales d'exploitation, les seules qui soient directement fonction des superficies cultivées, elles-mêmes en corrélation (grosso modo) avec la taille des groupes de résidence.

---

(1) - D = écart enregistré entre les numéros d'ordre des deux variables, n = nombre de couples de variables.

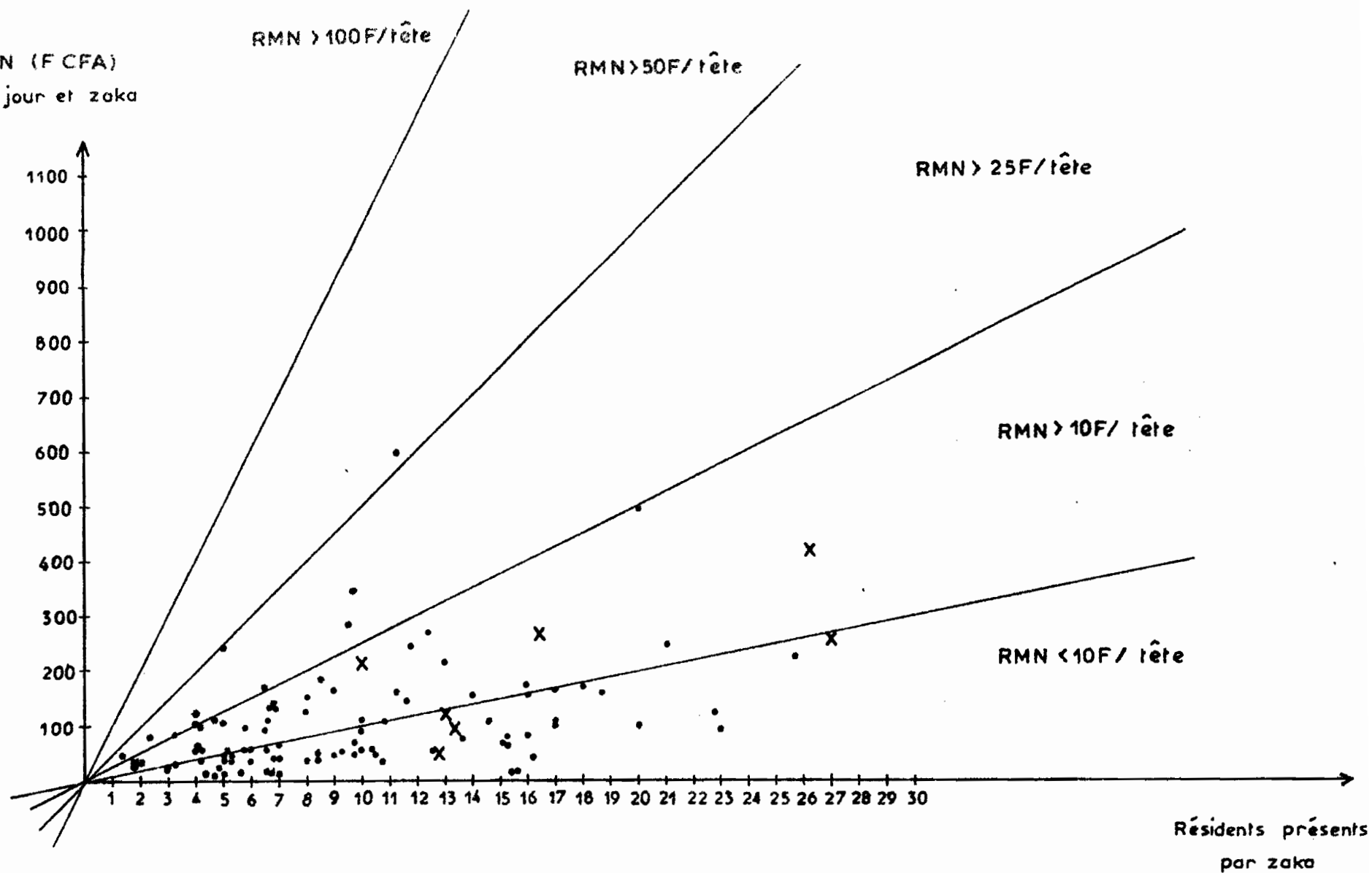
$S.D^2$  = somme des carrés des écarts.



- PAYS MOSSI -

X Zaka de chefs  
(4370) zaka éliminée dans  
l'échantillon de KOUDOUGOU

RMN (FCFA)  
par jour et zaka



Disparité des revenus monétaires nets par tête

- PAYS MOSSI -

- LES STRATES HORS PAYS MOSSI -

- DEDOUGOU -

La sous-partition introduite à DEDOUGOU entre colons installés de fraîche date (1972-1971); ceux des années 1970-1969-1968, et ceux des années antérieures à 1968 va nous permettre d'analyser, au moins dans ses grandes lignes, comment semble s'effectuer cette transition d'une phase d'âge à l'autre. On verra que si la "mue budgétaire" s'accomplit assez vite, elle ne va pas sans entraîner de très graves disparités.

A - La structure des agrégats chez les très "jeunes" colons.

(années 1972-71) - (échantillon de 13 zakse-exploitations).

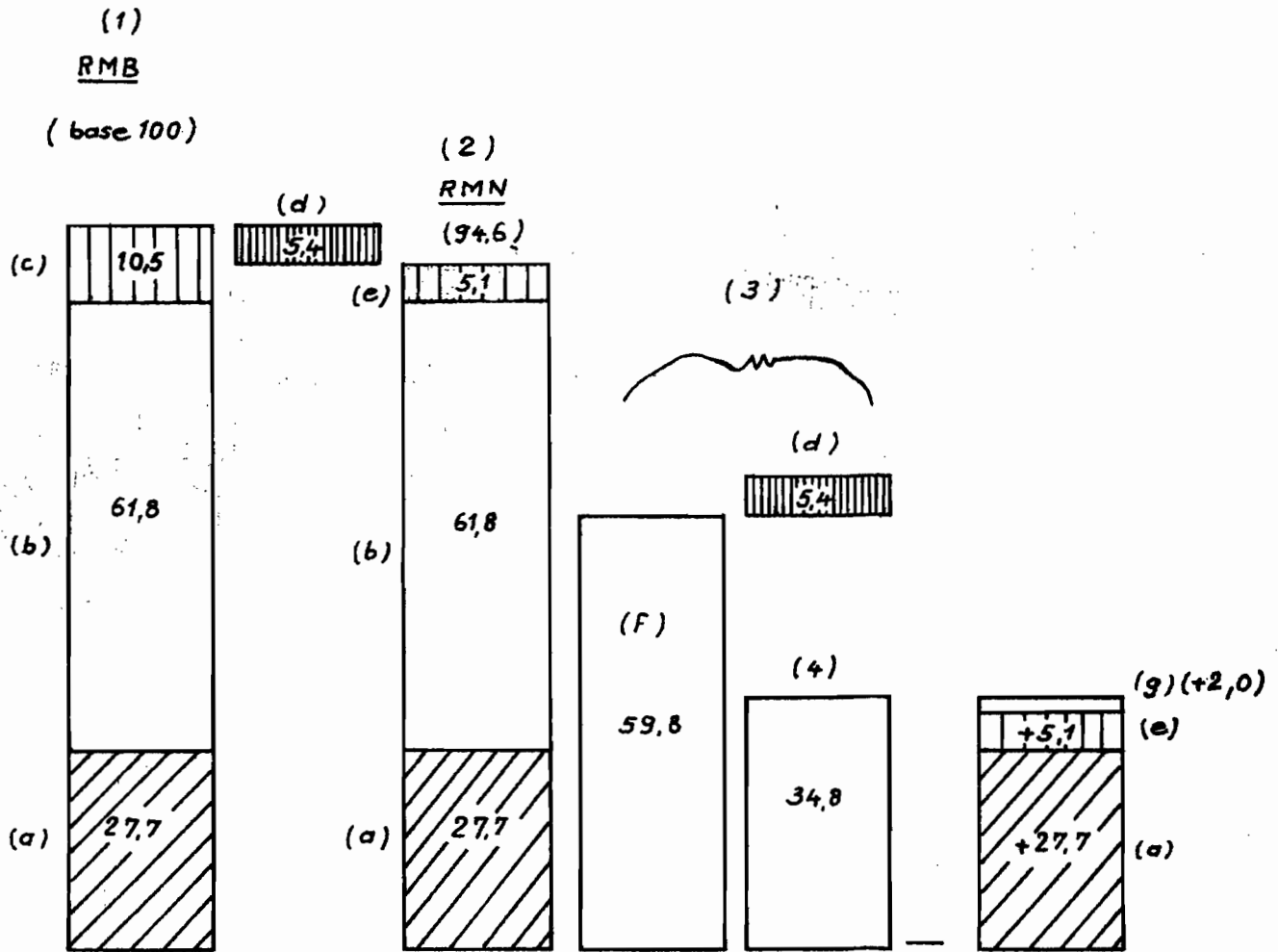
Première constatation : Le revenu monétaire brut est tout à fait comparable quant à son montant absolu à celui observé à l'intérieur du pays Mossi. Compte tenu de la vitesse avec laquelle il va se développer, on peut estimer qu'une analyse ne retenant que l'année initiale d'arrivée aurait montré que la migration en direction des "terres neuves" se traduit la première année par une opération négative du point de vue strictement monétaire. On sera amené, en examinant les structures d'exploitations notamment les entraides de travail entre zakse d'émigrés, à dresser le même bilan négatif. Les nouveaux arrivants gratifiant leurs prédécesseurs d'une sorte de droit d'entrée qui se manifeste par un échange inégalitaire de prestations de travail.

# STRUCTURE BUDGETAIRE

-DEDOUGOU-

( Colons 1972 - 1971 )

rapportée au RMB de base 100



(1) = Revenu monétaire brut ( 135,6 F / j / zaka )

$\left\{ \begin{array}{l} a = \text{revenu migratoire (37,5 F/j)} \\ b = \text{recette finale (83,8 F/j)} \\ c = \text{revente (14,3 F/j)} \end{array} \right.$

d = consommation intermédiaire (7,3 F/j)

(2) = Revenu monétaire net ( 1 - d = 128,3 F/j )

e = bénéfices commerciaux (7,0 F/j)

F = consommation finale (81,1 F/j)

(3) = Dépense totale = (d) + (F) = 88,4 F/j

(4) Epargne = (1) - (3) ou (a) + (e) + (g) = 47,2 F/j

Seconde constatation : Le revenu monétaire continue à reposer pour une fraction non négligeable sur les revenus migratoires (37,5 F.CFA par jour - supérieure à celle du pays Mossi !)

Nous voyons deux explications possibles et complémentaires à ce paradoxe :

- Premièrement, la structure familiale des nouveaux immigrants est encore très fragile. Souvent ils ont abandonné le pays Mossi à la suite de mécomptes divers sans avoir auparavant battu le rappel de leurs migrants absents. Tronçonnée au lieu de départ la zaka d'immigrants reste tronçonnée au lieu d'arrivée. Cela pourrait nous amener à réviser bon nombre d'idées préconçues en la matière.

- Deuxièmement, les difficultés initiales sont en grande partie rondues supportables parce que les deux courants migratoires (migrations de travail et migrations agricoles) constituent un tout étroitement imbriqué. Serait-il excessif d'émettre l'hypothèse que la décision d'accomplir une migration agricole (soit à partir du pays Mossi, soit entre deux zones de colonisation) doit être grandement facilitée lorsque la famille tentée par l'expérience sait qu'elle peut compter au moins les premières années sur le soutien monétaire de ses migrants de travail.

Il nous paraîtrait donc extrêmement dangereux de vouloir analyser séparément les deux phénomènes et de prétendre non seulement les décourcircuiter mais encore remplacer l'un par l'autre. En clair cela signifie qu'interrompre, à la suite d'une décision politique, les migrations de travail afin de les canaliser sur des nouvelles terres à mettre en valeur ne serait tolérable pour la population concernée que si le manque à gagner était compensé par une "prime" au minimum équivalente à 30.000 F.CFA pour les deux premières années et probablement supérieure si l'on veut tenir compte de ce que rapporte effectivement un migrant, en produits et marchandises, au terme de son séjour à l'étranger.

Troisième constatation : Occupés par des tâches plus pressantes les nouveaux arrivants n'ont ni le temps ni les fonds pour se consacrer au commerce. Lorsqu'ils s'y livrent ils privilégient par contre les activités n'immobilisant qu'un minimum de capitaux mais dégagant le plus haut taux de marges possible (revente de produits élaborés).

Quatrième constatation : La faiblesse des consommations finales relativement au revenu monétaire net. De toute évidence la frugalité est la première vertu du nouvel arrivant. Les difficultés qu'il connaît dès son installation, et peut-être aussi un effet d'émulation, l'incitent à reconstituer dans les plus brefs délais sa capacité d'épargne largement entamée. Il a visiblement hâte de "s'en sortir" quitte à faire appel avec insistance au petit frère ou à l'enfant parti en Côte d'Ivoire.

Niveau des agrégats exprimés par tête et par an.

(moyenne : 7,90 présents annuellement).

(1) : RMB =	6265.
a = revenu migratoire :	1733.
b = recette finale :	3871.
c = vente :	661.
d = consommation intermédiaire :	337.
(2) : RMN =	5928.
e = bénéfices commerciaux :	323.
f = consommation finale :	3747.
(3) : D = (d) + (f) =	4084.
(4) : Epargne = (1) - (3) =	2181.



B - La structure des agrégats pour les colons installés en 1970-1969 - 1968. (échantillon 14 zakse - exploitations).

On voit l'ampleur des modifications apportées à la structure budgétaire précédente dues pour l'essentiel au renversement des deux postes (a) et (c). Les revenus commerciaux font un bond impressionnant puisqu'ils quadruplent en valeur relative (dépassant largement les 30 % obtenus en pays Mossi) et décuplent en valeur absolue. Cependant la part revenant aux ventes finales d'exploitation reste majoritaire et excède toujours de plusieurs points celle enregistrée au pays Mossi (55,8 % contre 47,4 %).

Si l'on considère le revenu net, notablement amoindri par les achats intermédiaires, le rôle déterminant des ventes finales ressort encore de manière plus frappante (près de 89 % de cet agrégat contre guère plus de 60 % en pays Mossi). Les difficultés des deux premières années sont désormais oubliées. Le passage d'une économie productive à une économie redistributive ne s'effectue pourtant pas sans essuyer, parfois, autant de pertes que de profits. On ne s'improvise pas aussi soudainement tenancier d'éventaires de produits manufacturés, surtout lorsque la concurrence est vive et qu'il faut s'insérer, à coup de sous-enchères, dans les moindres interstices laissés par les plus anciennement installés.

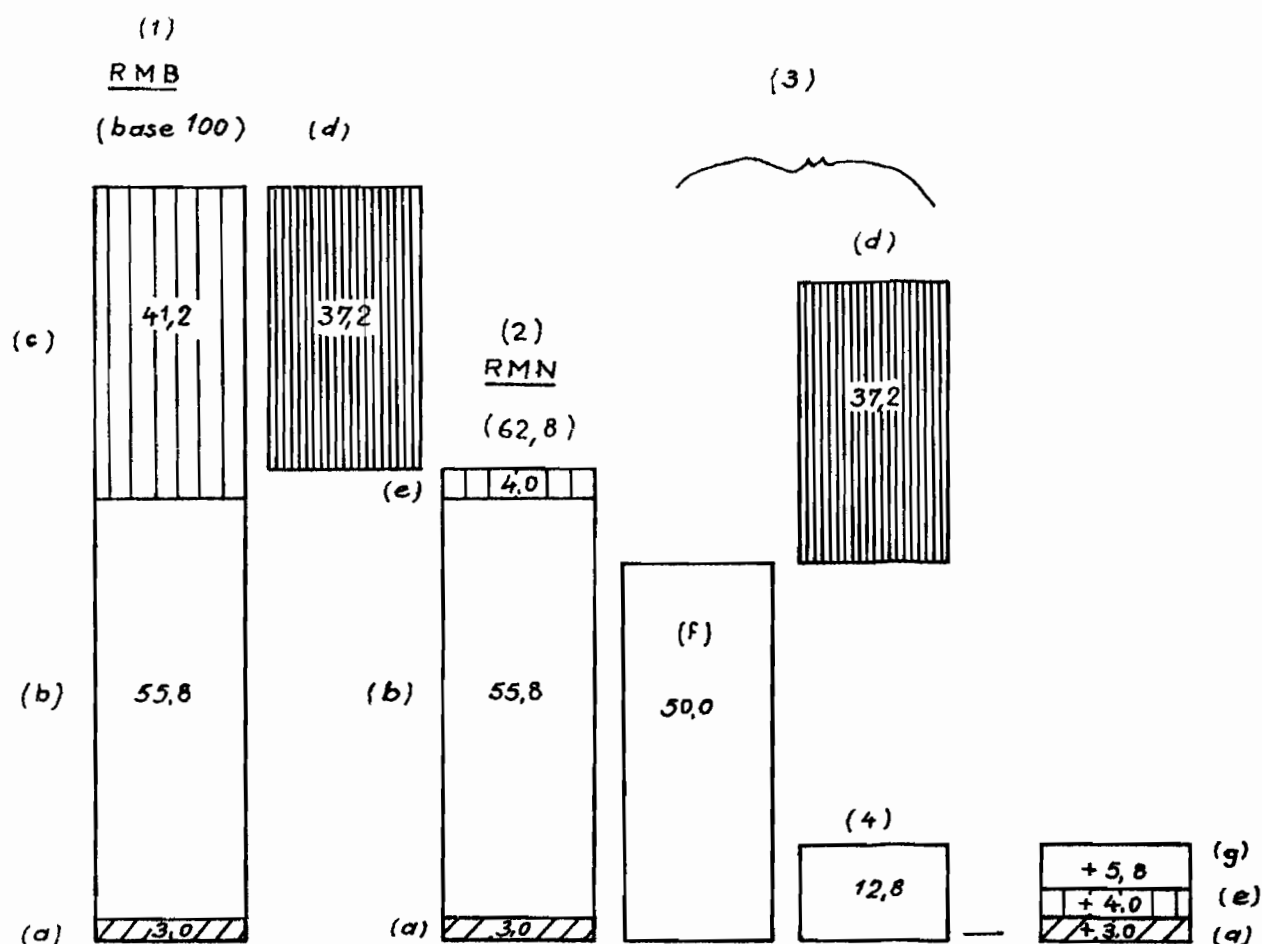
Après la phase du "droit d'entrée" vient donc celle de l'ouverture et de l'apprentissage au commerce. Il est remarquable que la plupart des colons commerçants soient non seulement des individus à faible statut social mais aussi des ex-migrants de travail dont la dernière expérience à l'étranger remonte à quelques années seulement. On comprend dès lors où tend à s'investir en priorité l'excédent d'épargne, composée à 80 % d'apports migratoires, des nouveaux arrivants. Nous avons ainsi la parfaite illustration de ce double circuit monétaire parallèle à financement clos auquel nous faisons allusion dans la première partie de l'ouvrage.

# STRUCTURE BUDGETAIRE

- DEDOUGOU -

(Colons 1970-1969-1968)

rapportée au RMB de base 100



(1) = Revenu monétaire brut (339,6 F/j/zaka)

- a = revenu migratoire (10,1 F/j)
- b = recette finale (189,4 F/j)
- c = revente (140,1 F/j)
- d = consommation intermédiaire (126,5 F/j)

(2) = Revenu monétaire net (1-d = 213,1 F/j)

- e = bénéfices commerciaux (13,6 F/j)
- f = consommation finale (169,9 F/j)

(3) Dépense totale = (d) + (f) = 296,4 F/j

(4) Epargne = (1) - (3) ou (a) + (e) + (g) = 43,2 F/j

Niveau des agrégats par tête et par an. (moyenne : 7,86 présents annuellement).

(1) : RMB =	15.770
a = revenu migratoire :	469
b = recette finale :	8.795
c = revente :	6.506
d = consommation intermédiaire :	5.874
(2) : RMN =	9.896
e = bénéfices commerciaux :	632
f = consommation finale :	7.890
(3) : D = (d) + (f) =	13.764
(4) : Epargne = (1) - (3) =	2.006

Par rapport au RMN obtenu au pays Mossi (3.646 F.CFA per capita) le bond est énorme. Si le revenu migratoire individuel tombe de plus de moitié, les recettes finales se multiplient par près de 4 - les recettes commerciales par 4,7 - les dépenses finales par 2,6 - l'épargne par 3. Ceci, notons-le déjà, sans surcroît appréciable de travail.

C - La structure des agrégats pour les colons installés avant 1968,  
(chefs pondérés) - (échantillon 12 zakse - 19 exploitations), (1).

La progression continue. Il n'y a plus guère désormais de points communs avec aucune des strates examinées antérieurement. Nous nous trouvons réellement devant une structure nouvelle possédant sa propre logique et il est permis de se demander si nous avons encore affaire à une paysannerie de colons. Certes l'activité agricole n'est pas abandonnée. Le fait que les seules recettes finales d'exploitation atteignent près de deux fois la totalité du revenu brut du pays Mossi suffit à nous en persuader. Mais est-ce vraiment la valeur absolue qu'il importe de considérer ? Le bilan déficitaire que l'on enregistre sur les opérations finales nous paraît bien davantage significatif de la véritable option à laquelle ces "anciens" colons semblent se rallier. Se trouvant dans un milieu naturel favorable à l'agriculture, disposant d'une main d'oeuvre supérieure en nombre (chefs pondérés la taille moyenne de la zaka s'établit à 10,4 résidents présents annuellement) il n'y a aucune raison, sinon un choix délibéré, d'aboutir à ce résultat négatif.

La plus grosse part des dépenses revient donc aux consommations commerciales et la quasi-totalité de l'épargne provient des activités de revente. On peut d'ailleurs observer que l'apport des migrants "extérieurs" pourrait parfaitement disparaître sans remettre en cause l'équilibre monétaire établi.

---

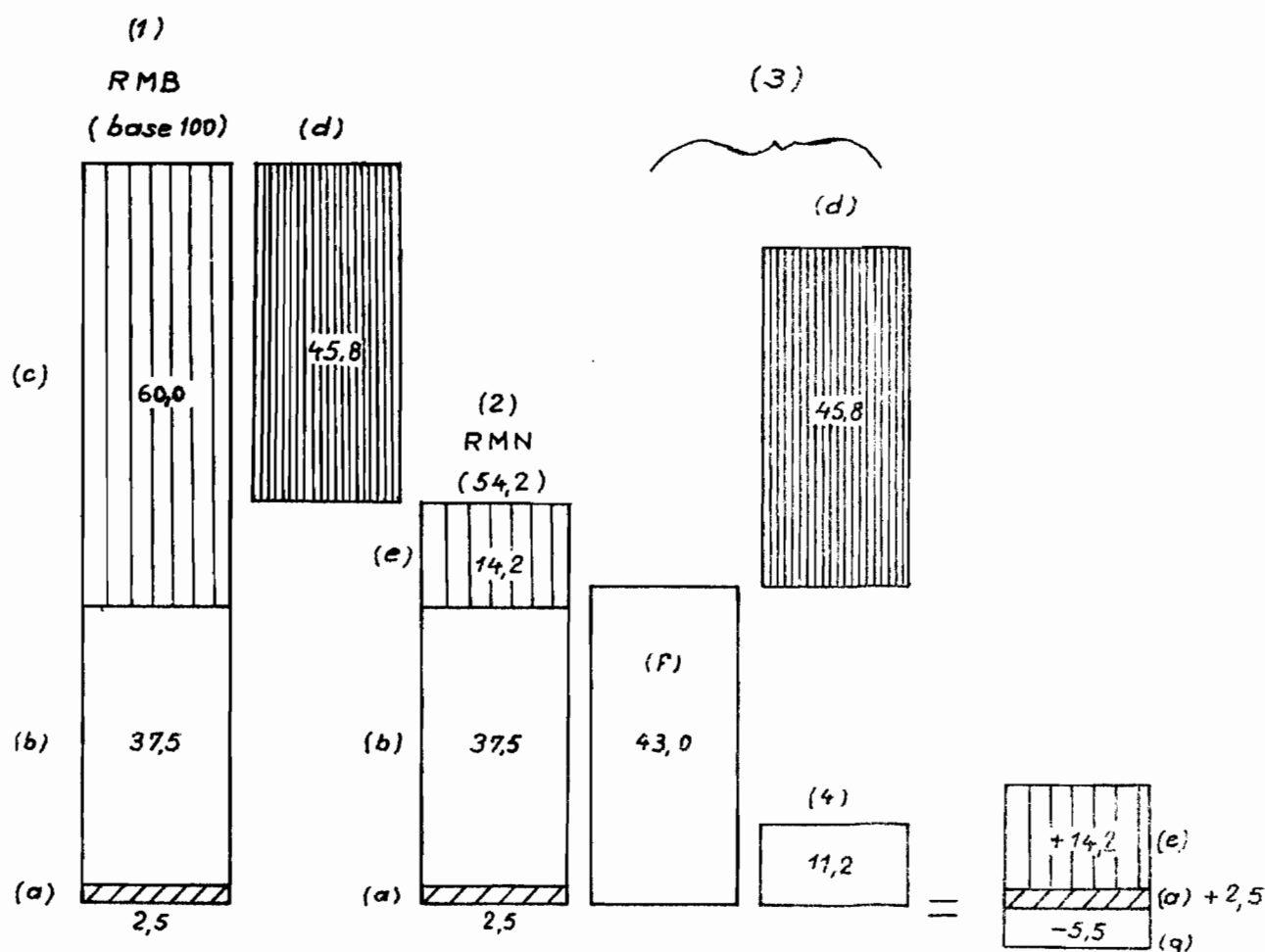
(1) - Le nombre élevé d'exploitations au regard du nombre de zakse (ratio = 158) provient essentiellement du choix non aléatoire du chef Mossi de Kary (7 exploitations). Une seconde zaka, unie jusqu'en mai 1973, s'est scindée à son tour en deux exploitations dès l'ouverture de la saison agricole.

# STRUCTURE BUDGETAIRE

- DEDOUGOU -

(Colons de 1967 et avant)

rapportée au RMB de base 100



(1) = Revenu monétaire brut (672,8 F/j/ zaka)

- $\left\{ \begin{array}{l} a = \text{revenu migratoire (17,0 F/j)} \\ b = \text{recette finale (252,4 F/j)} \\ c = \text{revente (403,4 F/j)} \end{array} \right.$

d = consommation intermédiaire (308,2 F/j)

(2) = Revenu monétaire net (1-d = 364,6 F/j)

e = bénéfices commerciaux (95,2 F/j)

F = consommation finale (289,2 F/j)

(3) = Dépense totale = (d) + (F) = 597,4 F/j

(4) = Epargne = (1) - (3) ou (a) + (e) + (g) = 75,4 F/j

Une confirmation de ce renoncement, au moins relatif, à l'agriculture, nous est fournie par la simple comparaison de l'échelle des revenus avec celle de la valeur monétaire du capital possédé.

Voici ce que cela donne :

1/ Progression du RMB relativement au capital brut détenu :

(chiffres ramenés au niveau de l'exploitation) - (base 100 pour les "jeunes colons" de 1972 -1971).

	<u>Indices RMB</u>	<u>Indice capital</u>
Colons : 72 - 71	100	100
Colons : 70 - 69 - 68	250	252
Colons 67 .....	447	234

Déjà à ce niveau l'on perçoit que le RMB continue à progresser malgré un capital qui non seulement plafonne mais diminue.

2/ Progression des "Recettes finales d'exploitation" relativement au capital agricole stricto-sensu (cheptel, outillage, bicyclette non comprise).

	<u>Indices recettes finales.</u>	<u>Indice capital.</u>
Colons : 72 - 71	100	100
Colons : 70 - 69 - 68	226	265
Colons : 67 .....	271	206

L'amoindrissement du capital agricole dans les plus vieilles exploitations est flagrant. Les recettes finales poursuivent néanmoins leur progression, quoique à un taux sensiblement ralenti. Le rendement du capital s'est donc accru mais les véritables raisons de ce phénomène tiennent premièrement au fait que les plus anciennement installés ont pu s'attribuer les meilleures terres ... parmi celles que leur ont laissées les Bobo, deuxièmement à l'échange inégal de travail dont ils sont les grands bénéficiaires.

Niveau des agrégats exprimés par tête et par an (moyenne : 10,40 présents annuellement).

(1) : RMB =	23.613
a = revenu migratoire :	597
b = recette finale :	8.858
c = revente :	14.158
d = consommation intermédiaire :	10.817
 (2) : RMN =	12.796
e = bénéfices commerciaux :	3.341
f = consommation finale :	10.150
 (3) : D = (d) + (f) =	20.967
 (4) : Epargne = (1) - (3) =	2.646

D - La structure (globale) des recettes et des consommations.

Sans doute eût-il été plus satisfaisant de détailler l'analyse par dates d'arrivée ; nous avons cependant préféré ne pas démultiplier à l'excès le nombre de tableaux d'autant que l'examen comparatif des agrégats nous a déjà amplement éclairé sur les mécanismes de transition entre les diverses phases et les principales mutations budgétaires auxquelles ils donnent lieu.

Les chiffres rapportés en tête de colonnes correspondent ainsi à la valeur moyenne des agrégats calculés sur nos trois sous-ensembles réunis. Ces moyennes ne sont d'ailleurs pas dénuées de sens puisque la pondération de chaque sous-groupe représente assez exactement la structure réelle de cette population immigrée.

Tableau par postes : (ensemble DEDOUGOU).

Rubriques	D 303,4	R 357,2	DC 130,6	RC 163,5	M 32,9	DF 172,8	RF 193,7 a + b	BF +20,9
1 VLB	11,33	13,74	10,54	8,52	- 3,58	11,97	17,84	+
2 VLE	2,85	1,48	0,03	0,41	+ 2,70	5,11	2,32	-
3 NVLB	1,22	12,50	0,15	0,11	- 0,17	2,09	22,26	+
4 NVLE	1,41	2,94	0,24	1,17	+ 6,73	2,35	4,33	+
5 ST	0,49	2,19	0	0	-	0,88	3,91	+
6a PAL	10,40	12,42	13,46	8,88	- 18,58	7,94	15,20	+
6b	11,21	5,84	18,00	13,26	- 15,12	5,76	0	-
7 PAI	7,72	2,14	11,08	4,87	- 32,35	5,02	0	-
8 PNAI	39,64	27,02	46,50	61,36	+150,43	34,12	0	-
9 TM	13,73	19,73	0	1,42	+ 9,94	24,76	34,14	+
T.	100	100	100	100	100	100	100	+
dont part du mil- sorgho.	9,33	9,47	8,13	8,32	+ 9,44	10,30	10,37	+

L'examen des dépenses montre que l'élévation des revenus monétaires a pour effet d'augmenter sensiblement les achats de produits importés, en particulier non alimentaires (poste n° 8) mais



aussi les dépenses de transferts (salaires, dons .....). Cet accroissement s'effectue au détriment des produits locaux non vivriers, (postes n° 3 et 4) et des vivriers locaux élaborés (poste n° 2). En revanche les postes n° 1, 5, 6a et 6b restent inchangés.

La plus grosse fraction des dépenses intermédiaires se reporte également sur les denrées et articles d'importation, que l'on retrouve comme il se doit dans la colonne des revenus commerciaux.

Parmi les recettes, le fait le plus notable est l'accroissement considérable des produits non vivriers, composés ici presque intégralement de coton. En valeur absolue environ 15.380 F. CFA par zaka et par an, soit trente-six fois le montant de KOUDOU-GOU, trente-quatre fois celui de YAKO, quatorze fois celui de ZORGHO.

Les revenus de transferts loin de disparaître continuent à fournir un appoint appréciable mais la fraction proprement migratoire n'intervient plus que pour une part résiduelle (35 % des transferts reçus).

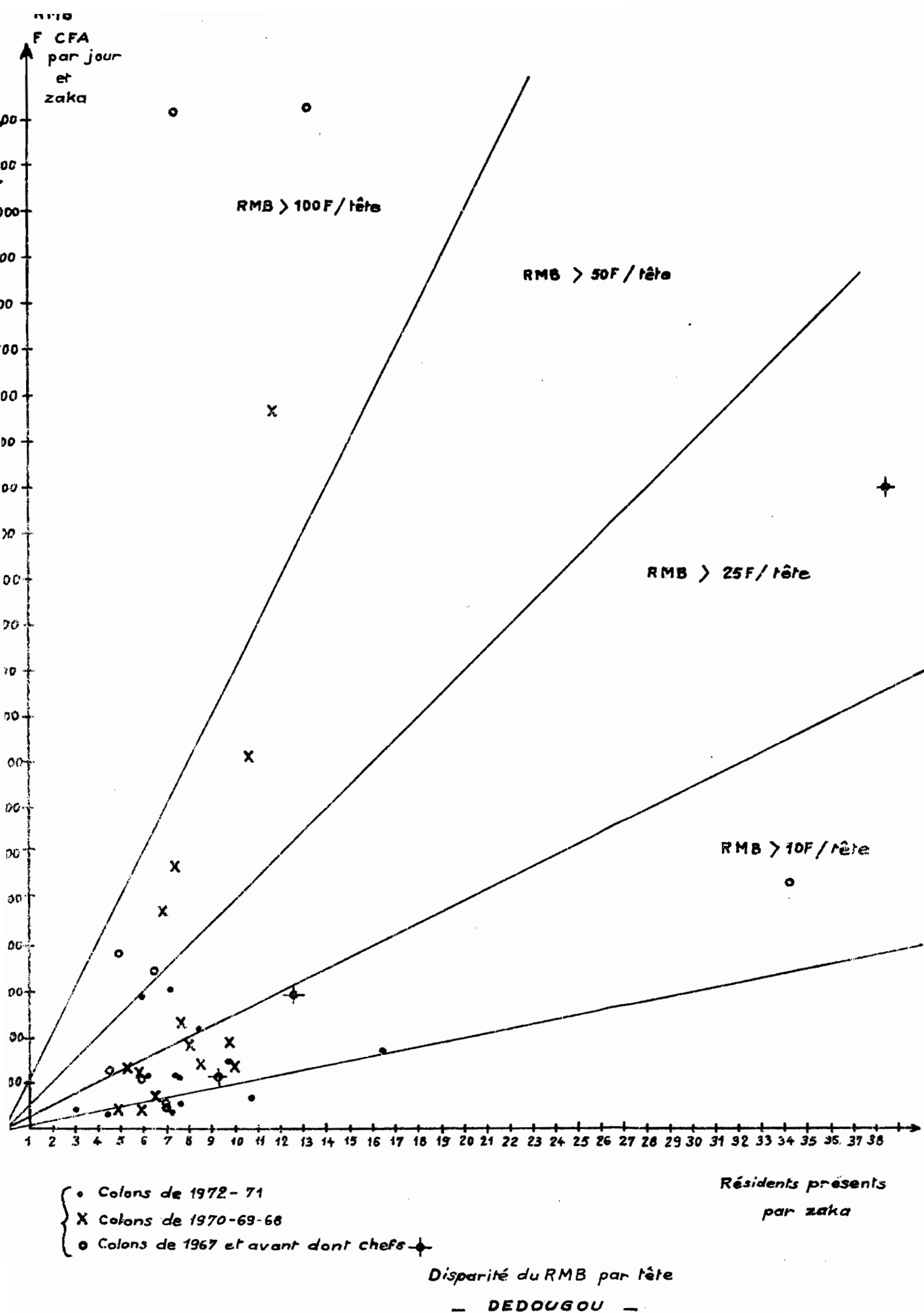
Dans l'ensemble les colons Mossi de DEDOUGOU font donc figure de privilégiés, encore qu'il ne faille pas se dissimuler l'ampleur des disparités non seulement selon leur époque d'installation mais aussi à l'intérieur des trois catégories que nous avons distinguées. Les graphiques ci-joints en témoignent.

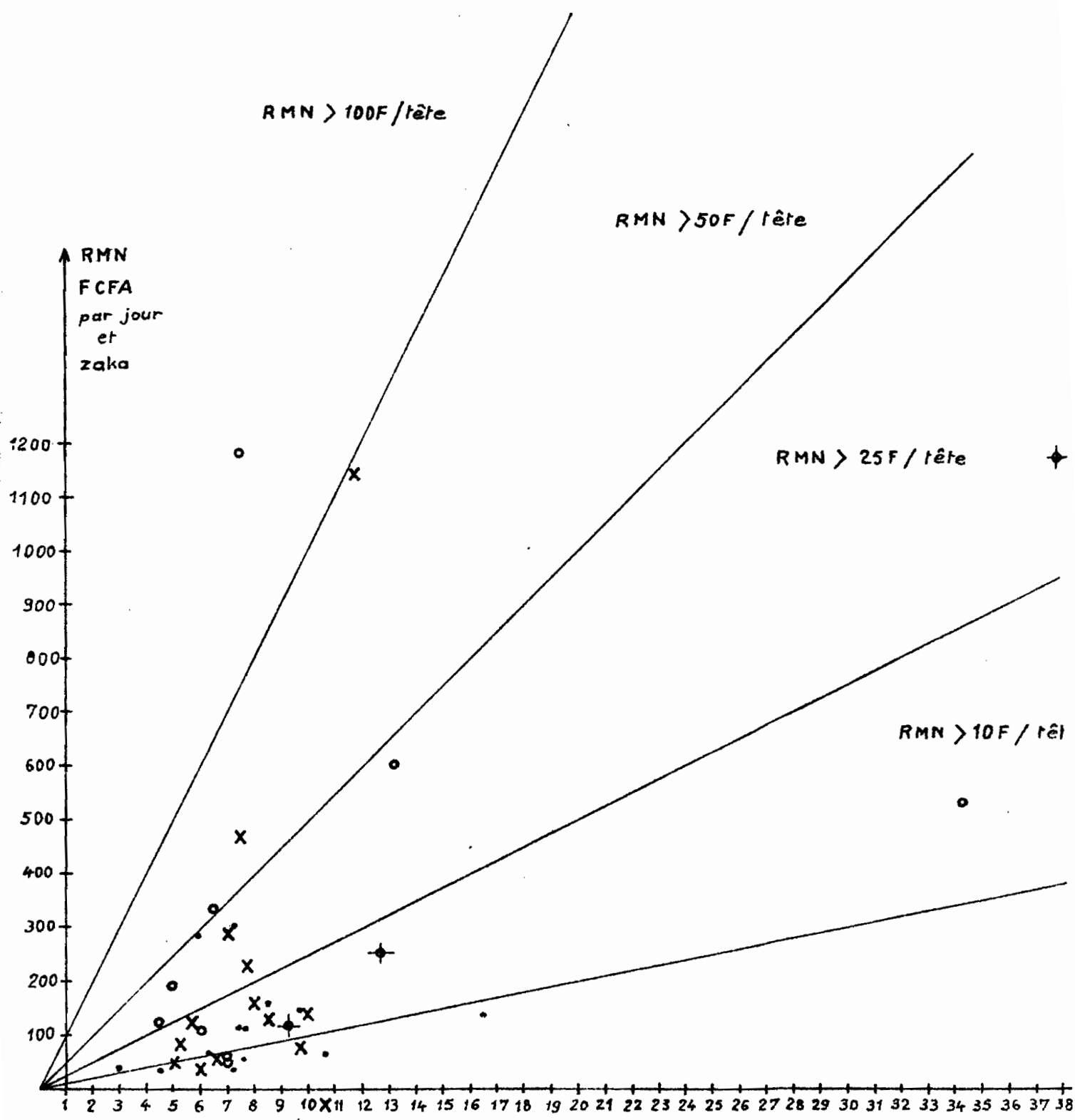
Ne considérant par exemple que le RMB l'étendue des distributions varie de 295,9 F/jour/tête au maximum à 7,4 F.CFA, au minimum pour les plus anciens arrivants (soit de 40 à 1) ; de 133,6 F/jour/tête à 6,6 F ; pour les suivants (soit de 20 à 1) et de 48,8 F/jour/tête à 4,7 F pour les derniers installés (soit de 10 à 1). On a la claire impression que les disparités ne vont qu'en s'accroissant à mesure que l'ancienneté augmente. Cette constatation

corrige donc passablement la vision d'une dynamique très "mécaniciste" entraînant l'élévation du revenu constante, rapide, répartissant uniformément les fruits de sa progression entre les différentes couches de la population. Il faudrait être singulièrement fermé aux réalités pour se refuser à admettre l'évidence que les cartes de ce jeu migratoire sont, dès le départ, biaisées. Voir dans les disparités de revenus le reflet de qualités individuelles (un tel est "débrouillard", un tel ne l'est pas, celui-ci est "courageux", cet autre "oisif" ou débauché" ..... ) renvoie plus à une mythologie simpliste du Far-West (1) qu'à une analyse critique des mécanismes socio-économiques. De ce point de vue un terme d'apparence aussi neutre que celui de "front pionnier" nous paraît bien dangereux parce qu'il tend à imposer l'idée d'une avancée systématique, groupée, plaçant d'office tous ces "pionniers" au même niveau. Inutile d'insister sur le véritable contenu idéologique que ce terme recouvre en réalité.

---

(1) - L'OR - de Blaise Cendrars - nous a toujours paru être le meilleur ouvrage d'initiation aux théories économiques classiques.





- Colons de 1972-71
- X Colons de 1970-69-68
- o Colons de 1967 et avant dont chefs

Disparité du RMN par tête  
- DEDOUYOU -

- TOUGAN -

TOUGAN, plus que toute autre strate, a subi en 1972-73 les méfaits de la sécheresse. Aussi les chiffres auxquels nous avons abouti cette année peuvent ne pas refléter tout à fait le niveau "normal" de la région. (En supposant un bilan final en produits vivriers équilibré - hypothèse admissible - l'on obtiendrait des niveaux corrigés supérieurs d'environ 16 % à ceux que nous avons estimés).

A - La structure des différents agrégats.

Par la masse de leurs revenus bruts les anciens colons Mossi de TOUGAN sont à peu près comparables à nos colons de "deuxième-âge" de DEDOUGOU. En temps ordinaire ils se situeraient vraisemblablement légèrement au dessus plutôt que légèrement au dessous comme cette année.

La comparaison mérite qu'on s'y arrête un instant. En effet nous avons pu enregistrer, au sein même de notre échantillon, un exode massif durant le premier trimestre de 1973 (1) en direction principalement des nouveaux foyers d'immigration de la région sud et sud-ouest de DEDOUGOU. Savaient-ils tous clairement ce qui les attendait les premières années ? On peut en douter.

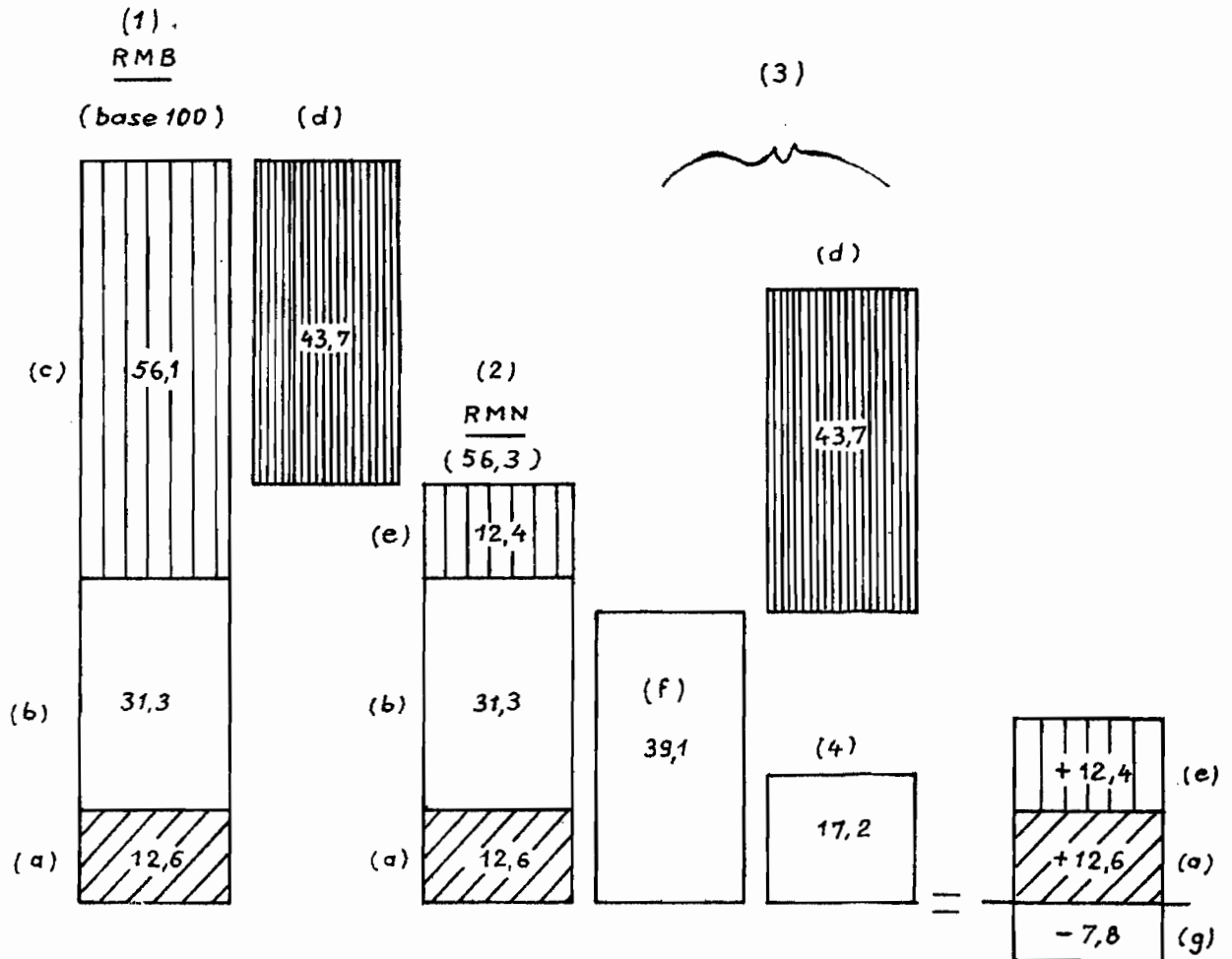
---

(1) - Bompéla a été particulièrement affecté - Nous estimons qu'entre 1972 et 1973 ce village a perdu près du quart de sa population.

# STRUCTURE BUDGETAIRE

## - TOUGAN -

Rapportée au RMB de base 100



(1) = Revenu monétaire brut (320,5 F/j / zaka)

- $\left\{ \begin{array}{l} a = \text{revenu migratoire} \quad (40,2 \text{ F/j}) \\ b = \text{recette finale} \quad (100,5 \text{ F/j}) \\ c = \text{revente} \quad (179,8 \text{ F/j}) \end{array} \right.$

d = consommation intermédiaire (140 F/j)

(2) = Revenu monétaire net (1 - d = 180,5 F/j)

e = bénéfices commerciaux (39,8 F/j)

f = consommation finale (125,2 F/j)

(3) = Dépense totale = (d) + (f) = (265,2 F/j)

(4) = Epargne = (1) - (3) ou (a) + (e) + (g) = (55,3 F/j)

En revanche si l'on examine la structure de ces agrégats on se rend compte sans peine de la spécificité de TOUGAN au regard des autres zones déjà étudiées.

Par le rôle reconnu du commerce on se rapproche des plus anciens colons de DEDOUGOU, mais ce commerce on le verra est d'une nature très différente ; par l'apport migratoire on se rapprocherait plutôt des strates intérieures au pays Mossi. En conséquence la fraction de revenu procurée par les ventes finales d'exploitation tombe, pour la première fois, au dessous du tiers des rentrées d'argent. Nous hésiterions cependant à parler ici de pseudo-agriculteurs. Leur structure de recettes et de consommations va nous montrer pourquoi.

B - Recettes et consommations - Les répercussions de la sécheresse.

Tableau par postes :

Rubriques	D 265,2	R 320,5	DC 140	RC 179,8	M 39,8	DF 125,2	RF 140,7 a + b	BF +15,5
1. VLB	30,85	12,65	16,12	15,47	+13,01	47,57	9,00	-
2. VLE	2,31	3,15	0,89	1,60	+ 4,32	3,92	5,15	+
3. NVLB	3,52	4,31	5,49	6,75	+11,54	1,29	1,14	-
4. NVLE	1,01	1,63	0,78	0,67	+ 0,24	1,26	2,87	+
5. ST	0,27	0,03	0	0	-	0,57	0,07	-
6a. PAL	16,91	34,53	26,31	25,05	+20,27	6,24	46,82	+
6b.	23,69	18,57	39,03	32,90	+ 9,55	6,28	0	-
7. PAI	1,94	0,08	0,32	0,15	- 0,51	3,79	0	-
8. PNAI	13,32	9,83	11,06	17,41	+41,58	15,89	0	-
9. TM	6,18	15,22	0	0	-	13,19	34,95	+
T.	100	100	100	100	100	100	100	+
dont part du mil- sorgho.	20,43	9,45	12,73	12,22	+10,29	29,18	5,87	-

La première colonne du tableau nous permet d'évaluer directement les répercussions de la sécheresse. Rien que les achats de mil ont en effet accaparé plus de  $\frac{1}{5}$  des débours monétaires, soit près de 20.000 F. CFA par famille. Au prix moyen voisin de 675 F. CFA la tine cela représente un achat d'environ 475 KG ou la production d'un hectare ..... Certes tout n'était pas destiné à l'alimentation des ménages, à peu près un tiers étant distrait à des fins commerciales.

Par contraste les dépenses de produits importés, apparaissent dérisoires - mais guère plus, est-il encore besoin de le dire, que les calculs d'élasticité dans lesquels se complaisent bon nombre d'ingénieurs statisticiens-économistes.

Les postes n° 6a et 6b (poisson, élevage et cola) retiennent également l'attention par leur importance dans les dépenses de nature commerciale. L'achat d'un panier de cola (5250 F.CFA) est très souvent le premier acte par lequel un migrant de TOUGAN signale son retour. Cet acte en entraînant un autre, au rythme de deux ou trois achats par mois, la communauté mossi s'est à la longue plus ou moins instaurée fournisseur de cola des populations autochtones. Cependant TOUGAN vit d'abord et avant tout grâce à un abondant élevage, qui lui assure non seulement l'essentiel de son revenu final (plus de 24.000 F.CFA en valeur absolue), mais surtout lui permet, les années où les récoltes ont été déficientes, de compenser la perte nette monétaire, et, éventuellement comme ce fut le cas en 1973 d'acheter du mil pour se nourrir. L'élevage est ainsi parfaitement intégré à un système productif de type sub-sahélien marqué par l'extrême versatilité de sa pluviométrie.

Certains lecteurs se prendront sans doute à regretter la primarité de cette intégration "agriculture-élevage" se référant aux diverses expériences tentées çà et là de culture attelée. Ce n'est pas notre opinion. Nous voyons au contraire dans ce niveau modeste d'intégration (aux yeux du "développeur") une preuve manifeste de



rationalité économique. En effet il se trouve que la plupart des essais d'introduction de culture attelée s'inscrivent presque toujours dans une optique privilégiant les cultures de "rente" (1) (coton - arachide). Cela tenant simplement au fait que la fourniture de l'attelage repose sur le crédit monétaire. Or la société accordant le crédit, soit directement soit par l'entremise du réseau bancaire, n'est assurée de rentrer dans ses frais que si le villageois désormais endetté se plie à la culture de "rente" qui lui est imposée (2). Cette imposition n'a nullement besoin, notons-le, de recourir à des moyens visibles de coercition. Il suffit pour cela d'établir un circuit de commercialisation efficace, étroitement contrôlé, quitte à maintenir les circuits "traditionnels" des produits vivriers dans l'état le plus achevé de déliquescence. Ici encore règne une mythologie qu'il convient de dénoncer. Celle qui voudrait nous persuader qu'il est impossible d'organiser de façon cohérente les circuits commerciaux de produits vivriers, qu'il existe à leur encontre une espèce de fatalité. On voit clairement les conséquences de cette "fatalité" les mauvaises années.

Les villageois qui démontrent ainsi une parfaite conscience de leur situation continuent pourtant, dans leur très grande majorité à ne pas s'interroger au delà des causalités les plus immédiates. Il n'a pas plu, la faute en incombe aux chasseurs de pluie. Un matin de septembre comme nous arrivions dans l'un des

---

(1) - de "rente" pour qui ?

(2) - "La culture attelée (....) doit néanmoins être encouragée chez les cultivateurs qui ont déjà adopté les thèmes simples et qui, par ailleurs, disposent de terres en quantité suffisante pour pouvoir augmenter leurs surfaces de rente et faire face à l'augmentation de leurs charges financières..." (Plan quinquenal de développement économique et social 1972-1976 - p. 84).

villages de TOUGAN, alors que les épis de mil commençaient à sécher sur pied, les notables étaient occupés à juger un homme âgé d'une trentaine d'années accusé d'avoir chassé la pluie. Il lui fut donc administré le "tinsé" - entrailles de poulet mélangées à la terre des ancêtres - Si l'homme est réellement coupable de ce dont on l'accuse le fétiche le condamne par cette ordalie à mourir empoisonné à très brève échéance. S'il en réchappe, mieux vaut de toute façon qu'il abandonne son village et son "budu" qui l'auront rejeté.

En résumé le bilan final s'est soldé à TOUGAN par un léger excédent fort simple à analyser.

- Premièrement un poste fortement déficitaire : les produits vivriers. L'ensemble mil + autres vivriers représente un manque quotidien voisin de 55 F. CFA par jour et zaka, soit 20.125 F.CFA pour l'année.

- Deuxièmement un surplus final en produits d'élevage, de l'ordre de 67 F. CFA. par jour et zaka soit 24.365 pour l'année. L'excédent d'un poste compense ainsi le déficit de l'autre, le surplus résiduel, servant à payer l'impôt (1).

Niveau des agrégats exprimés par tête et par an.  
(moyenne 10,76 présents annuellement).

(1) : RMB =	10.874.
a = revenu migratoire :	1.364.
b = recette finale :	3.410.
c = revente :	6.100.
d = consommation intermédiaire :	4.750.

---

(1) - Les villageois de Tougan ont été dispensés, à titre de population sinistrée de verser leur quote part de 1973..... avant octobre 1973, mois des récoltes de mil.

$$(2) : \text{RMN} = 6.124.$$

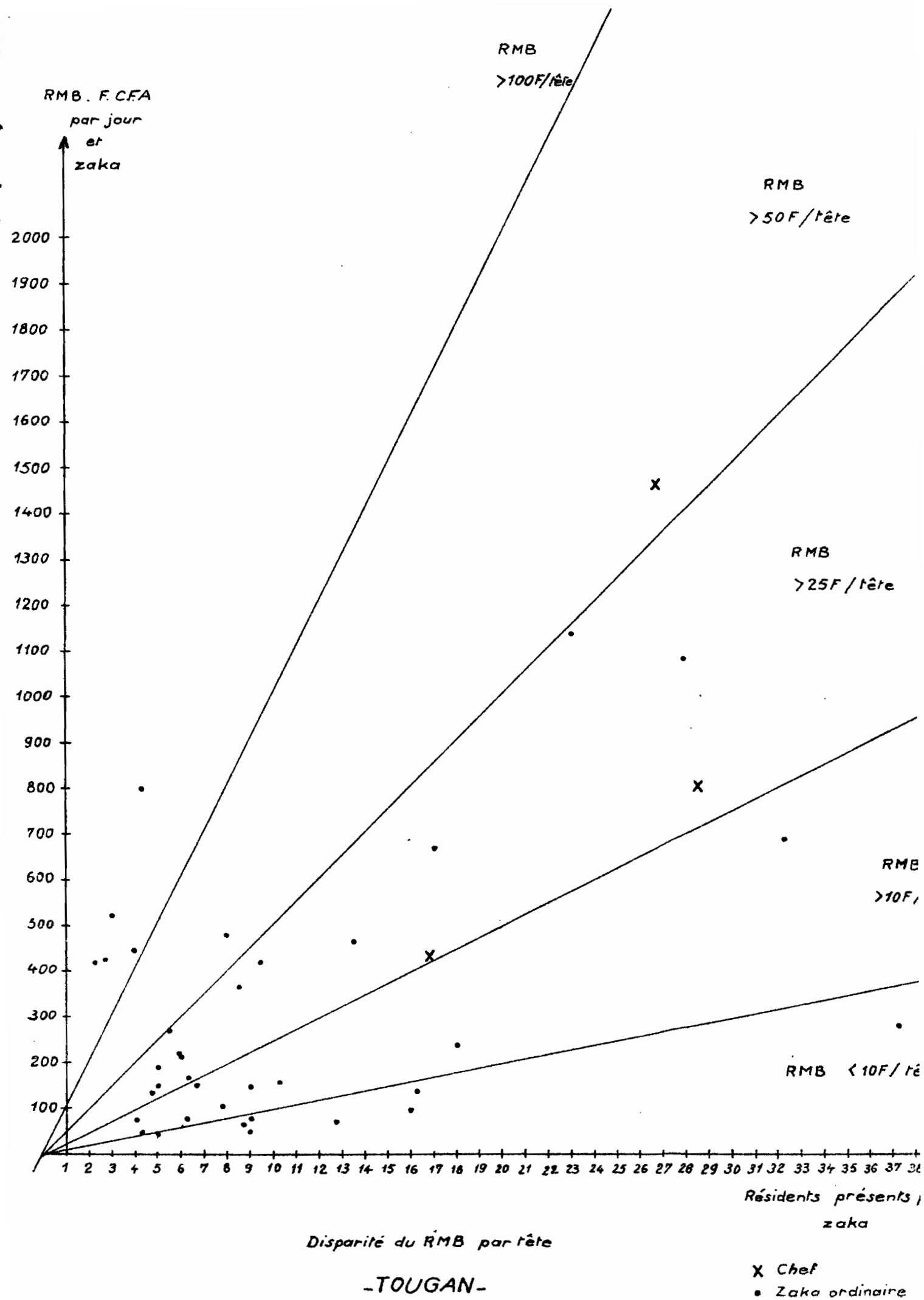
$$e = \text{bénéfices commerciaux} : 1.350.$$

$$f = \text{consommation finale} : 4.248.$$

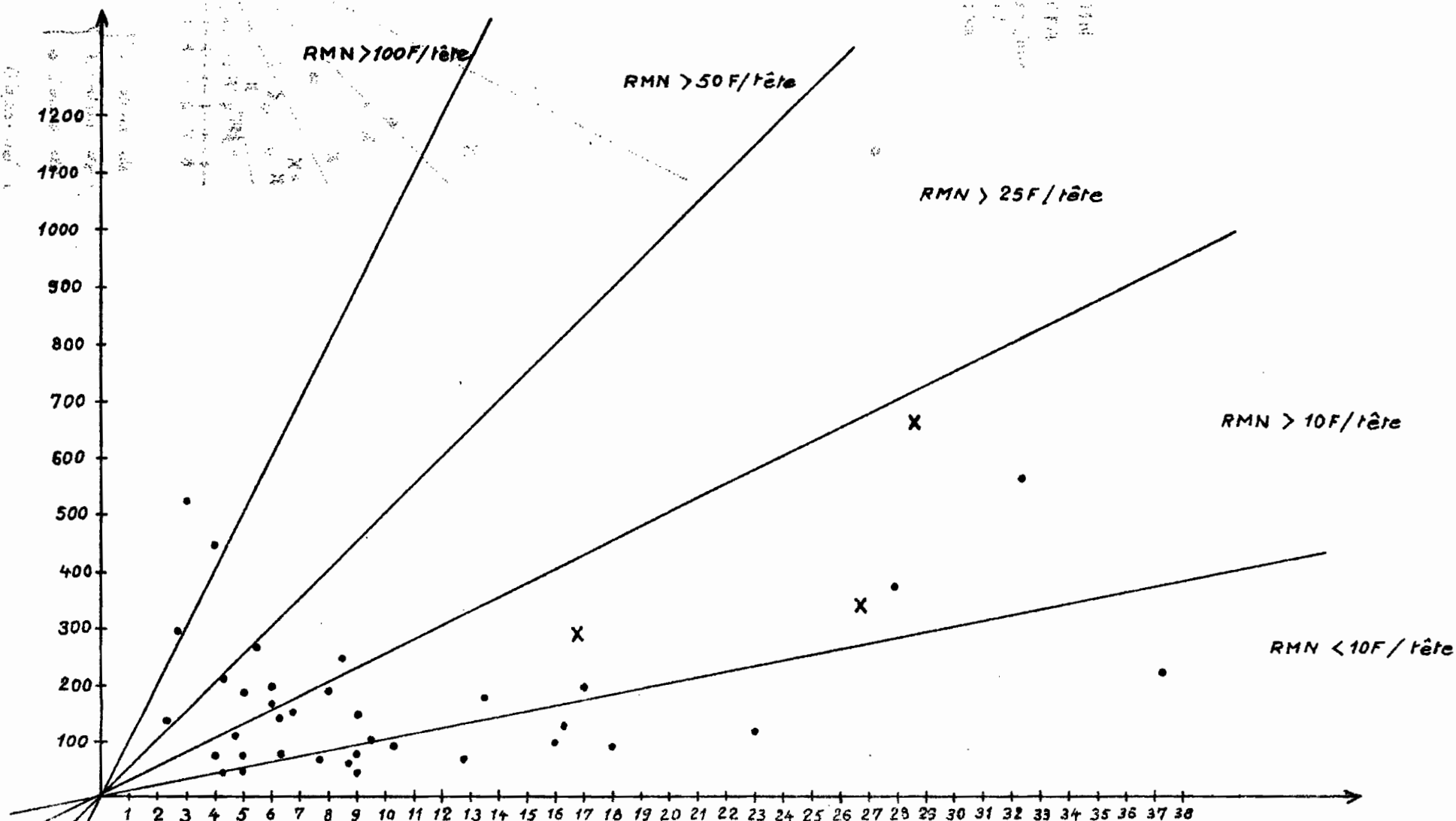
$$(3) : D = (d) + (f) = 8.998.$$

$$(4) : \text{Epargne} = (1) - (3) = 1.876.$$

Comme ailleurs ces valeurs moyennes masquent d'importantes disparités d'une famille à l'autre. Le graphique par points révèle par exemple que le RMB atteint au mieux 184 F.CFA par individu et par jour et au pire 5,4 F.CFA, que le RMN peut aller de 104,4 F. CFA à également 5,4 F.CFA.



RMN  
F CFA  
par jour  
et  
zaka



$RMN > 10F/tête$

$RMN < 10F/tête$

Disparité de RMN par tête

— TOUGAN —

Résidents présents

par zaka

X Chef

• Zaka ordinaire

### CONCLUSION D'ENSEMBLE SUR LE PHENOMENE DU COLONAT.

En essayant de demeurer objectif nous devons incontestablement porter au crédit de ces migrations agraires des performances monétaires en général très supérieures à celles qu'autorisent les structures économiques du pays Mossi. La différence, en gros, est de l'ordre de 1 à 2,5. Plus forte sur les consommations commerciales, plus faible sur les consommations finales.

Une estimation per capita faisait ressortir des dépenses finales de 3.040 F. CFA l'an pour le pays Mossi. En agrégeant nos deux strates de colonisation nous ferions ressortir un niveau moyen supérieur à 5.750 F. CFA. Donc un surcroît de bien-être évident. Cependant les disparités de revenu déjà considérables à l'intérieur du pays Mossi non seulement ne se résorbent guère par la migration mais ne font que s'aggraver, comme le démontre amplement le calcul de corrélation de rangs. Alors que nous obtenions en effet un coefficient égal à 0,49 pour le pays Mossi, un calcul similaire à partir des 78 couples de variables des deux zones de colonisation nous donne un coefficient encore plus faible : 0,36 ! Il n'est plus possible, à ce niveau, de soutenir l'existence de la moindre corrélation. Si corrélation il y a c'en est plutôt une au second degré, entre ces coefficients (0,49 et 0,36) et l'importance relative des recettes finales dans le revenu monétaire (47 % au pays Mossi, environ 40 % dans les zones de colonisation). De ce point de vue il n'y a aucun doute que les structures socio-économiques hors pays Mossi traduisent encore un plus haut degré de disfonctionnement que celui des zones de départ.

- A N N E X E - I.

LA SPECIFICITE DE LA CONSOMMATION DES MIGRANTS DE RETOUR.

Chaque fois qu'un migrant de travail a regagné la zaka familiale au cours d'une de nos périodes mensuelles d'observation nous avons été particulièrement attentif à sa structure personnelle de consommation, ce qui nous a permis d'une part d'évaluer son coefficient d'autonomie, d'autre part ses préférences consommatoires.

1/ L'autonomie du migrant de retour.

82,2 % des achats réalisés par le migrant dans les trente jours qui suivent le retour répondent à la satisfaction de besoins personnels. 10,4 % profitent au groupe de parenté dans lequel il réside et 7,4 % représentent des transferts (essentiellement monétaires) à destination de parents divers, de voisins, d'amis n'appartenant pas à son groupe de résidence. Les différences que l'on peut enregistrer d'une zone à l'autre ne nous paraissent pas significatives. (Considérant la seule fraction d'auto-fourniture on relève un taux minimum de 73 % à KOUDOUGOU ; 74,8 % à DEDOUGOU ; 81,8 % à YAKO ; 87,7 % à TOUGAN et 91,9 % à ZORGHO).

L'existence d'un circuit monétaire de financement clos ressort ainsi de façon évidente.

## 2/ La liaison entre la migration et le commerce.

Nous allons ci-dessous reprendre notre nomenclature par rubriques de dépenses en comparant successivement la structure des dépenses totales (D), commerciales (DC) et finales (DF) d'un migrant.

Tableau par postes : (migrants de retour).

Rubriques	D	DC en % de D	DC	DF
1. VLB	11,42	39,6	9,68	12,94
dont - mil	6,63	47,7	6,78	6,50
2. VLE	1,39	54,0	1,60	1,20
3. NVLB	0,10	0	0	0,19
4. NVLE	0,82	0	0	1,53
5. ST	0,19	0	0	0,35
6a. PAL	18,15	90,8	35,33	3,11
dont - poisson	16,74	98,5	35,33	0,5
6b. cola	23,12	95,4	47,29	1,98
7. PAI	1,10	0	0	2,07
8. PNAI	36,08	7,9	6,10	62,32
dont cycles..	27,75	4,7	2,81	49,57
9. TM	7,63	0	0	14,31
T.	100	46,7	100	100

La première colonne montre que plus des deux-tiers de la dépense globale se concentrent en trois postes :- cycles, cola, poisson - les deux derniers composés presque en totalité d'achats intermédiaires - 95,4 % pour la cola et 98,5 % pour le poisson - (cf. ce que nous disions à propos de TOUGAN).



La proportion des dépenses commerciales égales à 46,7 % dépasse sensiblement la moyenne générale de notre échantillon. Ainsi se trouve confirmée la liaison établie entre les deux circuits de financement clos, migratoires et commerciaux.

En revanche l'absence quasi absolue de relation entre le revenu migratoire et les dépenses participant directement à la modernisation agricole (engrais, pesticides, salaires à main-d'oeuvre) est tout aussi évidente.

Les migrants de retour n'affectent à ce genre de dépenses qu'une fraction insignifiante de 0,2 %.

N B : Le lecteur désireux de se faire une idée plus précise de la ventilation générale des dépenses de migrants, y incluant celles précédant l'arrivée au village, est prié de se reporter à notre texte : "Premières estimations chiffrées des migrations Mossi". (21 p. ronéo).

- A N N E X E - II.

LES TRANSACTIONS EN NATURE.

Les transactions en nature comptabilisées parallèlement aux flux monétaires remplissent essentiellement une fonction sociale. La même remarque vaut également pour les opérations de transferts que nous avons regroupées à l'intérieur des deux colonnes (D + Dm) de nos matrices monétaires (cf. Première partie). On avait d'ailleurs mentionné le rôle prédominant des chefs d'exploitation, sinon dans la masse globale de numéraire manipulée, du moins dans sa ~~fonction~~ fonction constitutive d'opérations de transferts.

Quoique secondaire leur rôle économique n'est pourtant pas négligeable. Nous verrons qu'elles peuvent représenter dans certains cas un volume appréciable relativement au revenu monétaire.

1/ Valeur des produits "offerts" et "reçus" - un biais systématique. (Estimation en F.CFA par jour et zaka).

Strates	Offert villageois	Reçu villageois	Offert chefs	Reçu chefs	Ensemble Offert	Reçu
K.	48,2	23,9	153,5	126,9	51,2	26,8
Y.	22,2	10,8	37,5	7,8	22,6	10,7
Z.	13,4	12,9	161,6	136,2	15,5	14,6
T. Pays Mossi	27,4	15,8	115,1	87,6	29,3	17,2
D.	38,0	36,1	105,7	129,3	39,4	38,2
T.	10,2	19,2	362,3	486,5	19,5	31,5

Ce tableau fait apparaître un biais systématique à l'intérieur du pays Mossi entre les valeurs offertes et reçues. Il ne fait aucun doute que les produits reçus ont dans une large mesure échappé à l'observation. L'une des causes de cette sous-estimation peut tenir au fait que les produits reçus en nature sont en partie des contre-prestations perçues à la suite d'un quelconque service rendu. Or dans la comptabilisation de l'entraide traditionnelle échangée de zaka à zaka on observe le même biais mais inversé - les personnes interrogées se souviennent sans grand-peine des séances d'entraide qu'elles ont elles-mêmes organisées et par suite des "offres" de produits que celles-ci ont entraînées mais perdent le souvenir des journées de travail rendues, à celui-ci ou à celui-là et donc des produits qu'elles ont pu, à leur tour recevoir.

Pourtant à DEDOUGOU ce biais n'a pas joué, ou très peu, alors que les séances d'entraide y sont davantage pratiquées. La qualité de l'enquêteur doit donc être prise ~~en~~ considération. A TOUGAN les valeurs reçues ont très nettement excédé les valeurs offertes. Cela tient ici aux secours publics distribués par l'entremise des chefs aux populations sinistrées (1)

La fonction sociale des transactions en nature (entendons par là leur côté à la fois relationnel, ouvrant la cellule familiale - en même temps qu'elle la réinsère - à son univers "extérieur", et traditionnel, c'est à dire destiné à perpétuer par des actes d'allégeance répétés le véritable sens des valeurs hiérarchiques assurant la cohésion du groupe) l'emporte donc sur sa fonction strictement économique.

---

(1) - Sans faire de vaine polémique il est tout de même indispensable de signaler l'énorme avantage de la chefferie dans ces distributions de secours. Un chef touchant 20 sacs de céréales en distribue 17 aux quelque trente ou cinquante chefs de zaka de son village et ceux-ci lui rendent "en remerciement" la valeur de 2 sacs .....

Il suffit pour s'en convaincre de voir le fossé, autrement plus accentué qu'en matière monétaire, entre les familles ordinaires (colonne "villageois") et celles détenant la chefferie.

2/ Une confirmation de cette fonction sociale - Le rôle déterminant des chefs d'exploitation.

Le tableau suivant, reprenant notre décomposition familiale par statuts utilisés dans toute la première partie de l'ouvrage, indique pour chacune des strates la participation des divers agents dans l'ensemble des valeurs offertes en nature :

Selon la strate % de l'offre effectuée par :

	K	Y	Z	D	T	Moyenne - Rappel des manipulations monétaires.	
CE.	89,2	82,6	94,0	79,0	94,4	87,6	49,1
EpCE.	3,1	1,4	2,1	6,3	0,6	3,0	7,3
EC.	1,6	0,8	2,0	2,0	2,2	1,8	10,4
EM.	4,4	12,7	1,3	0,2	1,9	3,5	13,5
EpEM.	0,2	0,2	0,1	0,1	e	0,1	0,8
EEM.	0	0,1	0	0	0	0,01	0,06
FM.	0,3	1,7	0,1	1,4	0,3	0,7	4,3
EpF.	0	0,1	e	0,2	0,1	0,08	0,2
EF.	e	e	0	0,2	e	0,07	0,7
FC.	1,1	0,1	0,2	5,2	0,3	1,7	12,1
A.	0,1	0,3	0,2	5,4	0,1	1,5	0,5
T.	100	100	100	100	100	100	100

La part revenant au chef d'exploitation révèle que partout il conserve la haute-main sur les transactions en nature. En aucun cas il ne se laisse supplanter dans cette fonction sociale, alors qu'il le tolérât pour la manipulation monétaire. C'est à travers ces "petits gestes" qu'il continue à marquer, aussi bien sur ses dépendants qu'aux yeux des parents, alliés, voisins ou amis, sa véritable suprématie. Libre aux cadets de manipuler tout l'argent qu'ils désirent, libre à eux de l'employer à des fins personnelles, cela leur est même fortement conseillé, mais qu'ils ne s'aventurent point à en tirer d'autres avantages, notamment reléguer l'"aîné" au second rang dans ses attributs "relationnels" et "traditionnels", c'est à dire dans sa fonction sociale.

Les enfants mariés (EM), les frères mariés ou célibataires (FM - FC) qui ensemble contrôlaient 30,9 % des dépenses monétaires n'ont donc été à la source que de 5,9 % des produits offerts en nature. Il convient d'ailleurs d'ajouter que plus de 40 % de ces offres résultent d'une opération monétaire antérieure (du genre : dolo payé à un ami rencontré au marché), alors que cette fraction ne représente que 30 % des produits offerts par les chefs d'exploitation.

### 3/ Les valeurs offertes en nature, comparativement au RMB.

La valeur des offres en nature apparaît dans son ensemble très peu liée au niveau du revenu monétaire. Cette assertion se vérifie aussi bien à l'intérieur de chaque strate si l'on compare le revenu des familles à l'importance de leur offre qu'entre les strates intérieures au pays Mossi d'une part et les strates de colonisation d'autre part.

Le premier point peut se démontrer à travers la série de coefficients de corrélation de rangs suivants :

Taux de corrélation entre l'offre en nature et le RMB = (par zaka).

ZORGHO	=	0,72
TOUGAN	=	0,68
KOUDOUGOU	=	0,48
YAKO	=	0,43
DEDOUGOU	=	0,29

Quant au second point, le ratio offre en nature/RMB suffit à constater que l'accroissement du revenu monétaire en zones de colonisation ne s'est pas accompagné d'un accroissement proportionnel des offres en nature :

KOUDOUGOU	=	36,3 %
YAKO	=	16,8 %
ZORGHO	=	14,9 %
Ensemble "pays Mossi"	=	23,2 %
DEDOUGOU	=	11,1 %
TOUGAN	=	6,1 %

Nous avons donc bien deux champs de signifiants - celui de l'argent et celui des prestations en nature - dont le contenu socio-économique ne répond pas au même ensemble de valeurs.

- A N N E X E - III.

QUELQUES APERÇUS DE PRIX:

- Prix à la tine -(F.CFA)

Mil - Sorgho :

mois	K	Y	Z	D	T	Moyenne	- indice min - max.
J.	350	305	450	385	385	375	58
F.	395	515	475	385	430	440	
M.	500	535	500	405	450	480	
A.	610	700	525	495	570	580	
M.	615	750	670	560	600	640	
J.	655	790	700	630	900	735	
J.	790	1015	800	700	1200	900	
A.	1010	1090	825	960	1000	975	151
S.	950	765	1000	1055	890	930	
O.	745	585	535	805	700	675	
N.	505	430	510	575	355	475	
D.	575	500	510	490	495	515	
moyenne annuelle	640	665	625	620	675	645	100

(40 F./Kg)

Marge à la revente pour le mil-sorgho : 23,5 % du  
chiffre d'affaires.

Ce taux de marge pour des transactions observées en milieu rural sur un produit de première nécessité n'est que de peu inférieur à l'écart de prix enregistré entre la campagne et OUAGADOUGOU. (Prix d'achat en août à OUAGADOUGOU : 1250 F.CFA la tine soit 28 % de plus qu'en "brousse").

A TOUGAN le prix moyen a atteint son plafond en juillet, alors qu'il continuait à grimper jusqu'en septembre dans d'autres zones. Il faut voir là l'effet modérateur qu'ont eu les ventes de maïs et de sorgho, faites par le "cercle" au titre des secours aux populations sinistrées, à un prix fixe de 600 F.CFA le sac de 50 Kg. Des secours gratuits ont également été distribués par l'intermédiaire des chefferies de villages.

- Arachide coque - (séries incomplètes)

mois	K	Y	Z	D	T	Moyenne	- Indice min - max.
J.	250	-	225	265	-	245	
F.	250	-	-	200	230	225	
M.	250	215	-	-	-	235	
A.	-	-	250	250	-	250	
M.	250	-	300	250	-	265	
J.	250	-	-	-	-	250	
J.	300	365	300	365	375	340	
A.	300	485	330	500	410	405	147
S.	300	-	205	450	-	320	
O.	200	-	205	280	200	220	80
N.	240	-	245	255	-	245	
D.	265	-	-	-	300	280	
Moyenne	260	355	260	315	305	275	100

(17 f./Kg)



Les prix de l'arachide sont restés très stables tout le premier semestre 1973. La hausse de juillet correspond à la période des semences et la pointe d'août à la vague qui a entraîné tous les produits vivriers.

- Poules et pintades - (l'unité)

mois	K	Y	Z	D	T	Moyenne	
J.	121	128	100	121	111	116	
F.	126	120	100	136	118	120	117
M.	126	137	100	97	119	116	
A.	133	142	117	128	117	127	
M.	139	144	125	112	111	126	129
J.	141	153	-	117	122	133	
J.	142	150	-	112	133	129	
A.	131	132	100	121	136	124	127
S.	146	144	113	122	120	129	
O.	123	148	135	138	116	132	
N.	124	147	150	160	124	141	141
D.	173	143	-	138	142	149	
Moyenne	135	141	116	125	121	129	

Marge commerciale sur les volailles : 15 %. A noter l'élévation du prix - passant de 120 F.CFA environ, au premier trimestre, à 140 F. CFA en fin de période.

- Chèvres - Moutons -

mois	K	Y	Z	D	T	Moyenne	
J.	888	931	-	1027	978	956	
F.	767	925	-	755	946	848	909
M.	1129	877	933	800	875	923	
A.	843	938	800	575	966	804	
M.	743	927	906	725	1086	877	831
J.	510	726	-	890	1117	811	
J.	714	805	938	922	963	868	
A.	950	741	-	1241	847	945	938
S.	688	1082	950	1096	1189	1001	
O.	654	800	875	1431	1092	970	
N.	850	875	665	1312	1212	983	1046
D.	795	1040	-	1187	1712	1184	
Moyenne	794	880	867	997	1082	924	

N B : Comme pour les volailles ces prix reflètent exclusivement la valeur des animaux commercialisés. Le mouton vaut environ 1070 F.CFA l'unité et la chèvre 835 F.CFA.

Ce tableau montre qu'il n'y a pas eu d'effondrement de prix, par suite de la sécheresse, comme il a été affirmé un peu hâtivement. Cependant si la vente d'une unité d'ovin-caprin représente en moyenne annuelle la valeur de 23 Kg de mil-sorgho, le rapport est tombé à 16 Kg pour les trois mois de juillet, août et septembre, (15,5 Kg à TOUGAN).

A TOUGAN, le déficit final enregistré sur le mil (475 Kg par an et zaka) a ainsi correspondu à une réduction du patrimoine cheptel équivalant à 18 - 19 têtes de petit bétail.

- A N N E X E - IV.

LE TEMPS ET L'OUBLI.

L'enquête par sondage effectuée sur 101 villages Mossi (et Bissa) durant le premier semestre de 1973 n'a évidemment pas eu pour principal objectif d'établir des budgets de famille. Il serait bien entendu parfaitement irréaliste de s'attendre en la matière, fût-ce comme ordre de grandeur, à beaucoup de précision. Il est essentiel néanmoins que l'on sache l'importance de la marge d'erreur commise découlant d'une interrogation unique portant sur une période rétrospective d'un an. Quel degré de confiance peut-on lui accorder ? Quelles déformations de structures entraîne-t-elle, et éventuellement comment y remédier ?

Pour répondre, au moins partiellement, à ces diverses questions nous avons recouru nous-même au sein de notre échantillon à toute une série d'enquêtes rétrospectives qui nous ont permis de recouper :

- Mensuellement.
- Semestriellement.
- Annuellement.

Les informations recueillies par nos enquêtes quotidiennes.

Il fallait toutefois tenir compte du biais d'accoutumance au questionnaire susceptible d'améliorer sensiblement la capacité de mémorisation, notamment en fin d'année, dans les familles de notre échantillon.

Aussi avons-nous mis un point final à nos enquêtes en passant également notre questionnaire-budget "rétrospectif annuel" dans 150 zakse (30 par strate) prises hors-échantillon. En admettant que ces dernières soient semblables, à tous égards, aux familles de l'échantillon, les différences enregistrées sur un "rétrospectif-annuel" passé dans des conditions strictement identiques (même date, même questionnaire, même enquêteur) pourront être imputées directement au phénomène d'accoutumance

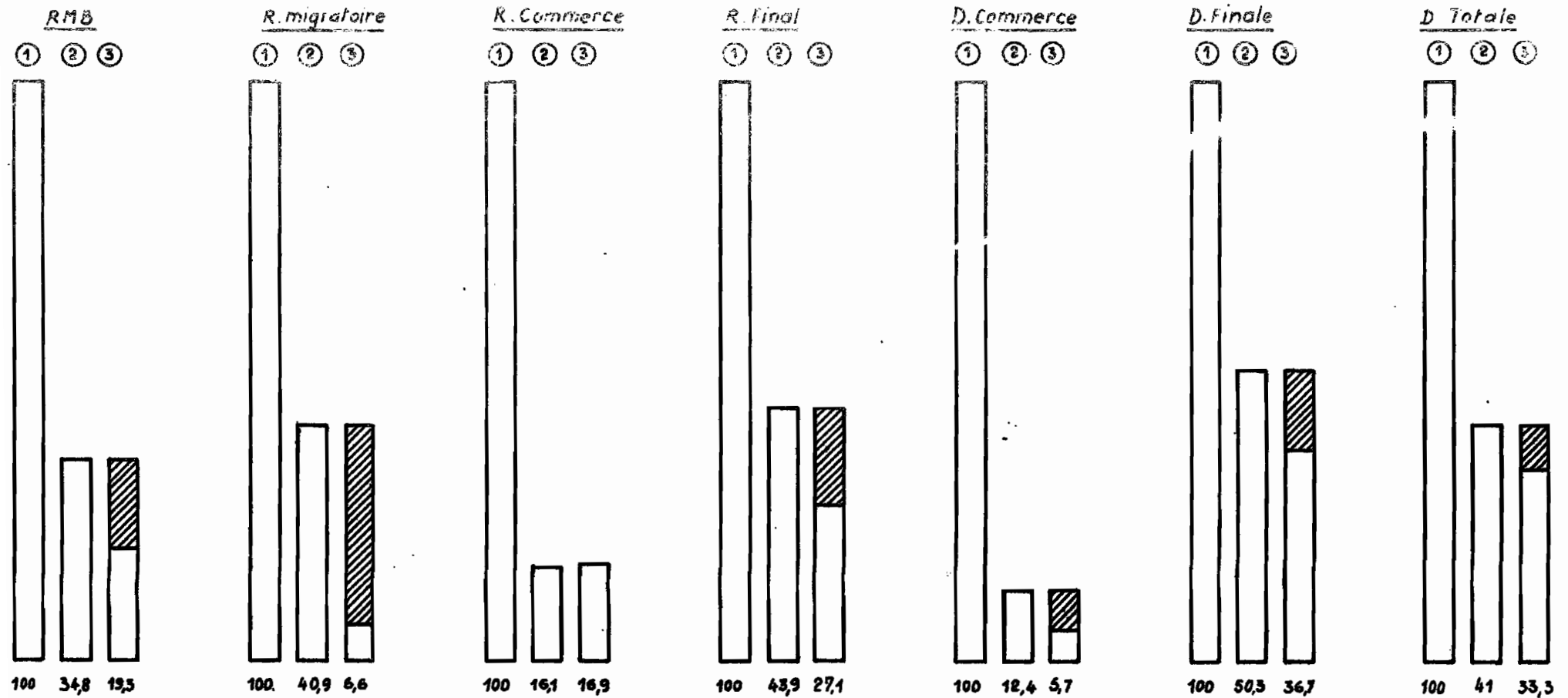
La triple série de diagrammes ci-joints illustre ainsi, pp par référence à des niveaux d'agrégats obtenus grâce à nos observations quotidiennes (bâtonnets n° 1), les pourcentages mémorisés au bout d'un an dans les familles-échantillon (bâtonnets n° 2) et dans les familles-témoin hors-échantillon (bâtonnets n° 3). La partie hachurée, différence entre les résultats n° 2 et n° 3 représente donc, sur un intervalle d'un an, le surplus mémorisé chez des individus exercés de longue date à ce genre de questionnaire.

#### Première constatation :

La fonction-mémoire n'est pas une fonction mathématique linéaire. Cela a pour conséquence d'interdire de multiplier par un coefficient scalaire uniforme, déterminé, les valeurs obtenues par enquêtes rétrospectives.

Selon l'agrégat considéré la fraction retenue par des personnes déjà sensibilisées aux questionnaires varie en effet de 30 à 50 %. Par contre chez des personnes non accoutumées l'amplitude de variation peut s'accroître considérablement. A cet égard l'accoutumance a donc pour effet dans une certaine mesure de "linéariser" davantage la capacité de mémorisation.

... Pays Mossi ...  
taux d'oubli sur 1 an



① - Agrégat de référence - Echantillon, par observations quotidiennes

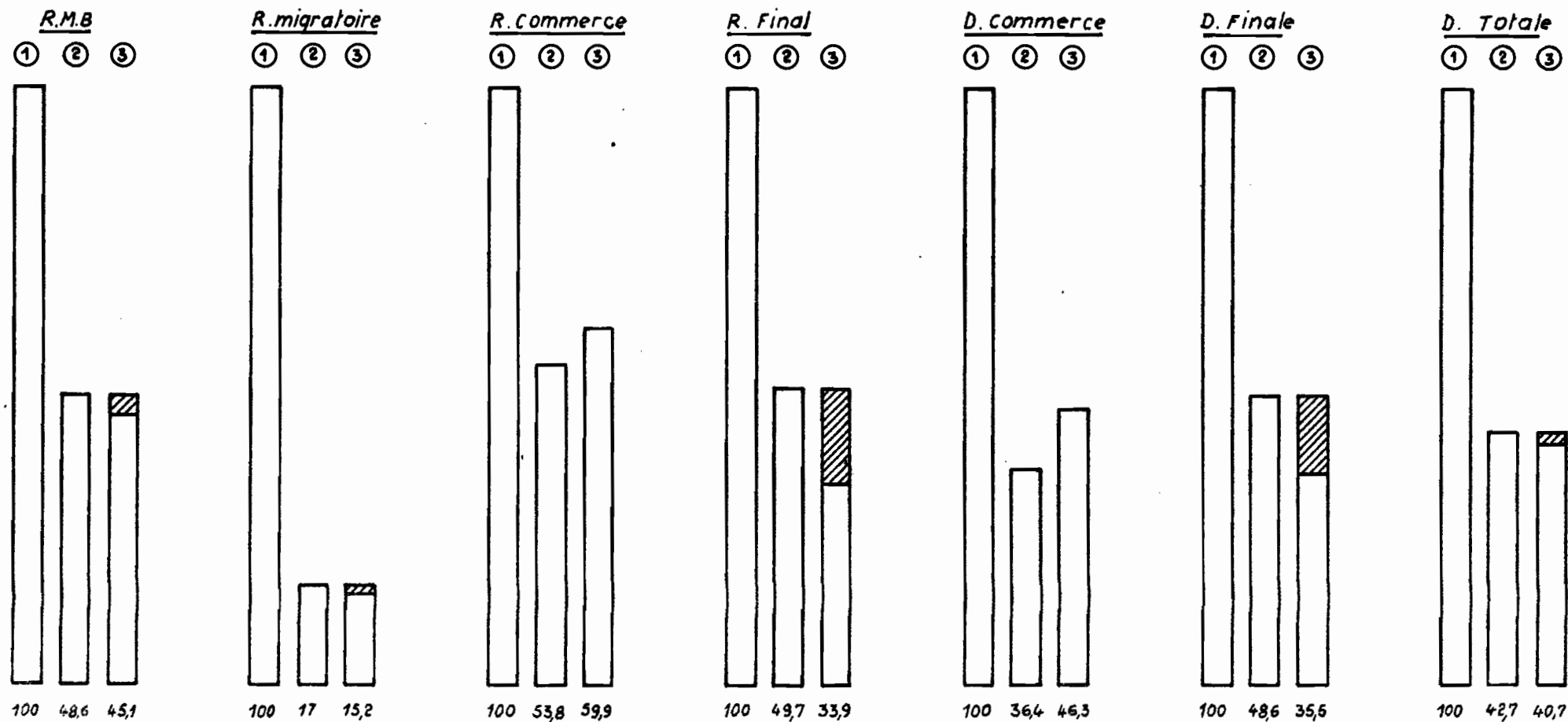
② - Echantillon, par rétrospectif annuel

③ - Hors - Echantillon par rétrospectif annuel

 ② - ③ = Effet d'accoutumance

# Colons

## taux d'oubli sur 1 an



① Agrégat de référence — Echantillon par observations quotidiennes

② Echantillon par rétrospectif annuel

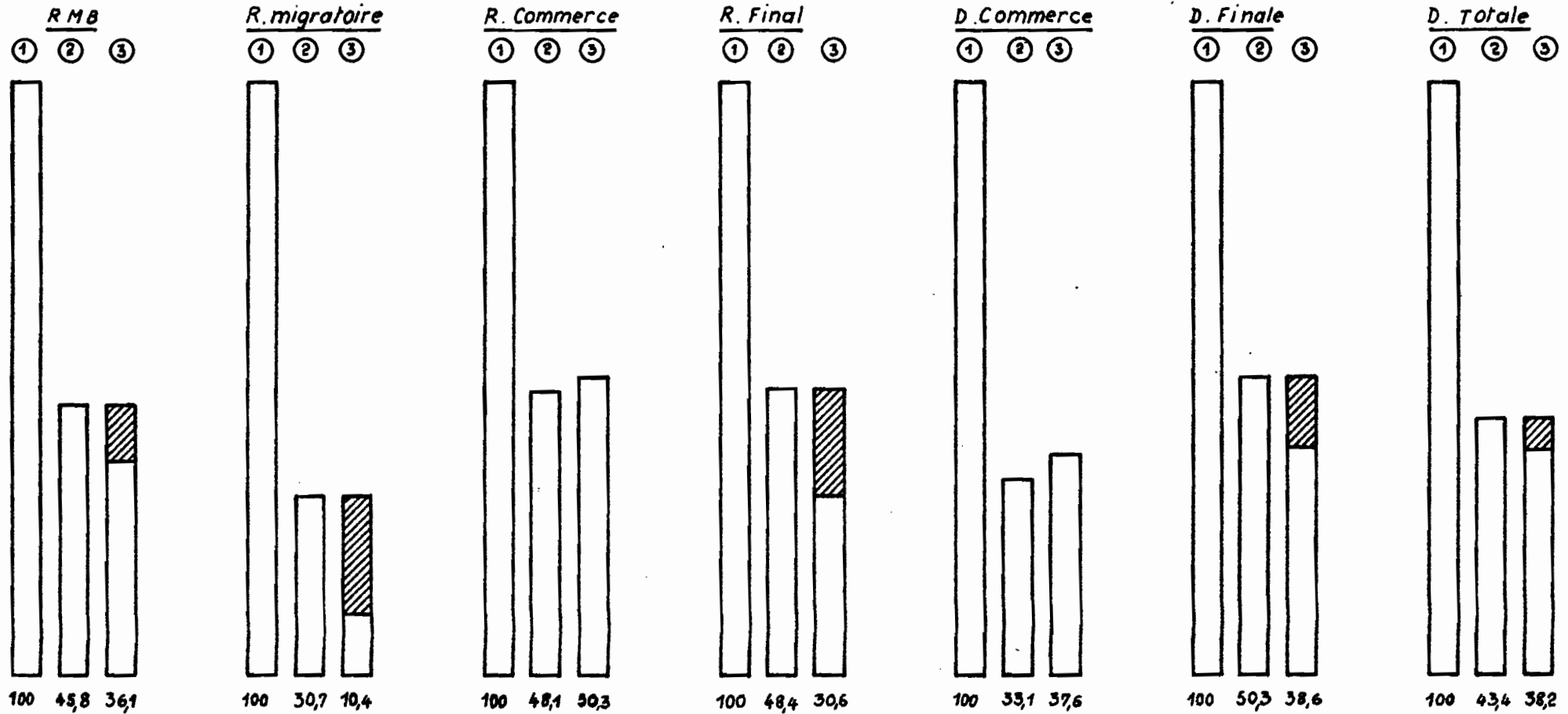
③ Hors échantillon par rétrospectif annuel



② - ③ = Effet d'accoutumance

# ENSEMBLE 5 strates


## taux d'oubli sur 1 an



① Agrégat de référence - Echantillon par observations quotidiennes

② Echantillon par rétrospectif annuel

③ Hors échantillon par rétrospectif annuel

 ② - ③ = Effet d'accoutumance

Deuxième constatation :

La structure de l'oubli, comme on peut le vérifier en comparant les résultats des strates intérieures et extérieures au pays Mossi, révèle également d'assez nettes distorsions.

On voit par exemple que dans les strates où le revenu migratoire représente une fraction importante des rentrées monétaires, sous réserve que l'on s'en tienne aux familles entraînées à répondre - car l'effet d'accoutumance sur ce poste est ultrasensible - le souvenir de ces recettes s'améliore. Inversement dans les strates de colonisation où le commerce joue un rôle déterminant ce sont les recettes commerciales qui paraissent le moins oubliées.

A noter que l'effet d'accoutumance est nul sur l'ensemble des opérations commerciales, mais que les dépenses sont systématiquement minorisées par rapport aux recettes, ce qui a pour effet de sur-estimer les marges bénéficiaires, par suite le revenu monétaire net, et en dernière analyse la capacité d'épargne.

Dans l'ensemble ce sont donc les opérations finales (ventes des produits de l'exploitation, consommations directes des ménages) qui résistent le mieux à l'usure du temps, mais ce sont elles également, hormis les revenus migratoires, les plus sujettes aux effets d'accoutumance.

La "fiche-Exploitation" utilisée dans l'enquête par sondage n'étant pas directement comparable à notre propre jeu de questionnaires - elle se limitait aux recettes finales - il convenait dans un second temps de réaliser la jonction entre ces deux matériaux d'information. Pour ce faire nous avons donc **passé** en fin d'année la "fiche-Exploitation" à l'intérieur de notre échantillon, ce qui nous autorise à comparer la structure des recettes finales obtenues par trois sources différentes :



- 1 - BQ : Source des budgets quotidiens.
- 2 - Rétro : Source de l'enquête rétrospective annuelle.
- 3 - FE : Source de la "Fiche-Exploitation".

Les valeurs sont dans tous les cas estimées en F.CFA par jour et zaka.

Les postes de recettes sont les suivants :

- 1 - Mil-sorgho.
- 11 - Autres vivriers non élaborés.
- 2 - Vivriers élaborés.
- 3 - Non vivriers (coton - tabac ....)
- 4 - Non vivriers élaborés (artisanat).
- 5 - Services traditionnels.
- 6 - Elevage et produits animaux.
- 7 - Revenus migratoires.
- 71 - Autres transferts.

Résultats pour les strates du pays Mossi. (F.CFA/jour et zaka).

Poste	BQ	%	Rétro	%	FE	%
1.	8,3	9,4	3,3	8,7	2,0	8,7
11.	13,3	15,0	4,4	11,6	3,7	15,6
2.	7,3	8,3	0,8	2,1	0	0
3.	1,9	2,1	1,7	4,5	1,2	5,3
4.	2,8	3,1	0,6	1,6	1,1	4,5
5.	e	e	0	0	0	0
6.	16,4	18,5	10,2	26,8	9,6	41,0
7.	28,8	32,5	11,8	31,0	5,6	23,9
71.	9,7	11,1	5,2	13,7	0,2	1,0
T.	88,5	100	38	100	23,4	100

Ce tableau atteste qu'à l'intérieur d'un même agrégat (ici l'agrégat "Recettes finales" + apport migratoire) la fonction-mémoire n'est pas non plus linéaire.

Ne considérant d'abord que les deux premières colonnes BQ - Rétro, on s'aperçoit que l'oubli biaise davantage certains postes que d'autres. Ainsi le souvenir des produits vivriers élaborés (dolo, plats cuisinés, beignets-galettes, kalogho, beurre de karité ..... ) s'estompe presque totalement des mémoires.

En revanche le poste n° 3 (non vivriers) portant malheureusement sur des sommes très faibles, ainsi que le poste n° 6 (l'élevage) traduisent plus fidèlement la réalité.

Quant à la fiche-Exploitation il semble qu'elle se soit avérée comme très pertinente sur les postes n° 3, n° 4, et n° 6, mais fort insuffisante sur l'ensemble des transferts, médiocre sur les produits vivriers, nulle sur les produits élaborés.

A l'heure où nous écrivons ces lignes (février 1974) les résultats d'ores et déjà disponibles de l'enquête par sondage, concernant ses trois strates de KOUDOUGOU - YAKO - ZORGHO - font état de chiffres très proches des nôtres (autour de 20 F.CFA par jour et zaka).

Il est donc dès à présent permis de conclure :

1/ à la bonne représentativité de notre échantillon.

2/ à l'absence d'effet d'accoutumance pour la fiche-Exploitation.

Selon toute vraisemblance si l'effet d'accoutumance avait existé le niveau de revenu obtenu dans l'enquête par sondage ne se serait pas établi aux environs de 20 F.CFA par jour et par zaka mais plutôt aux alentours de 13 F.CFA.

La raison de ce phénomène tient semble-t-il au fait que le questionnaire revenu inséré dans la fiche-Exploitation était "fermé", ce qui éliminait le facteur négatif qu'aurait pu être le manque d'accoutumance. Par ailleurs la structure interne des recettes finales découlant de la fiche-Exploitation ne s'avère pas plus mauvaise que celle à laquelle aboutit notre questionnaire rétrospectif annuel de type "ouvert" pour les familles choisies hors-échantillon.

En conséquence il est certainement préférable lorsque l'on se trouve contraint de procéder à des enquêtes-budgets rétrospectives sur une année, moyennant un seul et unique passage, de recourir à des questionnaires fermés. Ils permettent globalement d'améliorer la "performance" des réponses d'environ 30 % (taux calculé par rapport à nos résultats obtenus hors-échantillon) sans en aggraver sensiblement les distorsions internes, de toute façon importantes et inévitables.

Résultats pour les strates de colonisation.

Poste	BQ	%	Rétro	%	FE	%
1.	15,4	8,5	10,7	13,6	9,6	14,9
11.	10,3	5,8	4,2	5,3	4,2	6,6
2.	6,3	3,5	1,6	2,0	0	0
3.	24,6	13,6	11,4	14,5	11,1	17,3
4.	6,8	3,7	3,0	3,8	2,2	3,3
5.	4,2	2,3	4,8	6,1	2,1	3,3
6.	50,9	28,1	28,8	36,6	28,2	43,8
7.	34,2	18,9	5,8	7,4	6,2	9,7
71.	28,1	15,6	8,4	10,7	0,7	1,1
T.	180,8	100	78,7	100	64,3	100

Ici encore la fiche-Exploitation n'a pas égalé par ses performances le questionnaire-rétrospectif annuel, pour autant qu'on s'en tienne à notre échantillon, mais, comme en pays Mossi, l'aurait remplacée avantageusement hors-échantillon.

Remarque finale :

Un rétrospectif semestriel effectué à la fin du mois de juin 1973 s'était soldé pour chacun des grands agrégats (RMB - D - DC - RC - RF - ....) par un taux d'oubli supérieur à celui enregistré sur un an. En d'autres termes la fonction d'oubli n'est pas non plus linéaire en fonction du temps.

- CONCLUSION GENERALE -

LA SIGNIFICATION DU FAIT MIGRATOIRE :

Qu'est-ce qu'un migrant ? C'est au sens le plus profond du terme un individu qui s'évade, mais le déplacement physique n'est qu'une des manifestations de cette évasion. Tout Mossi qui n'a pas encore enterré son aîné poursuit de fait son cheminement migratoire "intérieur" par un repli sur soi de sa capacité monétaire.

J.M. KOHLER énonçait par une boutade que "seuls les débiles mentaux et les culs-de-jatte" ne migrent pas (1). Nous dirions plutôt, sinon des débiles mentaux, du moins des culs-de-jatte qu'ils sont eux-aussi parfaitement capables de migrer ; en d'autres termes qu'on ne leur demande pas leur avis mais qu'on leur impose une certaine structure de consommation.

En restant à un niveau descriptif, le fait de migrer traduit donc avant tout l'obligation sociale d'utiliser son pouvoir monétaire à certaines fins, à l'exclusion de certaines autres.

Répondre maintenant à la question : Pourquoi la migration ? Exige si l'on ne veut pas indéfiniment tourner en rond,

---

(1) - Les migrations des Mosi de l'Ouest - Travaux et Documents de l'ORSTOM.

c'est à dire rendre compte du fait individuel (le migrant) par le fait collectif (la structure sociale) puis du fait collectif (la Migration) par le fait individuel (une collection de migrants) que l'on dépasse cette voie de garage sans issue (la poule ou l'oeuf ?) ou du moins très pauvre au niveau de l'explication et que l'on essaie de voir pourquoi la société Voltaïque, Mossi et autre, se trouve dans la position de devoir migrer, c'est à dire en dernière analyse de vendre une fraction importante de sa force de travail ?

Les analyses de Samir Amin (1) pour critiquables qu'elles soient sur certains détails très secondaires (notamment l'illusion que les apports monétaires migratoires permettent à moyen terme de bousculer les débris d'autorités coutumières déjà plus ou moins rendus à leur état fossile (2) forment sans aucun doute le seul corpus de démonstrations scientifiquement irréfutables, auxquelles on puisse se référer, en l'état actuel des connaissances qui peu à peu se sont décantées d'un magma d'analyses de divers spécialistes.

Dans la stratégie planétaire menée par les firmes multinationales les pays de l'Afrique côtière ne jouent en effet qu'un rôle de tête-de-pont par rapport aux véritables centres de décision qui leur sont extérieurs. Ces pays côtiers vendent donc leurs matières premières. Or les activités primaires de plantations, à savoir : hévéas, palmiers à huile, ananas, bananes, café, cacao, forêt, qui constituent la majeure partie de ces exportations sont du type "labour-using" beaucoup plus que "capital-using", ce qui signifie qu'un investissement monétaire limité implique la disposition d'un nombre relativement très élevé de travailleurs. Leur insuffisance locale n'est pas un obstacle s'il y a possibilité d'en recruter au même tarif sinon moins cher à l'extérieur. C'est même un avantage considérable pour l'économie côtière puisque de par

---

(1) - cf. Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest.  
Communication au colloque IDEP - IEDES - IDS - CLACSO.

(2) - Le fossile survit en général au paléontologue.

leur statut d'étrangers ces manoeuvres se montrent à la fois plus dociles, moins politisés et finalement plus vulnérables. Le pays côtier a ainsi toute latitude pour répercuter la dégradation de ses propres termes d'échange (les cours de ses exportations étant fixés par les lois du marché mondial) sur ces travailleurs émigrés. Comment comprendre autrement cette réalité que nous avons clairement démontrée dans un texte antérieur (1) attestant que le salaire mensuel moyen d'un migrant en Côte d'Ivoire est à peu près égal à la moitié du salaire minimum garanti ?

Le pays dont la principale exportation est sa force de travail subit donc de ce fait deux fois la dégradation de ses termes d'échange. Une première fois en exportant le peu de produits dont il dispose, une seconde fois par la compression des salaires qu'il se procure en exportant le produit des autres.

Devant un tel constat les mouvements intérieurs de populations pourront sembler une voie alternative préférable, en admettant bien entendu qu'il puisse y avoir alternative, ce dont nous sommes assez loin d'être convaincu. Admettons néanmoins qu'elle existe, qu'il y ait effectivement possibilité de choix. La réponse au problème dépendra pratiquement de ce que l'on escompte retirer de ces transhumances de populations.

Est-ce l'amélioration de la ration individuelle alimentaire ? Dans ce cas il existe certainement des solutions infiniment plus satisfaisantes que le "laisser-faire" actuel, revenant à avaliser les pratiques de pillage foncier dans l'anarchie la plus complète et qui aboutissent en fin de compte aux disparités économiques que l'on a mises en évidence.

---

(1) - cf. "Premières estimations chiffrées des migrations Mossi".  
(op. cit.)

L'une de ces solutions serait par exemple d'instaurer sur l'ensemble du pays des circuits de commercialisation aussi cohérents et efficaces pour les produits vivriers de grande consommation que pour les cultures de rente.

Est-ce l'accroissement du revenu monétaire ? Encore faut-il savoir que cet accroissement ne ralentira nullement l'ensemble des courants migratoires (confère. TOUGAN).

Est-ce alors le développement des cultures de rente ? Se tenant le raisonnement suivant : Puisque les travailleurs de ce pays migrent au plus grand profit des cultures de rente étrangères, pourquoi ne pas favoriser plutôt les cultures de rente en Haute-Volta ? En somme remplacer un double assujettissement par un seul. Qu'est-ce en effet qu'une culture de rente pour la Haute-Volta si non le coton dont le prix moyen au Kg, fixé par le cours mondial de l'industrie textile, n'a pour ainsi dire pas bougé en douze ans et qui permet aujourd'hui tout juste d'acheter 750 gr de mil, 500 gr en période de soudure, moins encore lorsqu'il y a disette.

Pour nous résumer les migrations de travail nous paraissent être dans l'état actuel des structures économiques mondiales, faites de relations asymétriques, ni un bien ni un mal, mais un fait dont les tenants et aboutissants ne peuvent se juger en terme de morale individuelle, non plus que nationale mais internationale. C'est à ce niveau seul qu'un remède peut être peu à peu défini et des solutions apportées.

Des "solutions" aussi partielles que la mise en valeur (comment ? par qui ? au profit de qui ?) de terres neuves auront à peu de choses près l'efficacité du fameux cautère sur la jambe de bois tant qu'elles-mêmes ne seront pas réintroduites au niveau de l'explication dans cet ensemble de structures dont elles ne constituent qu'un épiphénomène dérisoirement marginal.



**- S O M M A I R E -**

**PREMIERE PARTIE :**

L'étude structur .lle des budgets familiaux par matrices et graphes ;.....	3
<b>I - <u>Aspects méthodologiques</u> .....</b>	<b>5</b>
- 1/ Les strates échantillon .....	15
- 2/ Le système d'observation .....	17
<b>II - <u>Résultats d'ensemble</u> .....</b>	<b>18</b>
A - La matrice globale .....	19
B - Le passage à la matrice nette .....	22
C - La triangulation .....	22
D - la matrice mensuelle .....	28
E - La matrice des coefficients mensuels nets unitaires.....;	30
F - La graphe des relations monétaires .....	39
G - La matrice globale des coefficients bruts unitaires .....	39
<b>III - <u>Résultats par strate</u> .....</b>	<b>44</b>
Les strates intérieures au pays Mossi .....	44
- KOUDOUGOU .....	44
- YAKO .....	54
- ZORGHO .....	62
Les strates de colonisation .....	72
- TOUGAN .....	72
- DEDOUGOU .....	81

<u>CONCLUSION</u> :	91
---------------------	----

## DEUXIEME PARTIE :

<u>Niveaux monétaires, Les structures de revenus et de dépenses...</u>	94
--	----

I - <u>Aspects méthodologiques</u>	95
------------------------------------	----

A - Le revenu monétaire brut	95
B - Le revenu monétaire net	96
C - Les dépenses	97
D - L'épargne	97

II - <u>Résultats par strate</u>	100
----------------------------------	-----

- KOUGOUGOU	100
- YAKO	109
- ZORGHO	114
- Conclusion sur les strates intérieures au pays	
Mossi	119
Les strates hors pays Mossi	123
- DEDOUGOU	123
Colons de 1972-71	123
Colons de 1970-69-68	127
Colons de 1967	130
- TOUGAN	139
Conclusion d'ensemble sur le phénomène du colonat.	148

ANNEXE I. <u>La spécificité de la consommation des migrants de retour</u>	149
---	-----

ANNEXE II. <u>Les transactions en nature</u>	152
--	-----

ANNEXE III. <u>Quelques aperçus de prix</u>	157
---	-----

ANNEXE IV. <u>Le temps et l'oubli</u>	161
---------------------------------------	-----

<u>CONCLUSION GENERALE. La signification du fait migratoire</u>	171
---	-----

<u>SOMMAIRE</u>	175
-----------------	-----